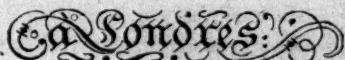


LA FRANCE
PENDANT QUATORZE SIECLES

OU

PREUVES DE LA CONSTITUTION
DE LA
MONARCHIE FRANCOISE
DANS SES DIFFÉRENTS AGES.

PAR M. DE BLAIRE.



DE L'IMPRIMERIE DE BAYLIS, GREVILLE-STREET, HOLBORN,
Et se trouve chez A. DULAU & Co., Wardour-street ;
DEBOFFE, Gerrard-street ; HOOKHAM, New Bond-
street ; BOOSEY, Broad-street, près de la Bourse-Royale ;
& chez tous les autres Libraires.

1796.



PARMI cette foule d'erreurs que des imposteurs adroits, secondés de présomptueux ignorants, se sont plu à accréditer & à répandre, depuis quelques années, il n'y en a aucune qui ait été produite avec plus d'impudence & de succès, que le reproche fait à la France de n'avoir pas de Constitution. Cette opinion fut d'abord hasardée avec le dessein perfide d'insinuer que le bouleversement que l'on méditoit ne devoit rien changer à la forme du Gouvernement ; elle fut adoptée par cet enthousiasme d'innovation qui a si bien servi les factieux. Elle a été répétée par cette légèreté insouciante, aussi peu capable d'en prévoir, que d'en apprécier le danger, accueillie par la malveillance & colportée par les conspirateurs qui en calculoient avec soin les progrès.

Sans doute il étoit impossible d'imaginer que la Monarchie Françoise eût pu par le seul effet du hasard prolonger, pendant quatorze siècles, sa précaire existence. Cette réflexion très-simple auroit dû déjouer les novateurs, mais c'étoit alors le moment de la crédulité. Bien d'autres absurdités ont trouvé confiance, & elles étoient plus palpables, plus à la portée du commun des hommes, que celle-ci ne peut l'être.

Le seul mot de *Constitution* exprime une idée si vaste ; cette idée suppose des connaissances si étendues ; ce genre d'étude étoit si étranger à la plûpart de ceux à qui ces nouvelles notions étoient proposées, qu'il leur étoit mille fois

B

plus

plus facile de les adopter que de les réfuter. On sait d'ailleurs de quels étranges moyens se sont servi ceux à qui il importoit de les propager. Ils n'ont point essayé de prouver qu'il n'y avoit jamais eu en France aucunes loix fondamentales ou constitutives, ou que celles auxquelles on en donnoit le nom, jouissoient d'un titre usurpé & n'étoient pas de nature à servir de base à aucun gouvernement. Il auroit fallu pour soutenir ce système erroné parcourir les différentes périodes de la Monarchie, démontrer que jamais on n'avoit eu recours à ces prétendues loix autour desquelles, quand elles existent, on se rallie toujours dans les temps difficiles.

Les détracteurs de la Constitution Françoise étoient loin d'admettre ces formes lentes d'une discussion raisonnée, ils en avoient de plus expéditives. Favorisés par un Ministre dont la sotte vanité & l'impéritie égalloient au moins la perfidie, étayés par une populace en insurrection, ils ont trouvé plus court & plus commode d'exiger qu'on les crût sur parole. *La déclaration des droits de l'homme* les dispensoit de toute recherche ultérieure, & leurs bourreaux & leurs proscriptions étoient aussi des arguments sans réplique.

C'est ainsi qu'ils sont parvenus à renverser un gouvernement dont la foiblesse, à cette époque, excita leur audace : mais c'est surtout en le calomniant qu'ils ont essayé de justifier aux yeux d'un peuple égaré leur criminelle entreprise. La France, disoient-ils, n'avoit pas de Constitution ; ses Rois étoient des despotes, leurs Ministres des satrapes ; il falloit renverser, détruire de fond en comble l'édifice informe de la Monarchie & se hâter d'en faire disparaître les décombres.

“ A les entendre, on auroit cru qu'ils parloient de la
“ Perse encore fumante du sang répandu par les armes
“ féroces

“ féroces de Thamas-Kouly-Kan ; qu’ils faisoient la de-
 “ scription du despotisme anarchique de la Turquie. . . .
 “ de ce pays où les arts sont inconnus, où les manufac-
 “ tures sont languissantes, où les sciences sont perdues,
 “ où l’agriculture est abandonnée, où la race humaine se
 “ fond & s’anéantit sous les yeux même de l’observa-
 “ teur *.”

Que ces atroces calomnies aient été accueillies par la nation la plus crédule & la plus légère, devons nous en être étonnés ? Sa fatale destinée la précipitoit dans les fers que lui préparoient les monstres qui vouloient l’asservir ; mais qu’on leur ait accordé quelque confiance dans ce pays, l’asyle de la raison & de la sagesse ; que des membres distingués du Parlement d’Angleterre ayent paru les autoriser dans la chaleur de la discussion, c’est peut-être un des exemples les plus affligeants des excès auxquels l’esprit de parti peut entraîner.

Je fais cette observation sans amertume ; mon projet n’est pas de combattre les étrangers, mais de leur démontrer combien peu sont fondés leurs préjugés contre notre ancien Gouvernement. Et comment n’en auroient-ils pas ? Ils l’entendent tous les jours calomnier par ceux qui l’ont renversé, par ces hommes dont la criminelle imprudence a causé la perte de leur patrie, qui en favorisant ou en tolérant les premiers excès d’une multitude égarée, ont préparé les forfaits de leurs successeurs. Victimes eux-mêmes de la révolution qui est leur ouvrage, leur orgueil insensé les empêche de convenir de leurs erreurs ; ils s’obstinent à soutenir qu’une amélioration étoit impossible, qu’un bouleversement étoit indispensableness nécessaire. Ils es-

* Réflexions sur la révolution de France, par Mr. Burke.
B 2 sayent

sayent de persuader que le rétablissement de l'ancienne Monarchie est impraticable ; ils voudroient encore compromettre par de nouveaux essais le bonheur, l'existence d'une grande Nation si fatiguée par sept années de malheurs & d'anarchie.

On pourroit, on devroit peut-être ne répondre que par le mépris à de pareilles absurdités ; car certainement il n'y a plus que des scélérats ou des insensés qui puissent faire l'apologie de la révolution ; mais depuis qu'un affreux bouleversement a renversé la Monarchie : depuis qu'on ose se prévaloir de sa chute pour lui supposer un principe radical de dissolution : depuis que, telle que le lion expirant, elle reste exposée aux outrages les plus révoltants ; il me semble que la justice, la vérité, la fidélité & l'honneur nous font un devoir de prendre sa défense, de justifier aux yeux des étrangers l'ancien système de ses loix, de développer les principes & les preuves de sa Constitution, enfin de détrouper l'Europe trop long-temps abusée par des déclamations mensongères.

Tels sont les motifs qui m'ont fait entreprendre cet ouvrage. Pour suivre ce plan de justification dans toutes ses branches, & pour le remplir d'une manière digne de son importance, il m'eût fallu beaucoup plus de matériaux, de temps & de liberté d'esprit qu'il n'en reste dans la situation pénible où nous sommes ; mais j'ose espérer que cet essai suffira pour réfuter la calomnieuse imputation faite à la Monarchie Françoise de n'avoir pas de Constitution.

ançaises des idées qu'il a pu admettre. Si l'absence
dans la Constitution d'un article, ne peut pas être terminante.

C H A P I T R E I.

OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES.

Plan de cet Ouvrage.

LE mot de *Constitution* est aujourd'hui dans la bouche de tout le monde, & peu de personnes sont d'accord sur sa véritable signification. Sans entreprendre d'analyser les diverses définitions qu'on en donne, je me contenterai de dire que le mot *Constitution* signifie l'ordre, l'arrangement, la situation, l'organisation de toutes les parties politiques de la société déterminées par des loix non écrites, ou des loix écrites.

Les premières sont gravées dans la mémoire des hommes ; elles ont été transmises d'âge en âge ; leur antiquité qui se perd dans la nuit des temps, leur tradition perpétuelle & leur observation constante inspirent un respect religieux, & les rendent l'objet de la vénération publique : ce sont celles auxquelles les peuples sont toujours le plus attachés ; par cette raison elles varient rarement, & peut-être les affoiblirait-on en les écrivant. Quant aux autres, qu'elles soient recueillies dans un ou plusieurs codes, elles n'en existent pas moins, elles n'en sont pas moins des loix constitutives de l'Etat sur chacun des objets qu'elles sont destinées à régler : & comme une Constitution ne se fait pas en un jour, comme elle est plus-tôt l'ouvrage du temps que celui des hommes, plus-tôt le fruit de l'expérience que celui de l'imagination,

gination, il en résulte que c'est l'ensemble des antiques maximes & des loix qui forme la Constitution d'un Etat.

Aussi une nation n'est point sans Constitution, parce qu'elle n'a pas un code particulier de loix constitutives ; de même qu'elle n'est point sans morale publique, parce qu'elle n'a pas une *déclaration des droits de l'homme & du citoyen*.

Rome avait une Constitution avant la loi des *douze tables*, & cette loi ne peut être réputée le code constitutif des Romains, car certainement elle ne renfermoit pas la totalité des loix constitutives de la République.

La Constitution d'Angleterre n'est pas encore rédigée dans un code général, persuadera-t-on aux Anglois qu'ils n'ont pas de Constitution ?

Quel est donc le sens de cette phrase ? *De tous les Etats purement Monarchiques, il n'en est aucun qui ait un code de loix visible, authentique,* auquel on puisse avoir recours dans tous les cas relatifs au droit public.* Il faut donc en conclure que tous les Etats Monarchiques sont sans Constitution ? Les novateurs de la fin du dixhuitième siècle ne craignent pas de l'affirmer. Ils soutiennent qu'un Etat est sans Constitution, lorsqu'il n'a pas un code de loix constitutives écrites, divisées par sections & par chapitres qui

* Les Anglois regardent avec raison la Grande Charte comme la base de leur Constitution : l'original en est exposé au *Musæum Britannicum* ; mais si les flammes dévoroient ce bel édifice & la superbe collection qu'il renferme ; est-ce que la Grande Charte qui alors ne seroit plus *visible* cesseroit d'être *authentique* ? n'est-elle pas gravée dans la mémoire de tous les Anglois ? n'est-elle pas rapportée par tous les historiens ?

fixent avec précision & sans obscurité : 1^o. Les limites de la puissance & de l'autorité de ceux qui gouvernent : 2^o. Ce qu'ils appellent les droits du peuple ; droits qu'ils n'ont jamais clairement définis & auxquels ils donnent toujours une extension exagérée. Le résultat de leurs principes est de faire passer tout le pouvoir entre les mains de la multitude, & de substituer à un gouvernement réglé la plus funeste anarchie.

Les loix, les maximes fondamentales des peuples les plus anciens, consacrées par une longue suite de siècles, attestées par tous les monuments historiques, constamment suivies & respectées jusqu'à ces jours d'égarement & de deuil, ne sont plus que des *rêveries*. Elles doivent leur existence au sommeil des peuples, leur réveil doit les dissiper. Delà toutes ces dissertations séditieuses sur l'origine des pouvoirs, leur étendue, leur division, leurs limites, sur la souveraineté du peuple, sur la liberté & l'égalité : dissertations qui ne tendent à rien moins, qu'à sapper les fondements de tous les trônes & de tous les gouvernements, à rompre tous les liens de l'obéissance & à plonger l'Europe dans la barbarie.

En effet quel gouvernement aujourd'hui existant en Europe peut offrir une Constitution telle que le délire des novateurs l'imagine ? Celle de l'Angleterre même n'a pas trouvé grâce devant eux ! Certainement le Roi & les deux chambres du Parlement formant les trois branches de la législature, en qui réside la Constitution Angloise, sont fort opposés en principes à la convention de *Copenhagen-House*. Cette espèce de rivalité qu'osoit éléver une troupe de factieux, la Constitution ne l'avoit pas prévue ; il a fallu qu'un acte du Parlement vint en arrêter les progrès.

Cette

Cette mesure salutaire est due à la fermeté des Ministres, à la réunion de tous les propriétaires & gens bien intentionnés ; mais si des hommes foibles s'étoient trouvés à la tête du Gouvernement, si même avec du caractère & des talents ils avoient été divisés entr'eux, si la voix des Ministres inébranlables dans leurs principes & leur fidélité à la constitution de leur pays avoit été étouffée par les clamours & les intrigues de ceux qui n'écoutoient que les mouvements de leurs passions & le sentiment de leur vanité * ; l'Angleterre subissoit le sort de la France : la multitude, comme un torrent débordé, renversoit toutes les institutions sociales, & à la place de cet édifice dont on admire la structure, on n'eût plus apperçu que des décombres & des ruines.

De tous les autres Etats de l'Europe, la France est sans contredit l'un de ceux dont le Gouvernement étoit le mieux réglé, & celui dont la Constitution est la plus ancienne ; elle n'a pas été l'ouvrage d'un jour ; les maximes, les principes, les diverses loix qui la composent, se trouvent dispersés dans le long espace de la durée de l'empire Français. Née dans les forêts de la Germanie, cette Constitution s'est épurée au creuset du temps ; elle s'est perfectionnée par la lenteur & par l'expérience d'une longue suite de siècles ; ses loix fondamentales ont été transmises d'âge en âge, solennellement reconnues de tous les temps, & leur applica-

* Je m'empresse d'avertir mes lecteurs que je ne prétends faire aucune application aux membres du conseil-privé, ni à aucun de ceux des deux chambres du Parlement d'Angleterre, mais il est naturel que des circonstances à-peu-près semblables à celles du commencement de la révolution, retracent à un Français des souvenirs douloureux.

tion n'a pas varié, malgré les efforts tentés à diverses époques pour les enfreindre.

De ce que ces loix fondamentales ne sont pas toutes écrites & rassemblées dans un livre revêtu du titre de *Constitution de l'Etat*, peut-on en conclure qu'elles n'existent pas ? par exemple a-t-on jamais osé dire que la France ne fut pas une Monarchie ? où est la loi écrite qui le prononce ? Aucune, mais quatorze siècles l'attestent.

Nos ancêtres qui avoient au moins autant de sagesse que leurs malheureux descendants auroient pu, en recueillant toutes ces loix, en faire un code *visible* : mais ils ont pensé que cette collection ne formeroit qu'un corps froid & sans vie ; au lieu qu'elles vivent, pour ainsi dire, dans nos annales, elles respirent à côté des faits dans tout le cours de notre histoire, elles en animent les monuments, & c'est là que, comme dans un sanctuaire, elles rendent leurs oracles à ceux qui les consultent.

Avant que les coutumes qui régissent en chaque Province du Royaume les propriétés des citoyens, qui fixent leur état & leur condition, l'ordre des successions & des partages, fussent écrites, n'étoient-elles pas la règle de tous les jugements ? Quand ensuite l'on sentit la nécessité de procéder à leur rédaction ; les propriétaires, les notables habitants de chaque lieu convoqués & rassemblés à cet effet attestèrent l'existence des coutumes conservées par la tradition. C'est sur leurs déclarations recueillies dans les procès verbaux d'enquêtes, qu'elles ont été rédigées.

Les divers articles de la loi commune en Angleterre sont-ils consignés dans un code de loix visible, authentique, auquel on puisse avoir recours au besoin ? Non, sans doute ; cependant ils forment la base de tous les jugements. La tradition a transmis à la génération présente les usages

& les décisions de ses ancêtres, elle les transmettra à son tour à ses descendants : & cette loi non écrite est tellement respectée, qu'un acte du Parlement qui dérogeroit à une de ses dispositions dont le vice ne seroit pas démontré, & dont la réforme n'auroit pas été sollicitée par l'opinion générale, resteroit sans exécution. Tant est grand, chez tous les peuples, l'empire de l'habitude ! Tant est profond le respect qu'ils portent à leurs anciennes coutumes ! Ouvrons l'histoire de toutes les nations ; à chaque page nous y verrons la démonstration de ces vérités. Comment les attaque-t-on aujourd'hui ? Par des sophismes qui ne pouvant être étayés de preuves, sont érigés hardiment en principes. En disant que la France n'aovoit pas de Constitution, les novateurs affirment en même temps que tous les Etats purement Monarchiques sont dans le même cas ; or la conséquence nécessaire, inévitable de leur doctrine, est que tous les empires doivent subir le même bouleversement que la France.

En effet annoncer aux peuples qu'ils n'ont pas de Constitution, c'est leur dire : il n'existe aucun pacte qui vous oblige, aucun lien qui vous attache à vos Souverains ; vous pouvez, à votre gré, changer votre gouvernement actuel, déposer vos chefs, arracher la couronne à vos Rois, vous donner une Constitution ; c'est enfin justifier la révolution Françoise & ses excès, l'établissement de la République & ses forfaits : car c'est avec de tels principes qu'un peuple égaré a renversé le trône & l'autel, & les loix sur lesquelles reposoit la Monarchie Françoise, & a substitué au *gouvernement fixe* avoué & reconnu par nos modernes *publicistes* une République anarchique, un gouvernement despotique & populaire, espèce de monstre en politique, qui menace de dévorer l'Europe entière.

Ce

Ce seroit étrangement s'abuser que de croire, que les malheurs inouïs dont la France est accablée fussent un préservatif contre l'épidémie des principes révolutionnaires. La multitude est la même dans tous les pays ; toujours aveugle, toujours dupe des factieux ; c'est avec les déclamations les plus absurdes qu'on abuse de sa simplicité. Aussi la voit-on se battre assez ordinairement pour des mots qu'elle ne comprend pas. Ce n'est point pour elle que j'écris ; on peut la séduire, même la subjuger, jamais la convaincre. Je m'adresse aux hommes sensés & raisonnables de tous les pays, aux propriétaires surtout dont les intérêts sont en danger ; ils doivent être fatigués des sophismes qu'ils entendent débiter depuis si long-temps, & effrayés des maux que leur propagation a causés à l'espèce humaine.

Je ferai sortir notre antique Constitution des décombres sous lesquels l'ont ensevelie les factieux qui depuis sept ans détruisent toujours sans jamais réédifier. Je présenterai dans des chapitres particuliers les maximes fondamentales, les principes constitutifs de notre droit public ; je démontrerai leur filiation d'âge en âge, depuis la naissance de notre Monarchie jusqu'à l'époque de la révolution ; je prouverai enfin que nous avions une Constitution, & que nous n'étions pas de villes esclaves. Je ne demande pas à être cru sur ma parole ; je citerai les autorités & les preuves qu'il m'a été possible de me procurer.

En retracant le tableau historique & fidelle de notre antique Constitution, je ne prétends pas établir qu'elle est la meilleure possible. Elle convient à mon pays, elle ne conviendroit peut-être pas aux autres Etats de l'Europe. La Constitution d'Angleterre fait le bonheur & la gloire de ses heureux habitants ; en l'admirant, je pense qu'elle

seroit impraticable en France & peut-être chez tous les autres peuples du Continent.

Le seul but de cet ouvrage est de prouver que nous avions une Constitution. Constater son existence, c'est démontrer la nécessité de son rétablissement. Car si les oppresseurs de la France triomphent, quel exemple, quel encouragement pour les séditieux de toutes les nations ! *La Révolution Françoise une fois confirmée & paisiblement triomphante deviendra la révolution générale. Elle fera le tour du monde**.

* Mr. Mallet Dupan,

C H A -

C H A P I T R E II.

ANTIQUITÉ DE LA CONSTITUTION FRANÇOISE.

Origine de la Monarchie.

DE tous les peuples qui au moment de la décadence de l'Empire Romain se partagèrent ses dépouilles, les Francs furent sans contredit le plus brave, le plus aguerri & le plus entreprenant. Depuis long-temps la conquête des Gaules étoit l'objet de leur ambition ; plusieurs fois ils avoient fait des tentatives infructueuses : souvent repoussés, revenant toujours à la charge, ils parvinrent enfin à s'emparer du pays audelà du Rhin qui de leur nom prit celui de *Franconie*. Ce fut, suivant les historiens, sous l'Empire d'Arcadius & de Honorius. Ce premier succès enhardit les Francs & découragea les Romains ; ils sentirent la nécessité de composer avec un ennemi redoutable, & loin de lui disputer ses conquêtes, ils lui offrirent leur alliance. Les chefs de ce peuple, qu'on nous représente comme des barbares, manifestèrent une sagesse, une prudence & des vues politiques qui étonneroient dans un siècle plus éclairé. Alliés des Romains, acceptant même quelquefois des dignités de l'Empire, ils ne perdirent jamais de vue le but qu'ils vouloient atteindre. Les bornes de cet ouvrage ne me permettent pas de suivre les progrès qu'ils durent à leur courage & à leur persévérance. Je me contenterai de dire que le Royaume de Pharamond leur premier Roi connu, de Clodion qui régna après lui ne s'éten-
doit

doit pas audelà du territoire de la Ville de Tongres, que Mérovée & Childebert son successeur s'emparèrent du Tournaisis & de Cambrai, & que Clovis en montant sur le trône après la mort de son père acheva l'ouvrage de ses prédécesseurs & s'empara de la presque totalité des Gaules.

Mais en concevant le vaste projet de démembrer l'Empire Romain, les Francs s'occupèrent de leur civilisation. Avant leur entrée dans les Gaules, si nous en croyons Tacite*, ils étoient gouvernés par des Ducs & les Anciens de la Nation. Cette Aristocratie ne leur parut pas convenable pour un peuple conquérant : ils pensèrent que *les affaires étant menées par un seul, il y auroit plus de promptitude dans l'exécution* †, que ce chef unique étant à la tête de l'armée y maintiendroit une discipline plus exacte, & que revêtu d'une plus grande autorité, sa surveillance se porteroit plus rapidement sur toutes les parties de son vaste Empire : car déjà ils entrevoyoient toutes les Gaules soumises à leur obéissance. Pharamond fut élevé sur un pavois, il fut proclamé Roi ; mais ayant de se donner un chef, les Francs voulurent avoir un code constitutif. Telle est l'origine de la loi Salique, que très mal-à-propos on a crue avoir été faite uniquement pour exclure les filles de la couronne. Les diverses éditions qui ont été publiées depuis deux siècles par Jean Hérold, Frédéric Lendenbrok, François Pithou, Jérôme Bignon & George Eccard d'après les manuscrits trouvés à l'Abbaye de Fulde & ailleurs, prouvent évidemment que la loi Salique étoit un code de loix constitutives

* *De Moribus Germanorum.*

† *Expressions de Montesquieu. Esprit des Loix, chap. x. liy. 5.*

que les Francs se donnèrent, une convention, un pacte social entre eux & leurs chefs *. Suivant tous ces manuscrits ils l'appellèrent eux mêmes pacte ou contrat de la loi Salique *Pactus legis Salicæ*. Enfin comme ils s'étoient montrés supérieurs aux autres nations par la force & le courage, ils voulurent aussi les surpasser par la sagesse &

* Tous les manuscrits cités par Hérold, Pithou, Bignon, Eccard, &c. portent que la Loi Salique est intitulée *pactus legis Salicæ*.

Voici ce que dit au sujet de la Loi Salique un auteur estimé. Le passage que je vais citer vient à l'appui de ce que j'ai avancé que la Loi Salique a été faite par les Francs avant qu'ils se fussent donné un Roi,

De Legi Salicæ.

" Legem Salicam a Francis fuisse latam constat, cum non
" dum Christum recepissent. Manifestum etiam est tune
" nondum Reges habuisse, sed, ut Saxones,

" Quot pagos, tot pené Duces,
" ait antiquissimus Poeta Saxo. Nam in ipsâ præfatione legis
" refertur ex diversis pagis legatos convenisse ad condendam
" legem; Regis autem aut principis ibi mentio nulla est.
" Otfridus (*Monarchus Weissenburgensis*, lib. I. cap. 1.) diceret
" videtur antiquos Francos Regem non tulisse. Nam quod
" nunc in lege Salicâ de Rege; de legibus dominicis, de am-
" basciâ dominicâ & similibus legitur, manifestè a posterio-
" ribus insertum est; cum legem hanc jam antea scriptam
" sub Clodovœo, Theodorico, Childeberto, Clothario & Da-
" goberto recensitam & interpolatam constet ex illâ ipsâ præ-
" fatione."

Leibnitius de Origine Francorum, paragrapho 18.

la vigueur de leurs loix *. Mais pour que leur code fût parfait, les Francs ne se crurent pas tous obligés de se mêler de sa rédaction ; ces barbares, plus sages que leurs descendants, eurent le bon sens de penser que tout le monde n'étoit pas en état de faire une Constitution, que tous les hommes ne sont pas nés législateurs, & que la maturité & la prudence si nécessaires pour remplir dignement des fonctions aussi augustes ne se trouvent jamais dans une multitude assemblée. En conséquence ils choisirent seulement quatre d'entre eux qu'ils chargèrent de la rédaction du code, & leur ouvrage devint la loi de tous. Il étoit le fruit de l'expérience, le résultat du travail le plus suivi & de la discussion la plus approfondie †.

Ces quatre législateurs furent plus grands que les Solon & les Lycurgue, puisqu'ils eurent la gloire de rédiger un code constitutif pour les François, au moment même de la fondation de leur Empire ; & les novateurs du jour osent refuser une Constitution au seul peuple qui en montre une

* " Placuit atque convenit inter Francos & eorum Proceres, ut propter servandum inter se pacis studium, omnia incrementa veterum rixarum resecare deberent ; & quia cæteris gentibus juxta se positis fortitudinis brachio præminebant, ita etiam legum auctoritate præcellerent. . . . extiterunt igitur inter eos electi de pluribus quatuor viri qui per tres mallos convenientes, omnes causarum origines sollicitè discurrendo tractantes, de singulis decreverunt hoc modo."

Ex Prologo legis Salicæ juxta textum Fred. Lindenbrog, Franc. Pithou & Hieron. Bignon. Apud Georg. Eccard, Leges Francorum, &c. pag. 143.

† Voyez la remarque ci-dessus.

écrite

Écrite dès son origine ! Cette Constitution se ressentit de la rudesse de leurs mœurs, mais à mesure que le Christianisme les adoucit, on rectifia dans le code ce qui n'étoit pas conforme aux loix évangéliques.

Clovis & son fils Thierry furent les premiers auteurs de ces réformes salutaires * ; elles furent difficiles à opérer : les loix étoient fondées sur les coutumes des barbares ; ils étoient très attachés à leurs anciens usages ; il étoit presqu'impossible de les y faire renoncer subitement, il eût été impolitique de le tenter ; aussi Clovis & son fils eurent la prudence de les respecter en partie, & de laisser à leurs successeurs le soin de perfectionner leur ouvrage ! Childebert, Clotaire, Dagobert y travaillèrent successivement † ;

* Avant de faire les changements, on rappelle comment la première rédaction de la loi Salique a été faite.

“ Dictaverunt Proceres ipsius gentis qui tunc apud eam-
“ dem erant rectores. . . . Sunt autem electi de pluribus viri
“ quatuor . . . qui per tres mallos convenientes, omnes cau-
“ sarum origines sollicité discurrendo tractantes, de singulis
“ decreverunt hoc modo. At ubi, Deo favente, Clodovæus
“ comatus & pulcher & inclitus Rex Francorum primus ac-
“ cepit catholicum baptismus, quidquid minus in *pacto* habe-
“ batur idoneum, per excelsos Reges Clodovæum & Childe-
“ bertum & Hlotarium fuit lucidius emendatum & procura-
“ tum decretum hoc.”

Ex prolog. legis Salicæ juxta text. J. Haroldi, ex MS. abb. Fulden. Apud Georg. Eccard, Leges Francorum & Ripua-
riorum, pag. 4, 5, & 6.

† “ Theodoricus addidit addenda & improvisa & incompo-
“ sita, resecavit & quæ erant secundum consuetudinem pa-
“ ganorum mutavit secundum legem Christianorum, & quid-
“ quid Theodoricus Rex propter vetustissimam paganorum

enfin Charlemagne un de nos plus grands législateurs & son fils Louis le débonnaire y mirent la dernière main *.

Il ne faut pas croire cependant que le code de la loi Salique renfermât toutes les loix nécessaires au gouvernement qu'on constituoit. Il est constaté dans le préambule qu'outre les loix érites, il existe pour les Francs des coutumes qu'ils tenoient de leurs ancêtres, coutumes aussi sacrées pour eux que la loi écrite, coutumes qui sont la règle, le droit, en un mot la loi non écrite de la nation †.

“ consuetudinem emendare non potuit, post Childebertus
“ Rex inchoavit corrigere; sed Clotarius Rex perfecit haec
“ omnia. Dagobertus Rex gloriosissimus per illustres viros
“ renovavit & omnia veterum legum in melius transtulit,
“ unicuique quoque genti scriptam tradidit.”

Ex prol. legis Salicæ juxta text. Haroldi ibid. pag. 8; ex MS. abb. Fulden. Apud Georg. Eccard, leges Francorum & Ripuariorum, pag. 4, 5, & 6.

George Eccard a publié toutes les additions faites à la loi Salique sous les Rois de la 1ère race. On les trouve pag. 165, 166 & 169 de sa collection des loix des Francs & des Ripuaires.

* Le même auteur a publié dans le même ouvrage pag. 171, 183 & 188, les additions faites sous Charlemagne & Louis le débonnaire au code de la loi Salique.

Elles concernent les juges & leurs fonctions, l'appel de leurs jugements, les poids & mesures & leur égalité dans tout le royaume, les monnoyes, les impôts, les églises, leur gouvernement, leur discipline & l'observation des canons des conciles. Charlemagne dans ses Ordonnances Ecelésiastiques prend le texte des Canons & en fait des loix de l'Etat.

† “ Deinde unaquæque gens proprium sibi ex consuetudine elegit; longa enim consuetudo pro lege habetur. Lex autem

Parmi les 80 titres qui forment le code de la loi Salique, un très grand nombre concerne la sûreté des personnes & des propriétés ; les délits & les peines y sont déterminés ; les principes de l'administration de la justice fixés, ainsi que les formes & le droit qui doivent régir les Francs, & le droit Romain ne subsiste que pour les Gaulois leurs vaincus. L'état civil des personnes est formellement reconnu, les diverses natures de biens sont classées, le droit de succession établi suivant la qualité des différents héritages, &c. * on trouvera le développement de ces objets dans les chapitres suivants.

“ autem est constitutio scripta. . . . Consuetudo autem est “ jus quoddam moribus institutum quod pro lege suscipitur.”

Ex prolog. legis Salicæ juxta textum J. Haroldi. ex MS. abb. Fulden. Fred. Lindenbrog. Franc. Pithou & Hieron. Bignon. Apud Georg. Eccard, *Leges Francorum*.

* Les formules de Marculphe publiées par Jérôme Bignon, les formules dites *Alsatiæ* publiées par George. Eccard, pag. 232 de sa collection des loix des Francs & des Ripuaires, enfin les formules dites *Andegavenses* publiées par Mabillon dans ses *Analecta*, pag. 388, sont les formules des actes qui étoient dressés en vertu de la loi Salique.

C H A P I T R E III.

LA FRANCE EST UNE MONARCHIE HÉRÉDITAIRE.

Par la loi Salique la Couronne est héréditaire de mâle en mâle à l'exclusion des filles & de leurs descendants, quel que soit leur Sexe.

Et depuis plusieurs siècles la Couronne est héréditaire par ordre de primogéniture.

TROIS Dynasties ont occupé successivement le trône de France : la première en datant de Pharamond 342 ans ; la seconde 236 ; la troisième règne depuis 810 ans. Depuis que les Francs se donnèrent un Roi l'an 489, la France a été une Monarchie héréditaire. Quatorze siècles attestent cette vérité. Il y en a peu qui ayent une authenticité aussi remarquable & aussi incontestable.

Quoique nous n'ayons pas des renseignements très étendus sur les événements des règnes qui ont précédé celui de Clovis, cependant l'histoire nous apprend que Clodion étoit père de Mérovée, que celui-ci donna le jour à Childeéric auquel Clovis son fils succéda ; la Monarchie a donc été héréditaire dès son berceau *.

* “ Filii patribus in regnum succedunt. . . neque
“ multo post Theodoricus morbo correptus interiit, Theode-
“ berto

La Couronne est héréditaire de mâle en mâle, à l'exclusion de filles & de leurs descendants quelque soit leur

“ berto filio, præter alia bona, etiam principatū dignitate
“ relictā.” Agath. de reb. just. lib. 1.

“ Theobaldus itaque Theodeberti filius in regnum success-
“ sit. Qui quidem tametsi juvenis admodum atque adhuc
“ sub magistri curā institutioneque esset, patriæ tamen lex
“ eum ad regnum vocabat.”

“ Cæso itaque Clotomero, statim fratres ipsius, neque
“ enim adhuc ullos liberos suscepserat, regnum illius inter
“ se sunt partiti.” Agath. ibid.

“ Interea dum hæc geruntur, Theobaldus adolescens qui
“ finitimus Italiæ Francis imperabat, e vivis excesserat. Cum
“ vero Childebertum atque Clotarium utpote genere proxi-
“ mos, lex patriæ ad hæreditatem vocaret.” Agath. ibid.

“ Defuncto igitur Clodovæo rege, quatuor filii ejus, idest,
“ Theodoricus, Clodomericus, Childebertus atque Clotacharius
“ regnum ejus accipiunt, ac inter se æquâ lance dividunt.”
Greg. Turon. lib. iii. cap. 2.

“ Divisionam legitimam faciunt, dedit que sors Chariberto
“ regnum Childeberti, sedemque habere Parisiis.” Ibid.
lib. iv. cap. 22.

Théodebert fils de Thierry & petit-fils de Clovis écrit à l'Empereur Justinien que la providence divine l'a fait monter, comme il étoit juste, sur le trône de son père. *Nos in solum
genitoris nostri, ut dignum erat, suprema potentia residere præcipit.*
Duch. t. i. pag. 862.

Dans le traité des Rois Gontran & Childebert II. il est dit:
à condition que le survivant des Rois succédera par un droit
perpétuel & transmettra, par la grace de Dieu, à sa postérité
le royaume de celui qui seroit décédé sans enfants. *Et con-
ditione*

sexé; ou pour me servir de l'expression vulgaire qui est très expressive : *la Couronne ne peut tomber de lance en quenouille.*

Cette loi fondamentale est aussi ancienne que la Monarchie des Francs ; il n'y a pas d'exemple qu'elle ait jamais éprouvé la moindre infraction. Toutes les fois qu'il a fallu en faire l'application, elle a été solemnellement réclamée, reconnue, exécutée. Voilà encore une vérité attestée par tous les monuments historiques ; ne pouvant contester les autorités, les novateurs attaquent la source d'où dérive cette antique maxime. C'est en vertu de la loi Salique, disent-ils, que les femmes sont exclues de la succession à la Couronne, & cette loi Salique dont on parle si souvent n'existe pas, ou si quelques fragments en ont été conservés, ils gardent le silence sur cette disposition.

J'ai répondu à une partie de cette objection dans le chapitre précédent ; j'ai prouvé l'existence de la loi Salique, j'ai rappelé les circonstances & l'époque de sa première rédaction, celles des additions qui y ont été faites ; si l'on s'est donné la peine de lire les autorités & pièces justificatives que j'ai citées, il ne doit plus rester à cet égard aucun doute. Je me contenterai donc de dire que le texte de la loi Salique prononçant le droit exclusif des mâles à la couronne est ainsi conçu : “ de terrâ verò Salicâ in mulierem “ nulla portio hæreditatis transit, sed hoc virilis sexus ac-

ditione servatâ, ut quem Deus de ipsis Regibus superstitem esse præcepit, regnum illius qui absque filiis de præsentis sæculi huce migraverit ad se integratatem jure perpetuo debeat revocari et posteris suis, Domino auxiliante, relinquere. Greg. Turon. lib. ix, cap. 20.

mâles

*“ quirit *.” Quant à la terre Salique il n'en peut appartenir aux femmes aucune portion, mais elle doit passer aux mâles comme étant un héritage acquis spécialement à leur sexe.*

Ce texte n'a point paru suffisant à quelques historiens ; ils se sont persuadés, qu'un autre article de cette loi renfermant une disposition plus précise ne nous est point parvenu. Aulieu d'éclaircir ce point historique, ils nous ont présenté des conjectures. Les institutions des peuples, ont-ils dit, ne sont que l'expression de leurs habitudes, de leurs usages, de leurs coutumes, souvent même de leurs préjugés. Il est naturel qu'une Nation belliqueuse qui avoit toujours les armes à la main, soit pour envahir, soit pour conserver ses conquêtes, dont il falloit que le Roi fut toujours à cheval & à la tête de ses armées, en respectant l'hérédité du trône, en ait exclu les femmes. Dans un moment j'examinerai cette question ; parcourons d'abord

* Antiq. tit. 62 De Alodis.

Voici d'autres textes du tit. 62 de la loi Salique :

“ De terrâ verò Salicâ nulla portio hæreditatis mulieri vel
“ niat, sed ad virilem sexum tota terræ hæreditas perva-
“ niat.” Lex Salica Caroli Mag. tit. lxii. par. 6.

Voici le texte de la loi Salique publiée par Herold. tit. lxii.
art. 6.

“ De terrâ vero Salicâ in mulierem nulla portio hæredita-
“ tis transit, sed hoc virilis sexus acquirit, hoc est, filii in
“ ipsâ hæreditate succedunt.”

Les exemplaires publiées par Pithou, Lindenbrog & Big-
ton portent seulement : tit. lxii. art. 6.

“ De terrâ vero Salicâ nulla portio hæreditatis mulieri vel
“ niat, sed ad virilem sexum tota terræ hæreditas perveniat.”

les exemples ; ils sont nombreux, ils sont solennels, il s'en présente même au berceau de notre Monarchie.

Thierry, Clodomir, Childebert & Clotaire règnèrent après Clovis leur père & Théodechilde leur sœur n'eut aucune part dans la succession.

Clotaire succéda à Childebert au préjudice des filles de ce Prince.

Quoique Gontran Roi d'Orléans eut une fille, son neveu Childebert II Roi d'Austrasie fut son successeur. Agathias écrivain Grec de ce temps dit dans son histoire des Goths que Clotaire hérita de la couronne de son frère au préjudice des deux filles que Childebert avoit laissées, *conformément à la loi du pays, secundum patriæ legem.*

Sept siècles après, & dans ce long intervalle de temps aucune dérogation n'avoit été faite à cette ancienne maxime. Louis X meurt. Jeanne sa fille étoit son unique héritière *. Eudes de Bourgogne oncle de Jeanne, parce qu'il étoit frère de Marguerite de Bourgogne sa mère, prétendoit que Jeanne devoit être Reine. Eudes étoit un des plus grands vassaux de la Couronne, il avoit de nombreux partisans, & Philippe le long frère de Louis X beaucoup d'ennemis. Une grande assemblée composée des trois Ordres de l'Etat fut convoquée, la question solennellement discutée, & le droit de Philippe le long fut authentiquement reconnu *en Vertu de la loi Salique & de l'ancienne coutume qui exclut les femmes de la succession à la Couronne.*

* Le Prince Jean fils de Louis X & de Clémence de Hongrie, né peu de temps après la mort de son père, n'eust vécu que huit jours.

En

En 1322 à la mort de Philippe le long, *Charles le bel* son frère lui succède sans opposition, & cependant le Prince décédé laissoit deux filles, l'une mariée au Comte de Flandres, l'autre à ce même *Eudes de Bourgogne*: il avoit soutenu avec la plus grande chaleur les droits de Jeanne sa nièce, il avoit un bien plus grand intérêt encore à faire valoir ceux de sa femme; cependant il ne fit aucune réclamation. La question avoit été jugée.

Six ans après, en 1328, *Charles le bel* mourut laissant sa femme enceinte, elle accoucha d'une fille nommée *Blanche*; les mêmes disputes qui s'étoient élevées à la mort de Louis X se réveillèrent au sujet de la succession à la Couronne. *Edouard III Roi d'Angleterre* y prétendoit par sa mère *Isabelle* fille de *Philippe le bel* dont par conséquent il étoit le petit fils & plus proche que *Philippe de Valois* qui n'étoit que son neveu étant fils de *Charles de Valois* frère de *Philippe le bel*. Le droit d'*Edouard* ne fut pas trouvé meilleur que celui de *Jeanne* fille de Louis X; il étoit mâle à la vérité, mais il ne descendoit pas d'un mâle; l'assemblée de la nation décida que les Princesses de la maison de France ne pouvoient pas transmettre à leurs fils le droit de succéder à la Couronne, puisqu'elles ne l'avoient pas: qu'ainsi le Roi d'Angleterre n'y avoit pas plus de droits qu'*Isabelle de France* sa mère, & *Philippe de Valois* son compétiteur monta sur le trône.

Si quelqu'un avoit intérêt à nier l'existence de la loi Salique, ou au moins qu'elle fût applicable à la question de la succession à la Couronne, c'étoit sans doute *Edouard III*; c'est ce qu'il fit; mais, malgré ses assertions, le jugement de la Nation fut la preuve de l'exécution constante de la loi Salique.

Dans des temps plus modernes, en 1593, dans une assemblée de prétendus Etats-généraux convoqués à Paris par le Duc de Mayenne chef des ligueurs, l'ambassadeur d'Espagne fit la folle proposition d'abolir la loi Salique, de ne point reconnoître Henry IV pour Roi, quand même il se feroit Catholique, & de déclarer l'Infante d'Espagne Reine de France ; cette demande fut trouvée absurde, & il n'y eut pas un des rebelles d'alors qui osât contester à Henry IV son droit légitime à la Couronne.

Voilà des autorités, des exemples imposants. Ils sont plus qu'e suffisants pour prouver l'hérédité de la Couronne de France en faveur des mâles à l'exclusion des filles.

On ne me citera pas sans doute comme une preuve de l'altération de la loi Salique, & une dérogation aux principes l'époque malheureuse de la démence de Charles VI, de l'égarement dénaturé d'Isabelle de Baviere & du courroux de Henry VI Roi d'Angleterre en qualité de Roi de France. Tout le monde sait que Charles VII reconquit son royaume & chassa l'usurpateur. Tous les sujets fidèles vinrent se rallier sous les drapeaux de leur Souverain légitime & ceux qui avoient été un moment égarés reconnaissent & abjurèrent leurs erreurs. Il n'y eut pas même un moment d'interrègne entre la mort de Charles VI & l'avènement de Charles VII au trône ; & cependant il ne lui restoit plus que quelques mauvaises places ; les Anglois étoient maîtres de Paris & de la presque totalité du royaume *.

* Je ne puis m'empêcher de rapporter ici un passage du Président Hénault sur les événements malheureux du règne de Charles VI,

" Quand

Mais pourquoi l'exclusion des filles est-elle toujours prononcée par la loi Salique ? Pourquoi est-elle rappelée par les Etats-Généraux à la mort de Louis X, à celle de Charles le bel pour constater le droit légitime de leurs successeurs ? Pourquoi en 1593, pour exclure Henry IV du trône, en demande-t-on l'abolition ? Pourquoi enfin une tradition

“ Quand on considère ces temps malheureux, on ne saurroit comprendre l'aveuglement des peuples. Ils abandonnent sans le moindre murmure les loix fondamentales de l'Etat à la fureur d'une Reine deshonorée & à l'imbécillité d'un Roi sans volonté, tandis que dans d'autres temps, ils s'opposent avec véhémence à des dispositions sages & qui sont faites pour les rendre heureux. Anne d'Autriche est l'objet de la haine des Parisiens & Isabelle de Baviere l'est de leur confiance. On consent à devenir sujet d'un Roi d'Angleterre, & on refuse de reconnoître Henry IV. La tête de Mazarin est mise à prix & le coadjuteur est l'ami du peuple ! le corps d'un Ministre, le père du commerce & des arts (Colbert) court risque d'être déchiré à son enterrement, & on fait des reliques de celui de Jacques Clement ! Ce n'est pas qu'il n'y eût dans ces temps divers, des hommes sages qui gémisssoient des malheurs publics ; mais ils ne sont jamais les plus forts, parcequ'ils ne font pas le grand nombre, & parceque la révolte suppose plus de charme & est plus agissante que la sagesse. Henry VI fils de Henry V, enfant de neuf mois, est proclamé Roi à Paris & à Londres, mais il fut chassé de ces deux Royaumes ; Charles VII lui reprit la Couronne de France & Edouard IV le dépouilla de celle d'Angletere.” Abrégé chronologique de l'Histoire de France : pag. 243, de l'édit. in 4to. de 1752.

Ce qu'il disoit de ce temps là n'est-il pas applicable aux circonstances présentes ?

aussi constante s'est-elle perpétuée jusqu'à nos jours ? c'est encore là sans doute une de ces *rêveries* que le *réveil* des peuples doit dissiper.

Nous lisons dans un écrit d'un des novateurs du moment ; " l'hérité même du trône & la disposition qui en exclut les femmes appelée *je ne sais pourquoi* la loi Salique . . . n'a d'existence que dans une tradition qui à la vérité est attestée par des siècles de possession, & que le Parlement cour des Pairs a pris soin de conserver & de fortifier de son mieux." D'autres vont encore plus loin ; ils disent :

La loi Salique existoit chez les Francs avant qu'ils eussent un Roi.

La loi Salique vouloit que les mâles succédaissent à la terre Salique au préjudice des filles.

Si cette maxime existoit chez les Francs avant l'établissement de la Monarchie, comment peut-elle donc être applicable à la succession à la Couronne ? Je présente l'objection dans toute sa force, je vais y répondre.

Ecard prétend que le mot Salique vient du mot *Sala* qui signifie maison, & qu'ainsi la terre Salique étoit la terre de la maison.

Suivant Tacite & César les terres que les Germains cultivoient ne leur étoient données que pour un an, après ce temps elles redevenoient publiques ; M. de Montesquieu en conclut que les Francs descendant des Germains n'avoient de patrimoine que la maison & un morceau de terre dans l'enceinte autour de la maison, & que c'est ce patrimoine particulier ou *terre Salique* qui appartenoit aux mâles.

Quoiqu'il en soit, il est bien certain que les Francs avoient une propriété appelée *terre Salique* qui passoit exclusivement aux mâles.

Voilà l'ordre de succession établi chez les Francs dans la Germanie, nous les voyons sortir de leur pays, se donner un Roi, envahir les Gaules, y porter avec eux leurs loix, leurs mœurs, leurs coutumes, leurs préjugés.

La conquête procure un butin immense. Je n'examine pas comment il est partagé entre les vainqueurs, si les parts sont plus ou moins considérables, suivant le rang ou le grade dans l'armée. Il est constant que tous ou presque tous acquièrent une propriété territoriale. Quelle qu'en soit l'étendue, elle est pour chaque Franc *une terre Salique*; par la loi les mâles seuls peuvent la posséder. Le plus beau, le plus noble des héritages, la succession à la Couronne est réglée par la même loi. Pourquoi en auroit-on fait une nouvelle?

Un peuple guerrier, presque sauvage, à peine civilisé n'a point d'idées métaphysiques, il n'a que des notions simples; Clovis est le Roi des Francs, il a conquis les Gaules à leur tête; le trône est son patrimoine, *sa terre Salique*, après lui il appartient à ses enfants mâles; ils n'imaginent pas qu'il puisse naître à ce sujet la moindre difficulté. Clovis meurt; ses quatre fils lui succèdent, sa fille Théodechilde n'a aucune part dans la succession. (Les filles n'héritent point de la terre Salique.) De là tous les exemples du même genre sous la première race, les collatéraux succèdent au préjudice des filles du Roi décédé; de là enfin la tradition constante même dans les siècles d'ignorance, la maxime fondamentale dans tous les temps; que la couronne est héréditaire de mâle en mâle à l'exclusion des filles.

J'ouvre *l'Esprit des Loix*, je lis chap. XXII, liv. XVIII: " il est indubitable que la succession perpétuelle des mâles à la Couronne de France vient de la loi Salique. Je le prouve

par

par les divers codes des peuples barbares. La loi Salique*, le code des Bourguignons † ne donnèrent point aux filles le droit de succéder à la terre avec leurs frères, elles ne succéderent pas non plus à la Couronne. La loi des Visigoths au contraire ‡ admit les filles à succéder aux terres avec leurs frères ; les femmes furent capables de succéder à la Couronne.”

Telle a toujours été l’opinion de tous les publicistes & de tous les commentateurs ; pour s’en convaincre, il suffit de lire les définitions qu’ils ont tous données de la terre Salique.

La terre Salique, dit Pithou, est la terre qui par le sort est échue au Roi & aux soldats ou Saliens, après la défaite des ennemis §.

Rhenanus & Lindenbrog donnent la même définition. *Vendelinus* dans son glossaire Salique la définit *le fonds que le Salique, ou le noble & l’homme libre possède ||.*

Aucune portion de l’héritage, dit George Eccard, ne passe aux femmes ; “ c’étoit assez juste. Ceux qui recevoient en partage la maison paternelle devoient encore “ avoir de quoi la soutenir, d’autant plus que le poids des

* Tit 62. § 6.

† Tit 1. § 3. tit. 14. § 1. & tit. 51.

‡ Liv. iv. tit. 2. § 1.

§ “ Terra Salica, id est, terra quæ hostibus devictis, Regi, “ militibusve Saliis sorte obligit.”

Pithou glossar. ad legem Salicam apud Baluzii capitula Regem Francorum. Vol. 2. pag. 704.

|| “ Fundum seu prædium quod Salicus, sive nobilis & liber homo possidet.”

“ charges

“ charges & du service militaire étoit supporté non par *les filles*, mais par *les fils**.”

Qui fut plus assujetti à ce service militaire que les Rois qui étoient toujours à la tête de leurs armées ? cette obligation seule eut suffi pour exclure les filles de la couronne ; c'est aussi ce qu'explique parfaitement la définition suivante de la terre Salique.

“ La terre Salique est une portion de terre assignée au Prince ou au Roi & au soldat Salien.”

“ Telle étoit la prérogative de la terre Salique que comme elle étoit assignée sous la condition du service militaire, les femmes qui en étoient incapables ne pouvoient la posséder †.”

C'est par cette raison que sous la première & la seconde race de nos Rois le Domaine Royal est appelé indistinctement *terre palatine, terre Salique, terre royale* ‡.

C'est en conséquence du même principe que s'est établi celui de l'inaliénabilité du domaine de la Couronne.

* George Eccard dans ses notes sur le tire 62 de la loi Salique ; pag. 107, dit : “ *in mulierum nulla portio hereditatis transit* : Justum hoc aliquo modo erat. Qui enim aedes paternas reciperent, debebant etiam habere unde eas suscitarent ; servitorum etiam militarium onus non *filiabus*, sed *filiis* incumbebat, quod sumptus plures requirebat.”

† “ Portio terræ Salio militi, atqui adeo Principi, seu Regi assignata. Salicæ vero terræ ea erat prerogativa, ut cum sub militaris obsequii conditione assignata esset, ad mulierum que illius prorsus incapax est, pervenire non posset.” Ducange glossarium ; Verbo, Terra Salica.

‡ “ *Terra Palatina, terra Salica, terra regia.*” Voyez les Mémoires de l'Académie de Manheim, vol. 1. pag. 105.

Les

Les historiens ont observé avec raison qu'il n'est devenu une loi fondamentale ou constitutive de l'Etat qu'à l'époque où les Etats-généraux de 1355 demandèrent au Roi Jean qu'il fût consacré par une loi solennelle ; mais ils ont oublié de dire que sous la seconde race de nos Rois cette maxime étoit avouée, reconnue, réclamée & maintenue ainsi qu'il est constaté par un *placitum* de l'année 860 *.

* On le trouve dans Mabillon : *de re diplomatica* ; lib. 6. pag. 533 ; il est ainsi conçu : " Cum præstantissimus ac gloriōsisssimus Dominus Imperator Ludovicus per Romaniam transiens. . . . instituit fideles & optimates suos, videlicet Wichodum Venerabilem Episcopum, Adelbertum Comitem-Stabuli quos ad distingendum in eodem placito præfecit, Hucboldum Comitem palatii, Hechideum pincernam primum, Tracterimum sacri palatii Archinotarium, Winigisum armigerum, &c. ibique in eorum præsentia veniens Hildebertus Comes ad singulorum hominum justicias reddendas, vel oppressiones quas fecerat emendandas : cui interpellatas est jam dictus Hucboldus in causam Domini Imperatoris, quod proprium de Domino Imperatore ad Salicam personam, ad Adelbertum potestative traditum & investitum, unde legibus Dominus Imperator vestitus fuerat, & Ildebertus detinebat malo ordine. . . . cum nos autem supradiicti auditores taliter in eodem præcepto cognovimus esse firmatum, visum nobis fuit legaliter, Domino Imperatori ipsas res legibus pertinere, & iu nullam aliam potestatem eum potuisse transferre: ideoque judicavimus ut easdem res cum omni integritate ad potestatem Domini Imperatoris revestisset, sicuti in nostrorum præsentia per idem præceptum fuit. . . . anno ejusdem Domini Augusti Ludovici decimo, mense martio, indictione VIII. &c.

Le domaine du Roi y est appelé propre d'une personne Salique *. Il appartient au Roi par les loix †. Cette propriété est attachée à la Couronne par la constitution du Royaume, elle ne peut en être séparée, elle ne peut tomber en la puissance d'aucun autre ‡.

En admettant que la Couronne n'ait pas été regardée par les Francs comme une terre Salique, au moins il est certain qu'au moment de la conquête des propriétés territoriales sont échues en partage au Roi pour subvenir à ses dépenses & soutenir l'éclat du trône : ces propriétés qu'on a appelées par la suite *domaine Royal*, ou *domaine de la Couronne* étoient à cette époque une *terre Salique*. Par l'article 6 du titre 62 de la loi Salique les filles ne pouvoient en hériter ; par une conséquence nécessaire, elles ne pouvoient posséder la Couronne, puisqu'elle étoit inséparable de la *terre Salique* qui y avoit été annexée ; c'est donc évidemment l'article de la loi Salique ci-dessus cité qui prononce formellement la succession perpétuelle des mâles à la Couronne, à l'exclusion des filles, & cette loi fondamentale ou constitutive d'un royaume, qu'on ose dire *sans constitution*, a quatorze siècles d'exécution.

Il me reste à parler de l'ordre de la succession au trône. Il est établi tel qu'il est aujourd'hui depuis plusieurs siècles, La Couronne appartient à l'ainé de la maison régnante par une coutume établie, *laquelle*, dit Jérôme Bignon, *est plus forte que la loi même, cette loi ayant été gravée non dans du marbre ou en du cuivre, mais dans le cœur des François.*

* Proprium ad Salicam personam.

† Legibus vestitus fuerat. . . . Legibus Domino Imperatori pertinere.

‡ In nullam aliam potestatem eum potuisse transferre.

L'observation ancienne & non interrompue de cette coutume n'en fait-elle pas une loi de l'Etat? la Couronne avoit été portée par les descendants de Clovis, sans droit d'ainesse & avec partage, elle avoit été possédée de même par les enfants de Pepin, j'en conviens. M'objectera-t-on les exemples des deux premières races contre celui de la troisième? c'est précisément pour éviter les inconveniens résultants du démembrément de la Monarchie, des partages qui ont affoibli les Rois des première & seconde races, diminué leur autorité & occasionné les troubles qui les ont successivement dépouillés, que l'on adopta cet ordre invariable de succession à la Couronne qui ne portoit point atteinte à la loi fondamentale concernant l'hérité dit du trône. Du temps de Hugues-Capet on se souvenoit encore de la grandeur & de la puissance de Charlemagne qui possédoit seul la plus vaste Monarchie de l'univers. Deux siècles n'avoient pu effacer les traces d'un règne aussi glorieux; on avoit vu ce riche héritage, divisé & subdivisé sous ses petits enfants, devenir la proye d'une foule d'usurpateurs & l'on pensoit que l'autorité étant entre les mains d'un seul auroit plus de force & de moyens pour recouvrer les Domaines envahis & rendre au trône de France son antique splendeur. Le temps a justifié cette prévoyance. " Hugues-Capet & ses successeurs, " dit le Président Hénault, animés du même esprit & par " une suite de prudence dont ils ne s'écartèrent jamais, " regagnèrent insensiblement tout ce qui avoit été usurpé " par les Seigneurs, ne firent pas une démarche qui ne " tendît à ce but & se ressaisirent enfin des droits les plus " précieux de la Couronne."

C H A P I T R E IV.

LE ROI EST SOUVERAIN LÉGISLATEUR.

CETTE maxime constitutive de la Monarchie Françoise est celle contre laquelle les novateurs de la fin du dix-huitième siècle se sont élevés avec le plus de violence. Ne pouvant la contester, ils l'ont représentée comme excessivement odieuse. Le Monarque, ont-ils dit, ayant seul le *pouvoir législatif*, n'est qu'un despote disposant arbitrairement de la vie, de la liberté & des propriétés de ses sujets. Les loix ne sont pas même l'expression de sa volonté réfléchie, mais seulement celle de ses caprices. Rien de fixe, rien de stable dans un pareil gouvernement ; incertitude dans sa marche, variation dans ses loix. Est-il même possible d'imaginer qu'il en existe de fondamentales ou constitutives, puisqu'elles peuvent être révoquées ou changées suivant le bon plaisir du Monarque.

Tel est le langage des conspirateurs qui ont renversé la constitution de leur pays & précipité la France dans un abyme de malheurs. Pour démontrer l'absurdité de leurs calomnies, il suffira d'exposer les vrais principes de notre droit public.

1^o. Dans la personne du Roi réside exclusivement la puissance de faire les loix. Le titre ou la qualité de Législateur Suprême ne lui a jamais été contesté.

2^o. Les loix émanant du Roi en sa qualité de Législateur Suprême sont soumises à des formes consacrées par la

Constitution ; ces formes préviennent le Législateur contre les pièges de la séduction & défendent la sûreté, la liberté & la propriété des sujets contre les abus de l'autorité. Quelles sont ces formes.

3°. Le Roi lui même est soumis à l'observation des loix ; il ne peut changer celles qui sont fondamentales ou constitutives.

Le développement de ces trois propositions sera la matière de ce chapitre.

J'ai observé au commencement de cet ouvrage qu'une Constitution ne se fait pas en un jour, qu'elle est plus-tôt l'ouvrage du temps que celui des hommes, plus-tôt le fruit de l'expérience que celui de l'imagination ; ainsi par la seule raison que la Constitution de la Monarchie Françoise est très ancienne, elle a dû dans un espace de quatorze siècles subir des variations graduées ; lorsque le temps les amène insensiblement, loin de détériorer la Constitution, elles tendent presque toujours à l'affermir, & souvent à la perfectionner.

Pour suivre ces variations insensibles, & aussi pour mettre de l'ordre & de la clarté dans l'examen de la question intéressante que je me propose de traiter dans ce chapitre, je distinguerai diverses époques.

La première, de nos jours jusqu'à 1614, époque des derniers Etats-Généraux régulièrement convoqués & assemblés.

La seconde, depuis 1614 jusqu'à 1302, époque des premiers Etats-Généraux.

La troisième, depuis 1302 jusqu'à l'avènement de Hugues-Capet au trône.

La quatrième comprendra les première & seconde race.

Si

Si dans ce chapitre je m'écarte de la marche que j'ai suivie dans les autres ; c'est pour mettre mes lecteurs à portée de juger plus facilement l'absurdité des calomnies qu'ils ont entendu débiter.

FREMIÈRE PROPOSITION.

Dans la personne du Roi réside exclusivement la puissance de faire les loix. Le titre ou la qualité de Législateur Suprême ne lui a jamais été contesté.

Depuis 1614 jusqu'à nos jours, dans tous les édits, ordonnances, déclarations & lettres patentes, le Roi parle toujours en Souverain Législateur : *de l'avis de notre conseil & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, avons statué & statuons ; avons ordonné & ordonnons. voulons & nous plait ce qui suit. Tel est le protocole en usage ; il ne varie que suivant le titre & l'objet de la loi.*

Les Etats particuliers des provinces & les parlements ont toujours reconnu au Roi sa qualité de Législateur Suprême. Dans les troubles de la Fronde, au milieu des orages de la minorité de Louis XIV, à cette époque où des idées d'insubordination & un état de révolte contre l'autorité Royale donnaient lieu aux prétentions les plus exagérées, la puissance législative du Roi n'est pas même révoquée en doute.

De 1614 à 1702 moment de la première convocation des Etats-Généraux, le même protocole est usité dans la rédaction de la loi, & la qualité de Législateur Suprême n'est pas contestée au Roi. Cependant dans l'intervalle de ces trois siècles, plus d'une circonstance favorable s'est présentée pour attaquer avec avantage l'autorité Royale

de lui disputer ses droits, surtout s'il y avoit eu quelque incertitude sur leur légitimité.

Sans parler de la position de Henry IV obligé de conquérir son Royaume ; les règnes de Henry III, de Charles IX & de François II tenant d'une main chancelante les rênes du gouvernement au milieu des discordes civiles ; la Régence de Madame d'Angoulême pendant la prison de François Ier en Espagne ; la minorité de Charles VIII ; les malheurs de Charles VII proscrit par une mère dénaturée, obligé d'arracher des mains d'un usurpateur l'héritage de ses pères ; la démence de Charles VI ; la situation critique de Charles V pendant la captivité du Roi Jean son père ; les contestations sur le droit légitime à la Couronne de Philippe de Valois après la mort de Charles le bel, de Philippe le long après la mort de Louis X ; combien d'occasions propices tant d'événements extraordinaires, de troubles & de convulsions n'auroient-ils pas offert aux mécontents, aux esprits inquiets, aux ambitieux, aux factieux, aux conspirateurs, s'il eût pu s'en présenter pour contester au Roi la puissance législative.

Les bornes de cet ouvrage ne me permettent point de parler de la Ligue & de ses fureurs, de l'ambition des Guises & des troubles qu'elle a suscités, de la démence de Charles VI & des malheurs qu'elle a occasionnés, des crimes d'un *Marcel*, des attentats d'un *Charles le mauvais*, & des forfaits, des massacres de la *Jacquerie* qui en ont été la suite. Il me suffit de dire, & tous les monuments historiques l'attestent, que même dans les moments d'exaltation, d'effervescence & de délire, cette prérogative Royale a été respectée. Henry III dominé par les ligueurs & n'ayant plus que le vain titre de Roi, sans aucune autorité, Charles V alors Dauphin & Régent de France obligé d'éloigner

loingier de sa personne les Ministres qu'il honoroit de sa confiance, se trouvant à la merci des factieux, forcé de prendre leurs livrées, voyant massacrer sous ses yeux ses plus fidèles serviteurs, ont transmis à leurs successeurs la puissance législative qu'ils avoient reçue de leurs ancêtres ; ils l'ont exercée sans réclamation & sans contradiction.

Enfin aucun des Etats-Généraux assemblés depuis 1302 jusqu'en 1614 époque de leur dernière convocation régulièrre, n'a contesté au Roi sa qualité de Législateur Suprême. Quand ils ont voulu obtenir le redressement de quelques griefs, solliciter des loix ou des règlements nouveaux, ils ont présenté au Législateur les cahiers de leurs doléances ; le Roi ne satisfaisoit à leurs demandes qu'après les avoir pèsées dans sa sagesse, les avoir fait examiner, dans son conseil, par les hommes qu'il jugeoit les plus sages, les plus capables & les plus éclairés de son Royaume.

C'est même au Roi comme Souverain Législateur, que les Etats-Généraux se sont adressés pour obtenir que les principes de l'inaliénabilité du domaine de la Couronne & de l'indépendance respective des trois ordres de l'Etat fussent consacrés solennellement. Ces principes avoient été transmis par la tradition ; mais ils ne sont devenus des loix fondamentales écrites, que quand ils ont été revêtus par le Roi du sceau de la puissance législative.

Les Etats-Généraux de 1355 sous le Roi Jean n'étoient point disposés à se relâcher de leurs droits ; ils avonoient comme un principe inviolable que le Roi seul pouvoit faire des loix ; la même maxime * avoit été reconnue par les Etats qui se tinrent sous le règne de Philippe de Valois.

* " Si elle n'avoit pas été reconnue comme un principe
" incon-

Il est certain aussi qu'aucun des Etats-Généraux subséquents n'a contesté cette maxime fondamentale de notre antique constitution Monarchique ; & si j'avois besoin de nouvelles preuves pour démontrer que la puissance de faire les loix appartient exclusivement au Roi : je ditois que même celles dont les matériaux ont été pris dans les cahiers des doléances, ont souvent paru longtemps après la dissolution des Etats qui les avoient présentés. L'ordonnance de Blois ne fut publiée qu'en 1579, quoique les cahiers des doléances qui lui ont servi de base eussent été délivrés le 7 Fevrier 1577. L'ordonnance d'Orléans n'a paru qu'en 1566, quoique les Etats sur les doléances desquels le Roi avoit fait droit, eussent été assemblés en 1560.

Je citerois le style des ordonnances rendues sur les demandes des Etats-Généraux : le Roi ordonne ou statue dans son conseil sur les requêtes & doléances qui lui sont pré-

" incontestable du gouvernement, dit l'Abbe de Mably †,
 " quand le Roi Jean monta sur le trône, est-il vraisemblable
 " que tous les ordres de l'Etat qui étoient également mécontents en 1355, eussent traité avec le Roi & cru avoir besoin
 " de son nom pour faire des règlements ? La loi n'auroit-elle
 " point paru sous une forme différente de celle qu'elle a ?
 " Quoiqu'il en soit, il est certain que les Etats de
 " 1355 regardoient le Roi comme le Législateur de la Na-
 " tion ‡."

† Quand l'Abbé de Mably fait un pareil aveu, on peut y ajouter foi : certes il ne peut être soupçonné de vouloir étendre la prérogative Royale.

‡ Observations sur l'Histoire de France, par M. l'Abbé de Mably, tom. IV, pages 327 & 328, sentées :

sentées : le protocole ne varie pas ; le Roi parle toujours en Souverain Législateur.

Enfin j'observerois que le Roi a quelquefois publié des loix pendant l'assemblée des Etats-Généraux, sans qu'ils ayent jamais eu l'idée de se plaindre de n'avoir pas été appelés pour les examiner ou les discuter ; parceque le Roi usoit de sa prérogative & qu'elle n'étoit pas contestable.

En remontant de 1302 à l'avénement de Hugues Capet au trône, les Rois de France exercent, de même sans réclamation, la puissance législative ; ils ne sont d'abord Législateurs Suprêmes que dans leurs domaines personnels, parce que chacun des grands Vassaux qui avoient usurpé tous les droits de la Souveraineté exerçoit pareillement la puissance législative dans ses domaines ; mais à mesure que les descendants de Hugues Capet réunissent les grands fiefs à la Couronne, les loix qu'ils avoient faites pour leurs Vassaux deviennent celles de leurs nouveaux sujets. Les ordonnances de Philippe Auguste, les établissements de St. Louis sont reçus sans opposition dans leurs domaines particuliers & deviennent ensuite des loix générales.

Les grands feudataires n'imaginent pas de contester au Roi leur Seigneur Suzerain la qualité de Législateur Suprême ; & cependant ils auroient été personnellement intéressés à la lui disputer, si elle avoit été douteuse ou susceptible de contradiction. Sans parler de l'affranchissement des communes provoqué, commandé par les ordonnances de nos Rois, affranchissement qui portoit une atteinte si sensible à l'autorité & à la puissance des grands Vassaux ; l'indépendance qu'ils avoient affectée tant que nos Rois n'avoient pas eu la force & les moyens de la réprimer, leur Souveraineté même n'étoient-elles pas anéanties par les

G ordon-

ordonnances de Philippe le bel *, de Louis X †, & de Philippe le long ‡, qui défendent aux Seigneurs de se faire la guerre pendant la durée de celle du Roi ; enfin par celle rendue pour le même motif par le Roi Jean, à la requête des Etats-Généraux § Philippe le long l'un des

* " Dominus Rex pro communi utilitate & necessitate regni sui statuit quod durante guerrâ suâ nulla alia guerra fiat in regno, & si forte inter aliquos jam macta sit guerra quod datis treugis vel assecuramentis secundum consuetudinem dines locorum duraturis per annum & anno finita iterum continentur & omnes aliae guerræ cessent donec guerra Regis fuit finita."

Ordonnance faite par Philippe le bel au Parlement de la Toussaint, l'an 1296.

† " Nous pour la dite guerre & pour autres justes causes défendons sus peines de corps & d'avoir que durant nostre dite guerre, nuls ne facent guerre, ne portement d'armes l'un contre l'autre en nostre Royaume."

Ordonnance de Louis X, du 19 Juillet 1314.

‡ " Cessent dou tout toutes manières de guerre quant à ore jusques à tant que nous en Mandions nostre Volonté non contestans us, coutumes de pays, graces ou priviléges octroyés ou frisans au contraire, lesquels nous de nostre autorité & plain pooir real mettons & voulons être en sus pens tout comme il nous plaira."

Ordonnance de Philippe le long du 1er Juin 1318.

Par la même Ordonnance le Roi enjoint à ses Baillis de saisir les biens des contrevenants & de mettre leurs personnes en prison.

§ " Sera crié publiquement & dessendons sur paine de corps & d'avoir à tous Nobles & non Nobles, que durant le temps de ces présentes guerres aucun d'eulz à l'autre ne meuve &

" face

princes que je viens de citer, est le même dont le droit à la Couronne ayant paru litigieux, avoit été solemnellement reconnu par les Etats-Généraux ; les historiens rapportent qu'il y avoit alors beaucoup de mécontents dans le Royaume : je demande s'ils ne se seroient pas élevés contre cette puissance législative, si les Seigneurs eux mêmes que cette ordonnance blessoit, en les supposant dans l'impuissance de s'en venger, n'auroient pas au moins fait des réclamations ou des protestations ? Ils ont gardé le silence, parce que cette prérogative Royale n'étoit pas contestable.

Dans l'anarchie qui a précédé l'avènement de Hugues Capet au trône, à cette époque où sur les débris de l'autorité Royale avilie par la foiblesse des descendants de Charlemagne, le régime féodal s'est élevé, formé & consolidé, la puissance législative fut usurpée comme tous les autres droits de la Couronne ; on peut dire qu'il y avoit alors autant de Législateurs que d'usurpateurs, & que le hazard plus que les combinaisons politiques a présidé à l'espèce de Législation qui nâquit dans le cours du neuvième siècle Mais les ordonnances qui nous sont parvenues des Rois Mérovingiens & des premiers Carlovingiens attestent que

" face guerre en quelque manière que ce soit couverte ou
" ouverte, ne ne face faire sur paine de corps ou d'avoir &
" ayons ordonné & ordonbons que se aucun fait le contraire,
" la justice du lieu, Sénéchal, Bailiffs, prévots ou autres ap-
" pelliés ad ce, se metier est, les bonnes gens du pays preng-
" nent tels guerriers & les contraignent sans delai par rete-
" nue de corps & explettements de leurs biens à faire paix &
" à cessier du tout de guerriers."

Ordonnance de Mars 1356 faite sur la requête des Etats-Généraux, art. 34.

tous prenoient le titre ou la qualité de Législateurs Suprêmes & que jamais elle ne leur a été disputée.

L'Abbé de Mably qui de nos jours a voulu jeter des doutes sur la puissance législative de Charlemagne, ou au moins essayer de persuader qu'il la partageoit avec les assemblées du Champ de Mars ou de Mai, est lui même obligé d'en convenir.

“ Les capitulaires, dit-il, soit qu'ils fussent l'ouvrage de “ la Nation, soit qu'elle les eût simplement adoptés con- “ servèrent l'usage établi d'être publiés sous le nom du “ Prince qui y prend le titre de *Législateur Suprême*. “ *Nous Voulons. . . Nous Ordonnons. . . Nous Comman-* “ *dons*, dit Charlemagne dans ses capitulaires *.”

Ses prédécesseurs & ses successeurs se sont toujours servi des mêmes expressions. Pour s'en convaincre, on peut consulter le recueil des ordonnances des Rois Mérovingiens & les capitulaires dans la collection de *Baluze* & de *Dom Bouquet*, tous les Edits, Ordonnances, Déclarations ou Lettres patentes des Rois de la troisième race déposés soit au Louvre, soit au trésor des chartes, soit enfin dans toutes les Bibliothèques publiques en France & dans toutes les autres contrées de l'Europe. Cette collection forme un code visible authentique, auquel on peut avoir recours dans tous les cas qui y sont relatifs ; elle atteste que nos Rois en qualité de Législateurs Suprêmes disent toujours : *Volumus* . . . *Jubemus* . . . *Concessimus* . . . *Instituimus* . . . *Nous Voulons* . . . *Nous Ordonnons* . . . *Nous Concédons* . . . *Nous Instituons* . . . *Nous Déclarons*, *Nous avons Statué* & *Statuons* . . . *Nous avons Ordonné* & *Ordonnons* . . .

* Remarques & Observations sur l'Histoire de France, tom. 2. pag. 134.

Nous

Nous Voulons & nous Plait. Le protocole est le même, il n'a pas varié depuis quatorze siècles. Il faut convenir que jamais possession ne fut plus ancienne & plus constante.

Contre les témoignages authentiques de l'histoire les novateurs de ce siècle citent le passage d'un des capitulaires de Charles le chauve * : *Lex fit consensu populi & constitutio Regis* †. Et comme ils en ont étrangement abusé pour appuyer leurs prétentions chimériques, il est nécessaire d'en développer le véritable sens. J'aurai recours à ces mêmes monuments historiques altérés ou défigurés de nos jours par la passion & l'esprit de parti. Je démontrerai que cette ancienne maxime de notre droit public est, & a toujours été une des principales bases de la Constitution de la Monarchie Françoise.

J'ai rapporté dans le second chapître de cet ouvrage l'origine de la loi Salique ; j'ai prouvé qu'elle étoit le code constitutif des Francs, une Convention, un *pacte social* entr'eux & leurs chefs, qu'ils l'appelèrent eux mêmes pacte ou contrat de la loi Salique, *Pactus Legis Salicæ* ; depuis ils la désignèrent toujours sous la simple dénomination de *Lex* ‡.

* Art. 6 du capitulaire de Charles le chauve de l'an 864 intitulé *Edictum pistense*.

† En voici la traduction littérale : *la loi Salique se fait par le consentement du peuple & la Constitution ou l'Ordonnance du Roi.* Car dans un moment je prouverai que ces deux mots sont synonymes, comme aussi je démontrerai ce que signifie ce mot *Lex* que nous traduisons aujourd'hui par le mot *Loi*.

‡ Voyez presque tous les capitulaires où il est question de la loi Salique ; elle y est toujours désignée par le mot *Lex*.

Ce terme devenu générique aujourd'hui pour énoncer tout acte émané de la puissance législative avoit donc chez nos ancêtres une acceptation différente ; il exprimoit ce que nous entendons de nos jours par le mot *Constitution*.

Ainsi l'on disoit : *la Loi Salique*, ou *Pacte de la loi Salique** : *la Loi Ripuaire* † : *la loi des Allemands* ‡ : *la loi des Lombards* § & par le mot *Lex*, on entendoit le pacte social ou l'acte constitutif des Francs Saliens, des Francs Ripuaires, des Allemands, des Lombards ||, & jamais les actes émanés de la puissance législative ne sont qualifiés *Lex* ou *Leges*.

Sous les Rois Mérovingiens ils sont appellés *Décret*, *Edit*, *Capitulaire*, *Precepte* & *Constitution* ¶. Sous les Rois Carlovingiens, *Decretale*, *Décret*, *Capitulaire*, *Edit*, *Sentence*, *Charte* **, quelquefois aussi *Constitution* †† ; preuve évidente que ce mot n'avoit pas notre acceptation

* *Lex Salica, vel Pactus Legis Salicæ.*

† *Lex Ripuariorum.*

‡ *Lex Alemannorum.*

§ *Lex Longobardorum.*

|| Pour s'en convaincre, il suffit de lire ces différents codes.

¶ *Decreto, Edictum, Capitularia, Præceptum, Constitutio.*

** *Decretum, Decretale, Capitula, Capitulatio, Capitulare, Edictum Dominicum, Sententia & Charta.*

†† *Constitutio* comme par exemple *Constitutio de Scholis in Episcopius & Monasteriis formandis.*

Constitutio de emendatione librorum et officiorum ecclesiasticorum.

Quelquefois enfin les actes émanés de la puissance législative sont appellés : *Præceptum, Adiunctatio, Adiunctiones, Missatum, Libellus proclamationis.*

Voyez les *Capitulaires des Rois de France*, par *Baluze*,

(moderne).

moderne). Sous les Rois Capétiens *Ordonnance, Edit, Déclaration, Lettres patentes.*

Et ce que nos ancêtres appelaient *Lex*, ce que nous nommons aujourd'hui *Constitution*, n'est jamais désigné, depuis l'avénement de Hugues Capet au trône jusqu'à nos jours, par nos Rois, par les Etats-Généraux, par les Parlements, par tous les jurisconsultes & publicistes que sous le nom de *Loix fondamentales* *.

Après cette explication nécessaire pour fixer le véritable sens des mots, examinons les principes avoués & reconnus de nos jours, suivons leur filiation jusqu'au commencement de la troisième race ; comparons les avec ceux avoués & reconnus sous la première race & notamment sous la seconde dont l'histoire nous a conservé un plus grand nombre de monuments.

Dans la personne du Roi réside exclusivement la puissance de faire les loix. Ce principe que nous avons démontré constitutif est reconnu par les Etats particuliers des provinces, par les Parlements, par les Etats-Généraux, n'est pas contesté par les Grands Vassaux de la Couronne.

De même nous voyons tous les Rois de la première & de la seconde race exercer la puissance législative. Dans tous leurs Edits, Ordonnances, Capitulaires, ils prennent le titre & la qualité de Législateurs Suprêmes. Tous les monuments historiques l'attestent, & pas un seul ne fait mention d'opposition ou de contradiction à l'exercice de cette prérogative Royale.

Le Roi Souverain Législateur ne peut changer les loix fondamentales ou constitutives du Royaume. Ce principe

* Et les loix fondamentales non écrites sont appelées *Maximes fondamentales Maximes essentielles de la Monarchie.*

constitutif est soutenu par les Parlements, par les Etats particuliers des provinces *, par les Etats-Généraux.

Nous le voyons religieusement observé sous la première & la seconde race, avoué & reconnu par tous les Rois qui ont successivement occupé le trône de France.

Les loix fondamentales ou constitutives faites sous la troisième race ont été demandées & sollicitées comme telles par les Etats-Généraux.

Sous la première & la seconde race les changements & les additions à la loi fondamentale, c'est à dire à la loi Salique, à ce code constitutif des Francs, ont été quelquefois demandés & sollicités *Pro Lege tenenda* par les assemblées du Champ de Mars ou de Mai, plus souvent encore ils ont été provoqués par les Rois, par Charlemagne surtout dont le génie planoit sur la législation de tous les siècles.

Que le Vœu de la Nation soit exprimé avant ou après la confection de l'Ordonnance ou du Capitulaire, il n'en résulte pas moins que pour devenir une Loi fondamentale, ou pour changer celles existantes, il faut qu'il soit revêtu du sceau de la puissance législative. Par une conséquence nécessaire il est sans effet quand il est rejeté par le Législateur Suprême.

Aussi toutes les demandes des Etats-Généraux ne sont pas consignées dans les Ordonnances faites sur les cahiers de leurs doléances ; comme Charlemagne ne se croyoit pas obligé de faire droit à toutes les pétitions qui lui étoient adressées : il annonce dans un de ses Capitulaires qu'elles

* Tant pour les loix fondamentales de la Monarchie que pour leurs Constitutions ou Capitulations qui sont leurs loix fondamentales particulières.

ne seront de quelque poids à ses yeux, qu'autant qu'elles ne seront pas contraires à la loi divine *:

De ce que nous venons de dire il ne faut pas conclure cependant que toute loi émanée du Souverain Législateur, provoquée ou approuvée par le consentement tacite, ou même formel du peuple ou de ses représentants, par la seule raison qu'elle a été consentie par la Nation, soit une loi fondamentale.

Pour qu'elle ait cette dénomination, ou plus-tôt ce caractère, il faut que le consentement de la Nation exprime formellement le désir qu'elle soit fondamentale ; tandis qu'un simple acte de la puissance législative provoqué ou approuvé par le consentement du peuple ne peut jamais, même par la volonté du Souverain Législateur, devenir une loi fondamentale, lorsque le consentement de la Nation n'est pas formellement exprimé pour qu'il acquière ce caractère.

Ainsi quand les Etats-Généraux désirent que l'inaliénabilité du domaine de la Couronne, qui n'étoit qu'un principe constitutif transmis par la tradition, devienne une loi fondamentale ou Constitutive écrite, leurs pétitions au Souverain Législateur expriment la demande formelle que la loi, qui consacrera l'inaliénabilité du domaine de la Couronne, soit une loi fondamentale.

Ainsi quand les Etats-Généraux demandent une loi pour assurer l'indépendance respective des trois Ordres de

* " Nec tantum putemus petitiones valere popolorum, ut
" cùm his parere cupimus, contra voluntatem Dei nostri,
" qui peccare prohibet, aliquid agamus."

Capitul. Caroli Magni ab Angesiso Abbatte Benedicto
lèvitâ collecta. Lib. 7. cap. 65.

l'Etat, dans leurs pétitions & doléances ils expriment formellement le vœu que cette loi soit une loi fondamentale.

Mais quand les Etats-Généraux d'Orléans & de Blois sollicitent en général des réformes dans l'administration de la justice, même lorsqu'ils particularisent ces objets de réforme, il est impossible de conclure que les Ordonnances d'Orléans & de Blois composées d'un nombre immense d'articles discutés, rédigés dans le Conseil du Roi d'après les cahiers des doléances des Etats-Généraux, soient devenues des loix fondamentales ; les Etats-Généraux n'ayant pas imaginé de leur requérir ce caractère & ne l'ayant pas demandé dans leurs cahiers.

Pourquoi donc le Roi Souverain Législateur qui peut seul changer tous les actes émanés de sa puissance législative, ne peut-il pas changer les loix fondamentales ou constitutives ?

Parceque le consentement de la Nation étant requis pour qu'elles soient loix fondamentales ou constitutives & devenues telles par la puissance législative du Roi, elles sont un véritable contrat *signallnamatique* entre le Roi & ses sujets. Ce contrat liant réciproquement les deux parties contractantes, l'une ne peut le changer sans le consentement de l'autre, & pour opérer la validité de ce consentement, il faut qu'il soit volontaire ; l'apparence même de la violence le rend nul ‡.

‡ Quel consentement fut moins volontaire & par conséquent plus invalide & plus nul que celui donné par Louis XVI. à tous les actes de l'assemblée soi-disant constituante. Aussi la protestation qu'il fit en partant de Paris le 21 Juin 1791, étoit-

Par la même raison le Roi ne peut changer ou abroger les capitulations des provinces successivement réunies à la Monarchie. La Bretagne, la Provence, enfin tous les Pays d'Etats avoient des loix, des statuts, des usages, des constitutions particulières ; ils en ont demandé la confirmation & la conservation : le Souverain Législateur les leur a confirmés & conservés ; l'acte ou le contrat de réunion exprime formellement cette demande & cette assurance : il est obligatoire pour le Monarque & pour les sujets : il est la loi fondamentale ou constitutive de ces différentes provinces *.

étoit-elle suivant les principes ; il n'auroit pas fait cette protestation, que la violence constamment & notoirement exercée contre sa personne eût opéré la nullité radicale de tout ce qu'avoit pu décréter une assemblée *inconstitutionnelle* composée de mandataires infidèles, parjures envers leurs commettants, qui avoient déchiré le contrat en vertu duquel ils existoient.

Le Roi pouvoit-il connoître le vœu legal des trois Ordres de l'Etat lorsque l'indépendance des deux premiers avoit été anéantie ? & une assemblée séditieuse dont la composition & même le mode de convocation attestoit le mépris & la violation de toutes les anciennes formes & de tous les principes, pouvoit-elle exprimer le consentement de la Nation ?

* Et cependant il a été violé sans pudeur par la prétendue assemblée constituante ; d'un trait de plume toutes les constitutions & les capitulations particulières des provinces ont été anéanties ; la chute de la Constitution de la Monarchie Françoise a entraîné leur destruction. Ce que les Rois les plus absous n'auroient pu faire, ce que les ministres les plus impérieux, les plus despotes n'auroient pas osé conseiller, une

Quand Charles le chauve a dit dans son Capitulaire : *Lex fit consensu populi & Constitutione Regis*; il a donc énoncé en peu de mots deux principes fondamentaux de la Monarchie Françoise.

Le premier que la France a une Constitution, *Lex*, résultat du consentement primitif du peuple *fit consensu populi* & du Souverain *& Constitutione Regis*.

Le second qu'il ne peut jamais exister en France d'autres loix fondamentales ou constitutives, *Lex fit*, que celles qui présentent le même résultat du consentement préalable ou postérieur de la Nation *consensu populi* & de l'ordonnance du Roi Souverain Législateur *& Constitutione Regis*.

Nous venons de démontrer le seul principe d'erreur de tous les écrivains qui infèrent de ce passage du Capitulaire de Charles le chauve, que sous la seconde race les assem-

troupe de factieux l'a exécuté à l'aide d'une populace sou-doyée, & leur tyrannie n'a pas même permis les réclamations ou les protestations.

Ce que les novateurs appellent les constitutions *bigarrées des provinces*, étoit une propriété sacrée, la condition, la clause expresse du contrat d'association & de réunion des habitants de ces provinces à la France. Mais comment cette propriété auroit-elle été respectée ? toutes ont été anéanties. La monstrueuse succession de scélérats qui ont gouverné & gouvernent la France a foulé aux pieds toutes les institutions divines & humaines, brisé tous les liens de l'ordre social, & réduit dans l'esclavage le plus honteux & le plus avilissant vingt-cinq millions d'hommes. Voilà les monstres devant lesquels s'humilieroient toutes les puissances de l'Europe ; voilà le bouleversement qu'elles légitimeroient ou dont elles se rendroient complices par leur foiblesse !!!

blées

blées du Champ de Mars ou de Mai partageoient avec le Roi la puissance législative.

L'interprétation qu'ils donnent au mot *Lex*, ou l'abus qu'ils font volontairement de l'acception qu'il a aujourd'hui, les jette dans le plus grand embarras. Ne pouvant concilier le style des capitulaires dans lesquels le Roi prend le titre ou la qualité de Législateur Suprême & se sert toujours de ces expressions : *Nous Voulons* : *Nous Ordonnons* : *Nous Commandons*, avec l'obligation de requérir le consentement du peuple pour la confection de toutes les loix, ils sont obligés d'établir que les Capitulaires étoient des règlements provisoires, & ne devenoient des loix que quand ils avoient été consentis par le peuple. A l'appui de cette assertion ils citent ce Capitulaire de Charlemagne : " Ut " populus interrogetur de Capitulis quæ in *Lege* noviter " addidimus, & postquam omnes consenserint subscriptiones " & manufirmationes suas in ipsis Capitulis faciant *," & ils ne s'apperçoivent point, ou ne veulent pas voir que le texte même de ce Capitulaire dépose contre leur système.

En effet il est évident qu'il s'agit d'une addition faite à *la loi Salique* désignée par la simple dénomination de *Lex*. Or une addition ou un changement à la loi Salique, au code Constitutif exigeoit le consentement du peuple ; & la preuve, que le mot *Lex* signifie *Loi Salique*, se trouve dans un Capitulaire de l'année suivante ; il est ainsi conçu : " Capi- " tula quæ præterito anno *Legi Salicæ* cum omnium con- " sensu addenda esse censuimus †.

Pourquoi Louis le débonnaire range-t-il en trois classes différentes les articles d'un Capitulaire qu'il fit en 829 ; les deux premières sous le nom de *Capitula* & la troisième

* Capitul. 3. an. 801.

† Cap. anno 802.

sous ce titre : *hæc sunt Capitula quæ pro lege habenda?*
 Pourquoi n'y auroit-il eu que les articles de la troisième classe qui eussent dû être considérés comme loi ? Et comment, si le consentement du peuple eût été indispensable pour leur donner ce caractère, Louis le débonnaire se fût-il cru en droit de le présumer d'avance en fixant impérativement qu'ils doivent être tenus pour loi ?

Cette bizarrerie inconcevable dans le système des novateurs s'explique très naturellement par les principes que nous venons de développer. Les articles des deux premières classes ne sont que de simples actes de la puissance législative, ceux de la troisième, ceux *quæ pro lege habenda*, sont les dispositions textuelles de *la loi Salique* *.

Aussi Louis le débonnaire a-t-il soin de dire, quand il parle de ceux des Capitulaires de son père qui par le consentement du peuple ont été ajoutés à *la loi Salique* & sont devenues loix fondamentales : “ *Capitularia patris nostri quæ Franci pro lege tenenda judicaverunt †.* ”

Fait-il lui même à la loi Salique des changements ou des additions qui, par le consentement du peuple, deviennent partie intégrante du code constitutif ; il ne manque pas de publier qu'ils ne doivent plus être regardés comme de simples actes de la puissance législative, mais comme des articles de la loi Salique, comme *la loi Salique elle même* : “ *Generaliter omnes admonemus ut Capitula quæ præterito anno Legi Salicæ cum omnium consensu addenda esse*

* Pour s'en convaincre il n'y a qu'à lire la loi Salique & le Capitulaire dont nous parlons. Cap. an. 829, Baluze, vol. 1er. col. 662 & suivantes.

† Capit. an. 837,

“ cen-

“ censuimus, jam non ulterius Capitula sed tantum *Lex*
“ dicantur, immo pro *Lege* teneantur *.”

Charlemagne en pareille circonstance avoit fait un Capitulaire dont celui de son successeur est la copie presque littérale † ; & ce Prince dont l'active prévoyance embrassoit l'avenir comme le présent, qui, sans cesse occupé de la civilisation de ses sujets & désirant de perfectionner les loix qu'il avoit faites, enjoignoit à ses juges de l'instruire exactement de tous les inconvénients que pouvoit présenter leur exécution, qui sur leurs mémoires & leurs observations prononçoit en Souverain Législateur sur les cas non prévus & aplaniroit toutes les difficultés, ne croyoit pas pouvoir les résoudre par de simples actes de la puissance législative lorsqu'elles naisoient de *la loi Salique*, du code constitutif ; dans ce cas il ordonnoit aux juges d'interroger sur leurs doutes la prochaine assemblée générale : “ Si autem ad *Salicam Legem* pertinet & ibi minimè repereris quid exinde debitas, ad placitum nostrum generale exinde interrogare facias ‡.”

* Capitul. an. 820. art. 5. Baluze, vol. 1er. col. 622.

† Capit. an. 801. art. 49. Baluze, vol. 1er. col. 256.

‡ Capit. an. 803. Baluze, vol. 1er. On y verra que c'est au Roi comme Souverain Législateur que les juges s'adressent dans les cas difficiles & non prévus par les loix ; que le Roi en répondant à leurs mémoires & à leurs observations & en leur traçant la conduite qu'ils doivent tenir, prononce en Souverain Législateur sur toutes les difficultés qui ne tiennent point à la loi Salique & se sert de ces expressions : *Nous Voulons* : *Nous Ordonnons* ; mais si les difficultés naissent de *la loi Salique* il s'abstient de prononcer & renvoie à l'assemblée générale.

L'explication que j'ai donnée du mot *Lex** & de l'article 6 du Capitulaire de Charles le chauve est donc la seule admissible, & il est donc démontré par tous les monuments de l'histoire & de la législation depuis le berceau de notre Monarchie jusqu'à nos jours que *dans la personne du Roi réside exclusivement la puissance de faire les loix* & que *le titre ou la qualité de Législateur Suprême ne lui a jamais été contestée.*

SECONDE PROPOSITION.

Les loix émanant du Roi en sa qualité de Législateur Suprême sont soumises à des formes consacrées par la Constitution ; ces formes préviennent le Législateur contre les pièges de la séduction & défendent la sûreté, la liberté & les propriétés des sujets contre les abus de l'autorité. Quelles sont ces formes ?

Tous Edits, Ordonnances, Déclarations & Lettres-patentes faits par le Roi dans son Conseil *in Concilio fidelium*†,

* Que ceux à qui il restera encore quelques doutes sur la véritable signification du mot *Lex*, examinent les formules de Marculfe & autres qui sont parvenues jusqu'à nous, ils y verront que quand elles disent : *per Legem, . . . Secundum Legem*, elles font toujours allusion aux diverses loix fondamentales & constitutives des Francs Saliens & des Francs Ripuaires : *la loi Salique & la loi Ripuaire.*

† Depuis le commencement de la Monarchie jusqu'à nos jours, le protocole n'a point varié : *cum Nostris Optimatibus. . . in nostra et Procerum Nostrorum præsentia. . . in concilio fideliū nostrorum. . . de l'avis de nostre grant conseil. . . de l'avis de notre conseil.*

avant d'être exécutés, sont vérifiés & enrégistrés par les Corps à qui le dépôt des loix est confié & dont le devoir est de les annoncer lorsqu'elles sont faites & de les rappeler lorsqu'on les oublie *.

Ces Corps dépositaires des Loix sont les Parlements; ils sont les gardiens, les conservateurs & les défenseurs non seulement des loix fondamentales ou constitutives, mais encore des diverses coutumes établies, des constitutions particulières & des capitulations des provinces successivement réunies à la Monarchie. Delà l'obligation où ils sont d'éclairer la religion du Roi, si elle étoit trompée. Delà aussi la vérification qu'ils font de la loi, avant qu'elle soit exécutée: vérification indispensable pour comparer la loi nouvelle avec les anciennes, pour constater si elle ne porte point atteinte aux loix fondamentales ou constitutives, aux constitutions particulières des provinces, aux diverses coutumes établies, enfin pour examiner si elle ne blesse pas l'ordre public & les droits des citoyens,

Cette vérification faite librement est pour le Monarque & pour les sujets, un gage assuré que la loi ne présente aucune innovation dangereuse & que la religion du Législateur n'a point été trompée. C'est par cette raison que les Ordonnances prescrivent aux Magistrats de n'avoir aucun égard aux lettres closes, ou à toutes lettres missives qui, surprises par l'importunité ou par la séduction, seroient obreptices ou subreptices, & leur enjoignent de ne pas donner leur suffrage à ce qui porteroit atteinte aux loix fondamentales, aux maximes essentielles de la Monar-

* Montesquieu, Esprit des Loix, liv. 2. chap. 4.

chie, ou qui pourroit occasionner un préjudice notable à l'Etat *.

* Dans plusieurs Ordonnances cette injonction est faite par le Souverain Législateur aux Magistrats, & en outre pour qu'ils ne fussent pas dans une dépendance servile, & que la crainte de perdre leur état ne les empêchât point de faire leur devoir & de dire la vérité au Souverain, Louis XI, qui cependant souffroit impatiemment leurs remontrances ainsi que nous le verrons dans le cours de ce chapitre, fut obligé néanmoins de rendre hommage aux principes & de reconnoître que la Constitution de l'Etat prescrivant des formes préalables à l'exécution de la loi, il étoit nécessaire que les membres des Corps dépositaires des loix & chargés de vérifier & d'enrégistrer les actes émanés de la puissance Législative fussent à l'abri des coups d'autorité & des destitutions arbitraires que lui même s'étoit quelquefois permis, & il rendit l'Ordonnance suivante.

" Louis, &c. . . Comme depuis nostre advenement à la Couronne plusieurs mutations ayant été faites en nos offices, laquelle chose est le plus advenue à la poursuite & suggestion d'aucuns & Nous & non advertis duement. Parquoy ainsi entendu avons & que bien connoissons estre vraisemblable, plusieurs de nos officiers doutans cheoir audit inconvenient de mutation & destitution, n'ont pas tel zèle & ferveur à nostre service qu'ils auroient se n'estoit la dite doute. Sçavoir faisons que Nous considérons qu'en nos officiers consiste sous nostre autorité la direction des faits par lesquels est policée & entretenue la chose publique de nostre Royaume, & que d'ioelui ils sont Ministres essentiiaux, comme membres du corps dont Nous sommes le Chef, Voulans extirper d'eulx icelle doute & pourvoir à leur sûreté en nostre dit service, tellement qu'ils aient cause d'y perséverer ainsi qu'ils doivent :

" Statuons,

La vérification de la loi après mûre délibération, sa transcription sur les registres des Parlements, sa publication, son envoi à toutes les jurisdictions du ressort par les Procureurs-généraux, la lecture qui en est faite à l'audience de tous les tribunaux inférieurs, enfin l'impression & l'affiche lui donnent l'authenticité nécessaire, pour que la volonté du Législateur étant légalement connue & manifestée, la loi ait sa pleine & entière exécution.

Nous voyons toutes ces formalités préalables à l'exécution de la loi observées non seulement de nos jours jusqu'en 1614, mais même de 1614 jusqu'au moment où le Parlement de Paris fut rendu sédentaire. Dans l'intervalle de ces deux époques tous les autres Parlements du Royaume ont été créés successivement ; la plupart ont remplacé les Cours ou tribunaux suprêmes du Souverain particulier de chacune des provinces annexées à la France, & la création de plusieurs date presque de la réunion de ces provinces à la Monarchie. Substitués aux droits & aux fonctions des tribunaux qu'ils remplaçoient, ils ont été établis non seulement comme Cours de justice, mais comme Corps dépositaires des constitutions particulières des provinces de leur

" Statuons, Ordonnons par ces présentes que désormais
 " Nous ne donnerons aucun de nos offices, s'il n'est vacant
 " par mort ou par résignation faite de son gré & consentement du
 " résignant dont il apparaisse duement, ou pour forfaiture pré-
 " tablement jugée & déclarée judiciairement & selon les termes
 " de justice par juge compétent & dont il apparaisse sem-
 " blablement, &c. &c.
 " Si donnons en Mandement à nos armes & feaux, &c. &c.
 " Donné à Paris le 21. Octobre, l'an de grace 1407."

Voyez Fontanom, vol. 2, pag. 557.

ressort, conséquemment spécialement chargés de les maintenir & de les conserver intactes : cette clause principale est énoncée dans toutes les capitulations demandées, accordées & garanties ; elles sont par cette raison de véritables contrats *signallnamatiques* entre le Monarque & ses nouveaux sujets.

Cette obligation réciproque a nécessité celle de la vérification & de l'enregistrement de toutes les loix émanées du Souverain Législateur, afin de constater si leurs dispositions ne contrarioient aucune des conditions stipulées dans l'acte de réunion.

D'ailleurs cette forme de l'enregistrement est inhérente à la Constitution de la Monarchie. Avant que le Parlement de Paris fût rendu sédentaire, les premiers Rois de la troisième race ne manquaient jamais de venir publier dans leur parlement composé alors des Prélats & hauts Barons, les Ordonnances, Edits, Déclarations & Lettres-patentes qu'ils faisoient en leur qualité de Souverains Législateurs. Cette cérémonie se faisoit toujours avec beaucoup d'éclat, & dès-lors comme aujourd'hui, elle étoit jugée indispensable pour constater légalement l'authenticité de la loi & assurer son exécution.

Une forme semblable étoit usitée sous la seconde race.
 " Nous Voulons, (dit Louis le débonnaire dans un de ses
 " Capitulaires) que les Archevêques, les Comtes & autres,
 " soit en personne, soit par leurs délégués reçoivent de
 " notre Chancelier les Capitulaires que Nous avons faits à
 " présent & en d'autres temps, & que chacun d'eux les
 " fasse transcrire aux autres Archevêques, Evêques, Ab-
 " bés, Comtes & autres fidèles, que dans les Comtés ils
 " soient lus devant tout le monde, *afin que notre Volonté*
 " soit connue & notoire, & cependant notre Chancelier
 Nous

“ nous enverra les noms de tous les Evêques & les Comtes
 “ qui auront rempli nos intentions, afin de nous assurer
 “ qu'aucun d'eux ne se permettra d'en prétexter cause
 “ d'ignorance *.”

Le protocole de nos jours est : “ Si donnons en Mande-
 “ ment à nos amés & fâaux les gens tenant notre Cour
 “ de Parlement que les présentes ils aient à faire lire, enré-
 “ gistrer & publier ; car tel est notre plaisir.” Il ressemble
 beaucoup à celui employé par Louis le débonnaire : *afin que*
nôtre Volonté soit connue & noatoire : ut cunctis nostra Ordinatio & Voluntas nota fieri possit †.

Ainsi en remontant d'aujourd'hui au berceau de notre Monarchie, nous voyons toujours des formes préalables à l'exécution de la loi. Depuis près de cinq Siècles, la lecture, la vérification & l'enregistrement dans les cours de Parlement : antérieurement la publication dans le Parle-

* “ Volumus etiam ut Capitula quae nunc & alio tempore
 “ a Nobis constituta sunt a Cancellario nostro Archiepiscopi &
 “ Comites & allii de propriis civitatibus modo aut per se, aut
 “ per suos missos accipiant & unusquisque per suam Diæc-
 “ sisim cæteris Episcopis, Abbatibus, Comitibus & allis fideli-
 “ bus nostris ea transcribi faciant & in suis Comitatibus coram
 “ omnibus legant, ut cunctis nostra Ordinatio et Voluntas nota
 “ fieri possit. Cancellarius tamen noster nomina Episcoporum
 “ & Comitum qui ea accipere curaverint ad nostram notitiam
 “ perferat, ut nullus hoc prætermittere præsumat.”

Capitul. an. 834. art. 24.

La loi étoit adressée aux Archevêques, &c.; parce qu'on suivoit alors pour l'administration civile la division des provinces ecclésiastiques.

† Certes c'est bien là le langage du Législateur, & les Capitulaires n'étoient pas de simples loix provisoires.

ment

ment composé des Prélats & hauts Barons ; & dans des temps plus reculés la transcription, la souscription par les principaux personnages des Comtés, la lecture & la publication.

Quels ont été dans tous les temps & notamment depuis que le Parlement de Paris est sédentaire, l'esprit & le but de ces formes ? Le maintien & la conservation des loix fondamentales ou constitutives, des capitulations des provinces, de la sûreté, de la liberté & de la propriété de tous les citoyens.

Voilà les seules bornes que la raison, la Constitution & le serment que le Roi fait à son sacre * mettent à la puis-

* Selden dans ses *Titles of Honor*; first part, chap. 8. a fait imprimer *le livre du Sacre des Rois de France*. On y trouve les serments suivants prononcés par le Roi.

“ Profiteor corām Deo & Angelis à modo & deinceps *Legem*
“ & justitiam, pacemque sanctæ Dei Ecclesiæ, Populoque
“ mihi subjecto pro posse & nosse, facere & conservare, salvo
“ condigno misericordiæ respectu, sicut in concilio fidelium
“ nostrorum melius invenire poterimus; Pontificibus quoque
“ Ecclesiarum Dei, condignum & Canonicum honorem exhibe-
“ bere, atque ea quæ ab imperatoribus & Regibus Ecclesiis
“ sibi commissis collata & redditæ sunt inviolabiliter con-
“ servare, abbatibus etiam comitibus & Vassis dominicis nos-
“ tris congruum honorem secundūm concilium fidelium nos-
“ trorum præstare.—Amen.”

Remarquez que dans ce serment il est dit; *Legem* facere & conservare sicut “ in concilio fidelium nostrorum melius invenire poterimus.” Toutes les fois qu'il est question de la Constitution, des loix fondamentales, le mot *Lex* est toujours employé dans les anciens monuments.

“ Hæc Populi Christiano & mihi subditio in Christi nomine
“ promitto, imprimis ut Ecclesiæ Dei omnis Populus Chris-
“ tianus

sance Législative. Toute loi qui les respecte est enrégistrée purement & simplement : toute loi qui les franchit ne doit pas être enrégistrée par les Parlements ; leur devoir est d'éclairer la religion du Législateur & de motiver leur résistance à sa volonté par de très respectueuses remontrances ; si elles ne produisent pas l'effet qu'ils en attendent, que peuvent-ils faire ? Encore de très respectueuses remontrances ; & si le Législateur insiste ; toujours de très respectueuses remontrances.

Par cette résistance passive ils concilient leur devoir & le respect dû au Souverain. Gardiens, conservateurs &

“ tianus veram pacem nostro arbitrio in omni tempore servet,
“ et Superioritatem, jura et Nobilitates Coronæ Francie inviola-
“ biliter Custodiam, et illa nec transportabo, nec alienabo. Item
“ ut omnes rapacitates & omnes iniquitates omnibus gradibus
“ interdicam. Item ut in omnibus judiciis æquitatem & mi-
“ sericordiam præcipiam, ut mihi & vobis indulget per suam
“ misericordiam clemens & misericors Dominus.”

Le Prélat consécrateur demande au Roi.

“ Vis Regnum tuum à Deo concessum secundūm justitiam
“ patrum tuorum regere & defendere ?”

Le Roi répond.

“ Volo & in quantum, divino fultus adjutorio, solatio
“ omnium esse valuero, ità Me per omnia fideliter acturum
“ esse promitto.”

Après le sacre le Prélat consécrateur conduit le Roi au trône & lui dit :

“ Sta & retine à modo locum quem Paternâ successione te-
“ nuisti, bæreditario jure tibi delegatum per autoritatem Dei
“ omnipotentis & per præsentem traditionem nostram, om-
“ nium scilicet Episcoporum, cæterorumque Dei servorum,”
etc. &c. . . .

déposi-

dépositaires des loix fondamentales, les Parlements n'ont jamais cessé de reconnoître; & notamment celui de Paris dans son Arrêté du 20 Mars 1766, que *le pouvoir législatif réside dans la personne du Roi sans dépendance & sans partage**. Quand ils opposent une respectueuse résistance à

* Je crois devoir rapporter littéralement cet Arrêté.

“ Le 20 Mars 1766, toutes les Chambres assemblées, il a été fait lecture d'un Arrêté proposé hier aux commissaires: “ La matière mise en délibération, il a été arrêté qu'il sera “ fait au Roi de très humbles & très respectueuses remon- “ trances sur le contenu en la réponse faite par le dit Seig- “ neur Roi séant en la Cour le 3 du présent mois, & en sa “ réponse du 9 aux représentations de son Parlement, & en “ l'arrêt du Conseil du 2 du même mois.

“ Et cependant la dite Cour désirant de consacrer de plus “ en plus les témoignages de la fidélité dont elle a toujours “ été animée pour le dit Seigneur Roi, & pour le maintien “ des règles qui constituent l'essence du Gouvernement “ François, qui en ont fait la gloire dans tous les temps & en “ garantissent la stabilité, a arrêté qu'elle continuera de tenir “ pour maximes inviolables:

“ Qu'au Roi seul appartient la puissance Souverainé dans “ son Royaume, qu'il n'est comptable qu'à Dieu de l'exercice “ du Pouvoir Suprême: que le lien qui unit le Roi & la “ Nation est indissoluble par sa nature: que des intérêts & “ des devoirs réciproques entre le Roi & ses sujets ne font “ qu'assurer la perpétuité de cette union: que la Nation a “ intérêt que les droits de son Chef ne souffrent aucune alté- “ ration: que le Chef a intérêt que les membres de la Na- “ tion ne perdent aucun des droits essentiels qui leur appar- “ tiennent: que les peuples jurent obéissance & fidélité au “ Roi: que le Roi Chef Souverain de la Nation & ne faisant
qu'en

l'enregistrement d'une loi, c'est autant un droit qu'ils exercent au nom de la loi, qu'un devoir qu'ils remplissent vis-

“ qu'un avec elle, promet à ses peuples justice & protection
“ sous la religion du serment.

“ Qu'un des droits les plus précieux des sujets, puisqu'il
“ est la sauvegarde de leur fortune, de leur honneur & de
“ leur vie, est qu'ils ne soient pas destitués de leur jurisdic-
“ tion naturelle & livrés à des juges que leur donneroit un
“ choix arbitraire qui arraché par surprise ou par importu-
“ nité pourroit servir la passion de leurs ennemis.

“ Que c'est du Roi, comme source de toute dignité & de
“ tout pouvoir dans l'Etat, que les Magistrats de son Parlement
“ en qui consiste, sous son autorité, la direction des faits par les-
“ quels est policée & entretenue la chose publique de son Royaume,
“ et qui d'icelui sont les Ministres essentiels comme membres du
“ Corps dont il est le Chef*, tiennent & le titre qui constitue
“ leur caractère & le pouvoir qui y est essentiellement at-
“ taché.

“ Que leur devoir est de se conformer aux loix qui sont
“ les vrais commandements du Roi, de les garder & faire ob-
“ server, de maintenir les peuples dans l'obéissance, de re-
“ présenter au Souverain ce qui est utile au bien de l'Etat,
“ de veiller sans cesse à la conservation des droits de la
“ Royauté & de répondre à la confiance du Monarque, en
“ rendant, à sa décharge, la justice la plus exacte à ses sujets,
“ & s'occupant du soin de les conserver dans leurs droits
“ légitimes.

“ Que les Magistrats des différentes Cours du Royaume
“ sont astreints à l'observation des mêmes loix, & doivent
“ être animés du même zèle pour le service du Roi: que de

* Ordonnance de Louis XI du 21 Octobre 1467.

avis du Souverain. Ce ne sont pas les Magistrats qui refusent arbitrairement de souscrire à la volonté du Législa-

“ ces obligations communes doit résulter, non une association,
“ ou confédération de résistance qui n'existe pas & qui ne se
“ formera jamais, mais une concorde indélibérée dont l'effet
“ naturel est un concours de démarches toujours respectueuses,
“ pour obtenir de la justice & de la bonté du Roi ce qui est du bien de l'Etat.

“ Que le Pouvoir législatif réside dans la personne du Roi sans dépendance et sans partage; que telle est cependant la sage économie du Gouvernement François, qu'avant que la loi ait reçu sa dernière forme & qu'elle puisse être exécutée, elle doit être vérifiée au Parlement: que cette vérification consiste dans l'examen que font les Magistrats pour comparer la loi nouvelle avec les anciennes dont ils sont dépositaires & s'assurer qu'elle ne blesse ni l'ordre public, ni les droits des citoyens: que l'enregistrement délibéré par le Parlement est tout à la fois & le témoignage & l'effet de cette vérification: que de là l'obligation où sont les Magistrats de remontrer au Roi les inconvénients des Edits, Déclarations & Lettres-patentes qui leur sont adressés: que s'ils se portent à enrégistrer, du très exprès commandement du Roi ce qui ne présenteroit que des inconvénients particuliers & ne seroit pas d'une conséquence majeure, il est de leur devoir & les Ordonnances leur prescrivent de ne pas donner leurs suffrages à ce qui porteroit atteinte aux loix fondamentales & aux maximes essentielles de la Monarchie, ou qui pourroit occasionner un préjudice notable à l'Etat: que de là encore, lorsque le Roi déployant tout l'appareil de son autorité, fait publier en sa présence, les Edits, Déclarations ou Lettres-patentes contre le vœu des Magistrats, naît l'obligation où ils sont de reclamer par des voies

teur, ce sont les loix, dont le dépôt leur est confié, qui s'opposent constamment à la volonté momentanée du Roi, lorsqu'elle franchit les limites de la puissance Législative. Organes de ces loix, les Parlements rappellent au Souverain qu'il en a juré l'observation, & impassibles comme elles, ils attendent l'heureux instant où le Législateur mieux instruit en reconnoîtra l'empire.

Louis XI ne croyoit pas qu'il fût possible de rencontrer aucun obstacle à l'exécution de ses ordres ; irrité de la résistance qu'opposoit le Parlement de Paris à l'enregistrement d'un de ses Edits qui étoit repoussé par *la loi*, il n'eut plus que des Magistrats rebelles, & il jura que si ces Magistrats qui n'étoient que fidèles à *la loi* persistoient dans ce qu'il appeloit leur *désobéissance*, il les feroit tous mourir. Instruits de cette menace, le premier Président de la *Vaquerie* & tous les Conseillers revêtus de leurs robes de cérémonie se rendent processionnellement au Palais du Roi : Louis XI étonné de leur apparition subite s'informe de ce qu'ils demandent : *La mort, Sire*, répond *la Vaquerie* portant la parole pour le Parlement, *laquelle il vous*

" voies toujours respectueuses contre une exécution inconciliable avec le bien de l'Etat : que c'est ainsi que de quelque manière que puissent se varier les devoirs des Magistrats dans l'exercice de leurs fonctions différentes, ils se reportent tous sans exception & essentiellement à la personne du Roi : qu'en effet la conservation des maximes du Royaume, le maintien des loix & de l'ordre public, les intérêts des citoyens, le bonheur des peuples & le bien de l'Etat, sous tous les aspects possibles, ne font qu'un avec les intérêts réels & essentiels du Roi."

a pleu nous ordonner ; parceque tous tant que nous sommes plusiôt sommes nous résolus unanimement de la souffrir, que contre notre conscience vérifier votre Edit. Quelle fut la*

* Pasquier rapporte cette anecdote avec la naïveté piquante qu'on remarque dans ses ouvrages.

" Ou la loy est raison, ou contrevenance à icelle; si contrevenance à icelle: quoique sous honnête prétexte les Rois prétendent en abuser, si ne mérite-t-elle nom de Loy. Ce n'est chose conforme à équité naturelle d'estimer que les Rois soient encore dessus la raison. Ceux qui sous cette puissance leur voulurent ainsi applaudir, au lieu de leur gratifier, dirent en un obscur langage que les Roys n'étoient point hommes, ains lyons qui par le moyen de leurs forces s'estimoient avoir commandement sur les hommes. & au contraire nos Rois, combien que le peuple de Gaule de toute mémoire fût coustumier d'être régi sous puissance Royale, toutefois s'emparans du Royaume, despouillans toute passion se voulurent soubmettre à la loy & ne faire par ce moyen chose qui ne fust juste & raisonnable : de manière que leurs patentes sont sujettes à la vérification des Cours de Parlement, non sur les obreptions comme à Rome, ains sur la justice ou injustice d'icelles. Et posé le cas que par fois elles soyent de leur mouvement, toutefois fort aisément passent-elles en force de chose arrestée; ains se sont toujours réservées les Cours la liberté d'user de remontrances au Roy, pour lui faire entendre que ses mouvements doivent s'accorder à raison: autrement que sous l'ombre d'une clause dérobée, plusieurs favoris feroient d'une passion une loy.

" On récite que le Roi Louis XI, comme celui qui estoit homme remuant d'esprit & qui s'attachoit opiniastrement à ses premières appréhensions, un jour ayant entrepris faire

" émo-

réponse de Louis XI à cette harangue énergique?
l'assurance de retirer son Edit, & la promesse de ne plus en
envoyer de semblables.

Henri IV rencontra les mêmes obstacles à l'enregistrement des Lettres-patentes qu'il adressa au Parlement de Paris le 13 Avril 1590 & le 31 Décembre 1596: il s'agissoit du maintien & de l'exécution d'une des loix fondamentales ou constitutives de l'Etat. Henri IV pour se réserver la faculté d'aliéner son patrimoine, vouloit le tenir séparément & indistinctement du domaine de la Couronne; le

“ émologuer certain Edit qui n'estoit point de justice, après
“ plusieurs itératifs commandements de le passer, fut la Cour
“ de Parlement refusante de ce faire: Au moyen de quoi
“ indigné lui advint à la chaude de jurer son grand *pasque-*
“ *Dieu*, que s'ils n'obéissoient à son vouloir, *il les feroit tous*
“ *mourir*. Laquelle parole venue à la cognissance de *La*
“ *Vacquerie* lors premier président & homme vertueux sur tout
“ autre, lui & tous les Conseillers avecques leurs robes d'es-
“ carlate, comme s'ils fussent allez en une procession so-
“ lemnelle, se présentèrent devant la face du Roy, lequel
“ esbahi de ce spectacle en temps indeu s'informa d'eulx ce
“ qu'ils demandoient: *La mort, Sire, répondit La-*
“ *vacquerie* pour tous les autres, *laquelle il vous a pleu nous or-*
“ *donner, parce que tous tant que nous sommes, plusôt sommes résolus*
“ *unanimement de la souffrir, que contre nostre conscience vérifier*
“ *vostre Edit*. Chose qui rendist ce Roy au demeurant tu-
“ multueux le possible si confus, qu'avec douces paroles il
“ il les renvoya sains & sauvés, sous une protestation de ne
“ présenter de là en avant des lettres qui ne fussent de com-
“ mandement Royal, c'est à dire de justice.”

Pasquier. Pour parler du prince, page 1000: à la suite
des recherches,

Parle-

Parlement de Paris soutenoit qu'il devoit y être réuni, & que par cette réunion il devenoit inaliénable.

Cette maxime de l'inaliénabilité du domaine de la Couronne avouée & reconnue en 860, ainsi que le démontre le *Placitum* cité dans le chapitre précédent, avoit été consacrée de nouveau sur les doléances des Etats-Généraux par l'Ordonnance de Charles V en 1356, & par celle de Charles IX en 1566. Henri IV hésitoit de se soumettre à cette loi fondamentale ; le Parlement de Paris en réclama l'exécution avec énergie & constance ; ses remontrances eurent enfin le succès qu'il devoit en attendre. Henri IV par son Edit du mois de Juillet 1607 unit inséparablement son patrimoine tenu en fief de la Couronne au domaine sacré de son Etat. Cette formalité étoit inutile : l'Ordonnance de Moulins y avoit pourvu ; néanmoins elle sert à prouver l'impuissance où est le Roi de changer les loix fondamentales ou constitutives de l'Etat & l'utilité des Corps, à qui le dépôt en est confié, pour les rappeler lorsqu'on les oublie.

Tôt ou tard leurs remontrances ont le succès que la loi leur assure, même quand des Ministres pervers, se croyant tout permis, abusent pour un instant de la confiance du Roi & osent lui conseiller des mesures attentatoires au droit sacré de la propriété *, principe & base de toutes les sociétés.

* " Cause primordiale & objet essentiel des associations humaines. . . . Point central de tous les autres droits. . . . Pour la conservation de laquelle il y a des loix, des juges, une force publique. . . . dont il appartient à toutes les Nations de rendre la conservation inviolable,

" parce

La loi qui veille sans cesse dirige & fixe l'opinion générale : bien différente alors de ce mouvement toujours aveugle & tumultueux, que les novateurs du jour appellent *le plus saint des devoirs*, la loi la forme lentement, parce qu'elle est le résultat de la raison éclairée, elle la développe sans commotion, parce qu'elle est mesurée & réfléchie ; aussi cette opinion n'est jamais l'effet des menées sourdes & des intrigues des factieux & des conspirateurs ; ce fut elle qui, créée par la loi, manifestée par les remontrances du Parlement de Bordeaux & soutenue par la réunion simultanée des propriétaires de la province de Guyenne & de tous les propriétaires du Royaume partageant avec raison leurs allarmes, força la justice de Louis XVI de retirer en 1786 les Lettres-patentes qu'il avoit adressées au Parlement de Bordeaux relativement aux alluvions.

Le but ou le motif de ces Lettres-patentes étoit de mettre le Roi en possession de toutes les terres que les rivières, en se retirant, laissoient à découvert sur l'une ou l'autre de leurs rives. Cette prétention étoit fondée sur ce que les îles & îlots qui se forment dans les fleuves faisant partie du domaine & appartenant au Roi, les alluvions provenant du cours irrégulier de ces mêmes fleuves devoient y être assimilées & déclarées domaniales.

Le Parlement de Bordeaux refusa d'enrégistrer des Lettres-patentes dont les dispositions portoient atteinte au droit sacré de la propriété. Dans les remontrances qu'il fit à ce sujet, il repréSENTA au Roi que jamais les fleuves & les rivières ne donnoient un accroissement de terrain sur une de

" parceque c'est l'intérêt & le devoir de tous les gouvernements."

Tableau de l'Europe jusqu'au commencement de 1796 : par M. de Calonne, Ministre d'Etat, pag. 139, seconde édition.
leurs

leurs rives qu'ils ne couvrissoient de leurs eaux une étendue à peu près pareille sur la rive opposée : que la mobilité du lit de certaines rivières exposoit journellement les propriétaires à ces variations & aux dommages qu'elles entraînent ordinairement : que les terres laissées à découvert n'étoient qu'une compensation & souvent qu'un foible dédommagement pour celles qui leur avoient été enlevées, ou qu'ils pouvoient perdre par la suite : que d'ailleurs ils en jouissoient & en avoient toujours joui paisiblement, qu'elles étoient entrées dans les partages, qu'elles avoient été constituées en dot, enfin qu'elles faisoient partie des héritages & étoient devenues, par le laps de temps qui s'étoit écoulé, des propriétés sacrées.

La réponse à ces remontrances fut des Lettres de jussion ordonnant au Parlement de Bordeaux de procéder sans délai à l'enregistrement des Lettres-patentes. Il étoit bien évident que la religion du Roi avoit été surprise. Le Parlement pour l'éclairer fit de nouvelles remontrances : il fut mandé à Versailles. Le Ministre, qui avoit conseillé à son maître une mesure si attentatoire au droit sacré de la propriété, l'avoit engagé à déployer l'appareil de son autorité pour faire transcrire les Lettres-patentes sur les registres du Parlement ; mais l'opinion générale décidée par la loi avoit éclairé le Législateur : ce fut de la bouche même de Louis XVI que les Magistrats apprirent que les Lettres-patentes étoient retirées.

Le même Monarque remercia le Parlement de Bretagne du zèle qu'il avoit montré dans une circonstance à peu près semblable ; il s'agissoit d'un intérêt majeur.* L'abus contre

* En 1785 le Parlement de Bretagne ayant eu connoissance qu'on vendoit à la Manufacture de Morlaix & dans les grandes

lequel réclamoit le Parlement de Bretagne pouvoit compromettre la santé & la vie d'un grand nombre de citoyens. Après l'examen de ses remontrances des Lettres-patentes

grandes villes de la Province, principalement à Rennes des tabacs de mauvaise qualité, ordonna que la vérification en seroit faite par des commissaires du Parlement & des Chymistes. Cette vérification ayant prouvé que les tabacs contenoient une grande quantité d'eau & des matières nuisibles à la santé, notamment *du verre pilé*; le Parlement rendit un Arrêt pour en ordonner la saisie: & sur le point d'entrer en vacances, il chargea la Chambre des vacations de suivre la procédure de cette affaire. La chambre des vacations rendit un Arrêt pour faire brûler une grande quantité de ces tabacs de mauvaise qualité; & cet Arrêt ainsi que toutes les mesures qu'elles avoit prises, furent approuvés par le Parlement lorsqu'il reprit ses fonctions à la St. Martin. Dans l'intervalle les Fermiers-généraux avoient porté leurs plaintes au Contrôleur-général des finances: & le résultat de leurs démarches avoit été l'envoi de plusieurs lettres au Parlement de Bretagne désapprouvant sa conduite, & enfin la cassation de ses Arrêts. Le Parlement qui avoit déjà fait des remontrances sur les premières lettres, en fit de nouvelles, quand il apprit que ses Arrêts avoient été cassés; elles restèrent sans réponse. Croyant de son devoir de faire parvenir au Roi la vérité qu'on vouloit lui cacher, le Parlement de Bretagne prit le parti d'envoyer une députation à Versailles & de demander une audience au Roi. C'est à la suite de cette audience que, ses remontrances examinées dans le Conseil du Roi, sa conduite fut approuvée, & que Louis XVI lui fit adresser des Lettres-patentes en témoignage de la satisfaction qu'il éprouvoit que le zèle de son Parlement eût arrêté le débit d'une denrée dont l'usage pouvoit être si préjudiciable à la santé d'un grand nombre de ses sujets.

lui furent adressées en témoignage de la satisfaction que le Roi avoit de sa conduite.

Ces faits & une foule d'autres dont toutes les Cours Souveraines du Royaume m'offroient des exemples, mais que les bornes de cet ouvrage ne me permettent point de citer, démontrent l'absurdité des calomnies répandues par les novateurs & combien sont salutaires les formes qui, précédant l'exécution de la loi, préviennent le Législateur contre les pièges de la séduction & défendent la sûreté, la liberté & les propriétés des sujets contre les abus de l'autorité.

Ces formes protectrices, sans rompre les liens qui unissent le Souverain & son peuple & sans briser les ressorts du gouvernement, offrent le seul moyen de résistance légale, & multiplient les précautions qui peuvent faire jouir les sujets des avantages de la Monarchie.

TROISIÈME PROPOSITION.

Le Roi Souverain Législateur ne peut changer les loix fondamentales ou constitutives.

Cette troisième proposition est la conséquence des deux précédentes ; leur développement a démontré que les loix fondamentales sont sous la sauvegarde du Roi & des trois Ordres de l'Etat :

Que le dépôt en est confié à des Corps permanents chargés de veiller à leur conservation, & de les rappeler lorsque l'erreur d'un moment les fait oublier :

Que toute loi faite par le Roi, en sa qualité de Souverain Législateur, est soumise à des formes consacrées par la Constitution;

Que ces formes l'avertissent sans cesse que la puissance Législative qu'il exerce sans dépendance & sans partage a des limites qu'il ne peut franchir.

D'où il résulte que le Roi Souverain Législateur, source de tout pouvoir dans son Royaume, qui ne doit compte qu'à Dieu de l'exercice de la puissance Souveraine, est dans l'heureuse impuissance de changer les loix fondamentales ou constitutives.

C H A P I T R E V.

E T A T D E S P E R S O N N E S

*Sous la première race,
Sous la seconde race,
Au commencement de la troisième race,
A l'époque de la révolution.*

JE crains de fatiguer mes lecteurs en les ramenant aussi souvent au berceau de notre Monarchie ; mais pour démontrer que depuis sa fondation jusqu'à nos jours les mêmes principes constitutifs ont existé, il est nécessaire que je parcourre successivement ses différents âges. Qu'il me soit donc permis de parler encore de Clovis entrant dans les Gaules à la tête des Francs. Les historiens ont peint leur courage brillant & leur ardeur guerrière, la rudesse & la simplicité de leurs mœurs. Je vais les considérer dans l'état civil mêlés & confondus avec les peuples qu'ils ont soumis.

Les Romains ont désigné sous le nom de *barbares* tous les peuples qui se sont partagés leurs dépouilles. Les Francs, tout barbares qu'ils étoient, avoient cependant des idées de civilisation.

Ils connoissoient & respectoient le droit sacré de propriété : je le prouve par les divers articles de la loi Salique que j'ai cités dans le second chapitre.

Il

Ils admettoient parmi eux des distinctions & des rangs. Ces notions sont celles d'un peuple civilisé. Je les trouve décrites dans Tacite ce peintre admirable des mœurs des Germains.

Les Francs avoient pour les Ministres de leur religion le plus grand respect ; ils jouissoient chez eux des prérogatives les plus éminentes.

Une naissance illustre, de grand services rendus par leurs ancêtres assuroient à ceux qui possédoient ces avantages une place distinguée parmi leurs concitoyens ; ils étoient l'ornement de l'Etat pendant la paix & son plus ferme appui pendant la guerre, *in pace decus, in bello præsidium* : * ce peu de mots exprime leurs droits & leurs devoirs.

On respectoit les vieillards de tout état & de toute condition ; on les consultoit & leurs conseils étoient suivis, parcequ'alors la jeunesse ne se croyoit pas les lumières & l'expérience de la vieillesse.

J'ai dit que les Francs apportèrent dans les Gaules leurs loix, leurs mœurs & leurs usages. Je vais en donner la preuve.

* “ Insignis Nobilitas aut magna patrum merita, Principis dignationem etiam adolescentilis assignant. Cæteri robus bustioribus ac jampridem probatis aggregantur : nec rubor inter comites aspici : gradus quin etiam et ipse comitatus habet, judicio ejus quem sestantur magnaque et comitum æmulatio, quibus primus apud Principem suum locus et Principum, cui plurimi et acerrimi comites. Hæc dignitas, hæ vires magno semper electorum juvenum globo circumdari in pace decus, in bello præsidium.” Tacite de Moribus Germanorum, cap. 13.

Clovis reçoit le baptême, tous les Francs à son exemple embrassent le Christianisme ; ils ont pour les Ministres de leur nouvelle religion les égards & la vénération qu'ils avoient pour ceux de leurs faux Dieux.

Dès le commencement de la Monarchie, nous voyons les Evêques admis aux Conseils du Roi, consultés dans les cas difficiles, participant enfin aux affaires les plus importantes de l'Etat *.

S'élève-t-il quelques différents entre les Rois successeurs de Clovis ? ils ont recours à la médiation des Evêques & des Grands du Royaume †. Veulent-ils mettre fin à leurs querelles ? c'est en présence des Evêques & des Grands du Royaume qu'ils désirent de s'expliquer ; ils les prennent pour arbitres, pour garants de la sincérité & de la fidélité de leurs engagements ‡.

* Voyez les canons du Concile tenu à Orleans en 511 ; & dans le recueil des historiens de France par dom Bouquet, tom. 4. page 54. la lettre circulaire de Clovis aux Evêques.

† *Mediantibus Sacerdotibus atque proceribus* est-il dit dans le traité passé entre Gontran, Childebert II. & la Reine Brunehaud ; Voyez Gregoire de Tours, liv. 9. chap. 20.

‡ Voyez les passages suivants de Grégoire de Tours.
“ Mané autem concurrentibus legatis (Gunthramni et
“ Chilperici) pacem fecerunt pollicentes alterutro, ut quid-
“ quid Sacerdotes vel seniores populi judicarent pars parti
“ componeret, lib. 6. cap. 31.

“ Cùm autem intentio inter Regem Gunthramnum et
“ Chilpericum verteretur, Gunthramnus Rex apud Parisisos
“ omnes Episcopos regni sui congregavit ut inter utrosque
“ quod haberet edicerent, lib. 4. c. 48.

“ Postea vero convocatis Episcopis et majoribus laicorum,
“ duces discutere cœpit.” Lib. 8. c. 30.

Enfin

Enfin sont-ils obligés de partir pour quelques expéditions militaires, ils ne veulent pas que leurs sujets souffrent de leur absence & que le jugement des procès soit retardé ; ils commettent les Evêques pour présider à leur place leur cour Supérieure de justice *.

Tant de marques de confiance, tant d'égards & de prérogatives auroient excité la jalousie des compagnons de Clovis, si animés du même esprit que leur chef, ils n'avoient pas vénéré les ministres de leur religion. Mais ils leur cèdent sans difficulté une préséance qu'ils croient due à la sainteté du Sacerdoce & à la dignité de l'Épiscopat.

J'ai dit que les Francs admettoient parmi eux des distinctions & des rangs. Les titres 15, 34 & 43 de la loi Salique en offrent la preuve. Mais la démonstration de cette preuve exige une explication.

Suivant Tacite, les Germains ne connoissoient que deux crimes capitaux, la trahison & la lâcheté : ils pendoient les traîtres & noyoient les poltrons ; c'étoit chez eux les deux seuls délits publics ; les offenses particulières s'appaisoient par une satisfaction. Cette satisfaction dans le principe étoit le résultat d'une convention réciproque entre les par-

* Dans l'absence du Roi les Evêques faisoient les fonctions de cette cour Supérieure de justice où le Prince présidoit & à laquelle on portoit par appel les sentences des Ducs & des Comtes pour les confirmer, ou les casser.

" Si judex aliquem contra legem injuste damnaverit in
" nostrâ absentiâ ab Episcopis castigetur ; ut quid perperè
" judicaverit, versatim melius discussione habita emendare
" procuret." Const. de Clotaire Roi,

ties ;

ties ; aussi quand elle fut fixée par la loi *, on l'appela *composition*. Sa quotité fut réglée suivant la différence des conditions & des rangs.

La composition pour la mort d'un *Antrusion* ou d'un *Leude* (c'est ainsi qu'on appeloit les Nobles) étoit de six cent sous, pour celle d'un Romain convive du Roi de trois cent, pour celle d'un simple Franc de deux cent, & pour celle d'un Romain de condition ordinaire de cent sous †.

* " Les sages des diverses nations barbares songèrent à faire par eux-mêmes ce qu'il étoit trop long d'attendre de la convention réciproque des parties ; ils furent attentifs à mettre un prix juste à la composition que devoit recevoir celui à qui on avoit fait quelque tort, ou quelque injure. Toutes ces loix barbares ont là-dessus une précision admirable. On distingue avec finesse les cas, on y pèse les circonstances. La loi se met à la place de celui qui est offensé & demande pour lui la satisfaction que, dans un moment de sang froid, il auroit demandée lui-même ‡.

† " Si quis Francum occiderit qui in truste dominicâ est, Sol. 600 culpabilis judicetur. Si quis Romanum hominem convivam Regis occiderit, Sol. 300 culpabilis judicetur. Si quis ingenuum Francum occiderit, Sol. 200 culpabilis judicetur. Si Romanus homo possessor, id est, qui res in pago ubi comanet proprias possidet, occisus fuerit, is qui eum occidisse convincitur, Sol. 100 culpabilis judicetur. Si quis Romanum tributarium occiderit, Sol. 45 culpabilis judicatur." Leg. Sal. Tit. 43.

" Si

‡ Les loix Saliques sont à cet égard admirables. Voyez surtout les titres 2, 3, 4, 5, 6 & 7 qui regardent les vols des animaux.

Esprit des Loix ; liv. xxx, chap. xix.

“ La différence des conditions, dit *M. de Montesquieu*,
“ en mettoit une dans les compositions. . . . La grandeur
“ de la composition sur la tête d'un homme étoit une
“ de ses grandes prérogatives : car outre la distinction
“ qu'elle faisoit de sa personne, elle établissoit pour lui une
“ plus grande sûreté.” *

Les *Leudes* ou *Antrustions* avoient encore des droits dont ne jouissoient pas les autres Francs †. Ils ne pou-

“ Si Romanus homo Francum expoliaverit, Sol. 62 culpabilis judicetur. Si verò Francus Romanum expoliaverit, Sol. 30 culpabilis judicetur.” Ibid. Tit. 15.

“ Si Romanus Francum litigaverit sine causâ, Sol. 30 culpabilis judicetur. Si autem Francus Romanum litigaverit sine causâ, Sol. 15 culpabilis judicetur.” Ibid. Tit. 34.

La loi Ripuaire établit les mêmes proportions entre les Francs & les Gaulois.

* *Esprit des Loix*; liv. xxx. chap. xix.

† Les soidisant philosophes de la fin du dix-huitième siècle enivrés de leur égalité chimérique trouveroient ces distinctions humiliantes, comme si dans tout Etat civilisé l'inégalité des conditions n'étoit pas indispensable. Il n'y a peut-être pas de pays où les rangs soient marqués avec plus de précision & conservés avec plus d'exactitude qu'en Angleterre, même dans la société. Parmi les femmes, entre les paresses, celle qui a un titre supérieur passe devant celle dont le titre est moindre. Les Lords ont des distinctions qui leur appartiennent exclusivement, même des priviléges ; ils ne peuvent être jugés en matière criminelle que par la Chambre des Pairs, ils ne peuvent être mis en prison pour dettes, non plus que les membres de la Chambre des Communes ; tous les autres Anglois qui ne jouissent pas de la même prérogative, en sont-ils humiliés ? Se croyent-ils des esclaves, parcequ'il y a un certain nombre de leurs concitoyens qui ont des titres & des dignités héréditaires ?

étoient éte jugés dans leurs différends que par le Roi. Ils étoient ses compagnons, ses fidèles ; ils siégoient dans ses Conseils, composoient sa cour & son cortège dans les cérémonies publiques. Dans les combats l'honneur du poste le plus périlleux leur appartenoit, la garde & la défense du Prince leur étoient confiées ; leurs descendants * sont encore jaloux de ces glorieuses prérogatives.

Il y avoit donc parmi les conquérants deux classes très distinctes, & l'on voit par la quotité de la composition de la seconde qu'elle se rapprochoit infiniment de celle des vaincus. Quel étoit l'état civil de ceux-ci ? c'est ce qui me reste à examiner.

Il est certain qu'ils ne furent pas réduits en esclavage. Quand tous les monuments historiques n'attesteront pas cette vérité, elle seroit évidente, vu le petit nombre des Francs & la grande population des Romains ou Gaulois.

Il est certain aussi qu'ils conservèrent leurs loix & leurs usages. Toute contestation entre eux étoit décidée suivant les loix Romaines †.

Cette condescendance de la part des Francs est digne de remarque : aussi a-t-elle été rapportée par tous les historiens. Presque toujours les conquérants changent ou adoptent les loix des peuples qu'ils soumettent. Les Francs au contraire en restant attachés à leurs propres loix, laissent en même temps subsister celles des Romaines, des

* Henry IV répondait à un Ambassadeur qui, le voyant à une fête au milieu d'une foule considérable de Gentilshommes, lui témoignoit son étonnement de le voir aussi pressé ; *il faut voir un jour de bataille, ils me pressent bien davantage.*

† " Inter Romanos negotia causarum Romanis legibus præcipimus terminari." Ord. Cloth. 11. art. 4.

Gaule, des Bourguignons, en un mot de tous les peuples qui viennent se fondre dans la Monarchie Françoise. Chacun doit être jugé suivant la loi du lieu où il est né *. Cette maxime est consignée dans les instructions données aux Ducs & aux Comtes chargés de rendre la justice au nom du Roi † ; & comme il leur est impossible de connoître tant de coutumes & d'usages différents, ils sont autorisés à se faire assister par sept des plus notables habitants ‡.

La seule distinction civile existant entre le simple Franc & le Romain consistoit donc dans la différence de la composition ; & encore celui-ci avoit-il la faculté de la faire disparaître, en déclarant qu'il renonçoit à la loi Romaine & qu'il vouloit vivre sous la loi Salique ou Ripuaire. De ce moment sa composition devenoit la même que celle du Franc §.

* " Hoc autem constituimus ut infrā pagum tam Franci,
" Burgundiones, Alamanni, seu de quācumque natione com-
" moratus fuerit, in judicio interpellatus *sicut lex loci continet*
" ubi *natus fuerit*, sic respondeat." Loi Ripuaire, tit. 31.

† Dans la formule 8 du liv. 1er de Marcoulfe qui est intitulée *Charta de Ducatu, Patriciatu vel Comitatū*, il est dit : " Omnes populi ubi commanentes tam Franci, Romani,
" Burgundiones vel reliquæ nationes, sub tuo regimine &
" gubernatione degant & moderentur & eos recto tramite
" secundum legem et consuetudinem eorum regas."

‡ " Tunc Grafo congreget secum septem Raginburgios
" idoneos." Lex Sal. tit. 52. voyez encore le titre 60 de la
même loi, & le titre 32 de la loi Ripuaire.

§ " Si quis ingenuum Francum aut hominem barbarum
" occiderit qui lege Salicâ vivit, sol. 200 culpabilis judice-
" tur." Leg. Sal. tit. 43.

Les services qu'il rendoit à l'Etat, souvent la seule fa-
veur du Prince pouvoient le faire sortir de la classe ob-
scure où il étoit né. Nous avons vu que le Romain con-
vive du Roi avoit une composition de cent sous plus forte
que celle du simple Franc ; il étoit même quelquefois ag-
gréé aux *Leudes* dont il partageoit alors tous les avantages
& toutes les distinctions. Marculfe nous a conservé la
forme de cette espèce d'anoblissement, ou de cette admis-
sion *.

Enfin l'histoire nous apprend que quelques uns des Ro-
mains ou des Gaulois parvinrent aux premières dignités de
l'Etat, & firent des fortunes prodigieuses. On en sera
moins surpris, si l'on yeut remarquer que les Evêques
étoient presque tous de la nation conquise ; jouissant du
plus grand crédit, ils avoient intérêt à favoriser leurs pa-
rents & leurs amis, ceux surtout qui par leurs talents &
leurs services ayoient droit à des récompenses. L'éléva-
tion de quelques hommes d'un mérite distingué devenoit un
encouragement pour tous les autres ; la distance entre les
vainqueurs & les vaincus étant souvent franchie, ne pa-
roissoit plus si considérable. C'est ainsi que dès l'origine
de la Monarchie s'établit cette maxime constamment suivie
depuis, que l'homme de la condition la plus humble peut
parvenir à toutes les places, même aux premières dignités
de l'Etat.

* " Quia ille fidelis, Deo propitio, noster veniens ibi,
" in Palatio nostro, unà cum arimania sua, in manu nostrâ
" trustem & fidelitatem nobis visus est conjurasse, propterea
" per præsens præceptum decernimus ac jubemus ut deinceps
" memoratus ille in numero Antrustionum computetur."
Marculfe, formule 18. liy. 1er.

Tel fut cependant le sort de ces Romains ou Gaulois que plusieurs historiens se sont plu à nous représenter comme des hommes réduits en esclavage. Ajoutez encore qu'à l'époque de la conquête, ils étoient accablés d'impôts de toute espèce par les Proconsuls & tous les suppôts de l'Empire Romain ; le poids en fut allégé par les conquérants : les vaincus ne furent plus astreints qu'au sacrifice indispensable d'une portion de leur propriété, pour avoir la libre & paisible jouissance du reste, qu'à l'acquittement de cette dette sacrée que contracte tout membre d'une association politique pour obtenir du gouvernement sûreté & protection. Le service militaire personnel auquel ils furent aussi assujétis n'étoit qu'une charge accidentelle & les conquérants eux mêmes n'en étoient pas exempts. Il est vrai qu'ils se virent obligés d'abandonner aux Francs une partie de leurs terres, mais c'étoit alors le sort de la guerre : & quoique la coutume des peuples barbares fut de s'approprier la totalité des dépouilles des vaincus, Clovis & ses compagnons d'armes usèrent de la victoire avec modération ; non seulement les Romains ou Gaulois ne furent pas entièrement spoliés, mais ils eurent la libre & entière disposition de ce qui leur avoit été laissé, & même la liberté civile & politique.

Les Francs que Clovis commandoit étoient fiers, libres & indépendants. Pour remplir leurs glorieuses destinées ils avoient eu le bon esprit de renoncer à leur gouvernement aristocratique. Les idées d'un peuple guerrier sont simples : c'est pour les mener au combat qu'ils se donnent un Roi ; ils lui confèrent l'autorité d'un général d'armée. L'envahissement des Gaules est l'objet de leur ambition : ils ont tous un égal intérêt au succès de ce vaste projet ; le Prince communique aux chefs de ses troupes ses plans d'attaque.

d'attaque. La France conquise, le fondateur de la Monarchie associe à ses travaux les compagnons de sa gloire. Quoiqu'il règne en vainqueur sur les peuples qu'il a soumis, il se souvient toujours qu'il n'est que le chef des conquérants, il les admet dans ses conseils : mais faisant participer au même honneur les Evêques & quelques uns des Romains & des Gaulois qui l'avoient utilement servi par leur influence & par leur crédit, il modère par ce mélange la trop grande prépondérance des uns, donne aux autres les moyens de se défendre contre l'oppression, enfin établit entre les Ordres de l'Etat l'équilibre qui fait la base de notre Constitution Monarchique.

En effet la distinction des trois Ordres, leur rang entre eux se trouvent marqués presqu'à l'époque de l'établissement de la Monarchie. Je le démontre encore par la quantité des compositions, & mes lecteurs doivent se souvenir qu'elles étoient réglées suivant la différence des conditions. Or je vois que la composition pour le meurtre d'un Evêque étoit de 900 sous, par consequent un tiers plus forte que celle d'un Leude ; celle d'un Prêtre étoit de six cent sous, celle d'un Diacre de cinq cent, celle d'un sousdiacre de quatre cent *. Voilà la hiérarchie Ecclesiastique conser-

* " Si quis Subdiaconum interficerit sol. 400 componat,
" si quis Diaconum interficerit 500 sol. componat, si quis
" Presbyterum interficerit 600 solidis componat, si quis Epis-
" copum interficerit, 900 sol. componat." Loi Ripuaire,
tit. 36.

La loi Salique établit pour le Diacre une composition moins forte que la loi Ripuaire ; mais elle est la même pour le Prêtre & pour l'Evêque.

vée, mais en même temps la prééminence du Clergé sur les autres Ordres de l'Etat est bien caractérisée. La composition de 600 sous aux Leudes, celle de 200 sous au simple Franc ou au Romain vivant sous la loi Salique ou Ripuaire déterminent encore avec précision la prééminence de la Noblesse ou du second Ordre sur le troisième.

Nous avons peu de monuments des assemblées tenues sous les Rois de la première race; mais ceux qui subsistent encore fournissent une nouvelle preuve de ce que je viens d'avancer. Dans le préambule de la loi Salique corrigée sous le règne de Clotaire II, les places sont assignées à chacun de ceux que le Prince a consultés. Les Evêques sont nommés les premiers, ensuite les Ducs & les Comtes, enfin le reste du Peuple*, & nous verrons que pendant quatorze siècles dans toutes les assemblées de la nation Françoise, cette distinction des trois Ordres & leur rang entre eux ont été constamment observés.

Il est difficile de réunir la précision & la clarté quand on rappelle l'histoire des premiers âges des Empires. Leurs traces sont presqu'effacées, & les interprétations des histo-

" Si quis Diaconum interficerit sol. 300 culpabilis judicetur; si quis Presbyterum interficerit sol. 600 culpabilis judicetur: si quis Episcopum interficerit sol. 900 culpabilis judicetur " Loi Salique, tit. 58.

* " Chlotarius Rex cum Principibus suis, id sunt 33 Episcopis, 34 Ducibus & 79 Comitibus vel cætero populo constituit."

Préambule de la loi Salique corrigé par Clotaire II.

Je vois même le nombre, de ceux des deux premiers Ordres qui assisterent à cette Assemblée, déterminé. 33 Evêques, & 113 Nobles.

riens

ziens qui ont créé des systèmes jettent une grande obscurité sur les monuments dont nous découvrons encore les vestiges ; J'ai cherché à me frayer une route sûre au travers de tant d'écueils, & à présenter la vérité dégagée de tous les voiles dont on a voulu la couvrir * ; si quelquefois je

* Suivant Mr. le Comte de Boulainvilliers tous les Romains & les Gaulois furent mis en servitude ; les seuls Francs étoient libres, les seuls Francs étoient Nobles & tous l'étoient sans exception. Suivant Mr. l'Abbé Dubos il n'y avoit point de Nobles parmi les Francs avant & après la conquête des Gaules, & tous les Romains & les Gaulois sans exception jouissoient de la liberté politique, & il n'y avoit nulle espèce de différence entre les vainqueurs & les vaincus.

L'un & l'autre ont erré, parcequ'il se sont fait un système & qu'ils sont tombés dans l'exagération. Il paroitra évident à tout homme qui voudra lire notre histoire avec attention & sans prévention, que tous les Francs n'étoient pas nobles, puisque la composition du simple Franc n'est que de deux cent sous, & que celle du *Leude ou Antrustion* est de six cent. Si, sans exception, tous les Francs avoient été Nobles & tous les Romains & les Gaulois roturiers, & même dans la servitude, comment Mr. de Boulainvilliers expliqueroit-il la différence de la composition entre le Romain convive du Roi & le simple Franc ? celui-ci n'a que 200 sous, celui-là en a 300 : par quelle bizarrerie le serf auroit-il été mieux traité que le Noble ?

Il est incontestable aussi que tous les Romains ou Gaulois ne jouissoient pas de la liberté politique, puisque la loi Salique les divise en deux classes très distinctes, le Romain possesseur de terre & le Romain tributaire. La composition du premier est de 100 sous, celle du second n'est que de 45 sous.

Mr.

je suis obligé de m'appesantir sur les détails; je réclame l'indulgence de mes lecteurs.

J'ai considéré tous les sujets de la Monarchie Françoise dans l'état civil sous la première race de nos Rois: les vainqueurs & les vaincus étoient libres; c'étoit le droit commun à tous; trop de monuments historiques attestent cette vérité pour qu'il nous soit possible d'en douter. Mais il y avoit parmi les derniers avant la conquête une classe d'hommes nommés *Romains tributaires*. Il paroît que ceux là vivoient dans une espèce de dépendance des autres, les Francs la laissèrent subsister; ils ne changeoient point les loix des peuples qu'ils avoient soumis. Voilà la source de l'erreur des écrivains qui nous représentent les habitants des Gaules dans l'esclavage *. Cette observation étoit

Mr. de Montesquieu a très bien peint les écarts de ces écrivains qui tous les deux sont très estimables & avoient réellement du talent.

Mr. le Comte de Boulainvilliers & Mr. l'Abbé Dubos ont fait chacun un système, dont l'un semble être une conjuration contre le Tiers-Etat & l'autre une conjuration contre la Noblesse: " Lorsque le Soleil donna à Phaëton son char à conduire, il lui dit; si vous montez trop haut, vous brûlerez la demeure céleste; si vous descendez trop bas, vous réduirez en cendres la terre; n'allez point trop à droite, vous tomberiez dans la constellation du Serpent; n'allez point trop à gauche, vous iriez dans celle de l'Autel: Tenez vous entre les deux." Ovide Metamorph. liv. 11.

Esprit des Loix, liv. xxx. chap. 10.

* La meilleure preuve de la fausseté de leur assertion est le texte même de la loi Salique, tit. 43. qui fait la distinction du Romain possesseur de terre & du Romain tributaire. La

nécessaire, mais les bornes de cet ouvrage ne me permettent pas de m'étendre davantage sur cet article. Revenons à l'objet principal.

L'état civil des François au commencement de la seconde race étoit encore tel que je viens de le décrire ; les mêmes loix subsistoient ; aussi voyons nous Charlemagne s'occuper de perfectionner la loi Salique & celle des Ripuaires ; mais il fut obligé de faire des réglements de police sur les bénéfices. Une digression particulière devient indispensable au sujet de ces bénéfices qui ont eu une si grande influence sur le changement de l'état civil des François.

Clovis comme chef des Francs avoit acquis un domaine considérable dans le partage des propriétés conquises ; les guerriers marchant sous ses drapeaux participèrent proportionnellement au même avantage ; mais leurs descendants furent appauvris par les mêmes causes qui diminuèrent la puissance des Rois Mérovingiens & ensuite celle des Carolingiens ; je veux dire le partage égal entre tous les enfants mâles. Les Rois environnés d'une Noblesse belliqueuse ne pouvoient plus lui offrir pour prix de ses services les dépouilles des ennemis ; presque toutes les conquêtes étoient faites ; il fallut cependant la récompenser. Ils introduisirent l'usage de lui accorder la jouissance de quelques portions des terres qui leur étoient échues. Ces dons furent appelés des bénéfices ; ils étoient des démembréments du domaine royal, puisque le traité d'Andely les appelle des

différence de composition entre les deux est énorme ; celle du premier est de 100 sous, celle du second n'est que de 45 sous.

dans

*dons de la munificence royale**. Ils étoient amovibles & révocables suivant la volonté du Prince † ; cependant ceux qui les occupoient profitant de la foiblesse des descendants de Clovis s'arrogèrent insensiblement la faculté de les retenir ; ils firent plus, ils usurpèrent les droits appartenant exclusivement à la puissance royale, tels par exemple que celui de rendre la justice ‡. Bientôt les

* Voyez le Traité d'Andely ; il est rapporté par Grégoire de Tours, liv. ix. chap. 30.

† On ne peut pas douter que les bénéfices ne fussent amovibles (1). On voit dans Grégoire de Tours (2) que l'on ôte à *Sunegisile* & à *Galloman* tous ce qu'ils tenoient du fisc & qu'on ne leur laisse que ce qu'ils avoient en propriété. Gontran éllevant au trône son neveu *Childebert* eut une conférence secrète avec lui & lui indiqua (3) ceux à qui il devoit ôter des bénéfices & ceux à qui il devoit les donner. Dans une formule (4) de Marculfe le Roi donne en échange non seulement des bénéfices que son fisc tenoit, mais encore ceux qu'un autre avoit tenus.

‡ Dom Bouquet nous donne la preuve évidente de cette usurpation. Il cite 12 diplômes ou Chartes de concession de bénéfices

(1) Voyez le liv. 1er. titre 1er. des Fiefs, & Cujas sur ce livre.

(2) Livre xix. chap. 38.

(3) " Quos honoraret muneribus, quos ab honore depeleret." Ibid. lib. vii.

(4) Vel reliquis quibuscumque beneficiis quodcumque ille vel fiscus noster, in ipsis locis tenuisse noscitur. Liv. 1. form. 30.

Voyez l'Esprit des Loix ; liv. xxx. chap. 16,

Princes *fainéants* rélegués dans leurs palais n'ont plus que le vain nom de Roi sans aucune autorité ; elle est exercée par les Maires du Palais.

Le plus puissant de tous Charles Martel songe à frayer à ses enfants le chemin du trône. Vainqueur des Sarrazins, il devient par sa valeur & ses exploits l'idole de ses soldats ; intéressé à les ménager pour en faire les instruments de son ambition, il veut se les attacher encore davantage par des bienfaits. Mais que leur donner ? la presque totalité du domaine royal est envahie, la politique ne permet point d'évincer les détenteurs des bénéfices ; il faut imaginer une ressource extraordinaire : les richesses du Clergé lui paraissent une proie facile à saisir, il s'en empare : avec les biens des Eglises, il crée de nouveaux bénéfices, assujetit ceux à qui il les donne à un service militaire réglé, & pour leur rappeler à quel titre ils les possèdent, & la charge qui leur est imposée, il les nomme ses Vassaux.

Pepin recueillit le fruit de la politique de Charles Martel ; cette armée enrichie par son père le porta sur le trône de Clovis ; la Noblesse, le Clergé lui même se flattant qu'un nouvel ordre de choses pourroit améliorer sa position favorisèrent ce changement de Dynastie : Pepin régna trop peu

bénéfices depuis *Clovis* jusqu'à *Clotaire II* ; aucune ne fait mention des justices.

Le même Dom Bouquet nous cite une charte de *Dagobert* en 630 comme la plus ancienne de celles où l'on trouve la concession de justice. Voyez tom. 4. pag. 628.

Il paroît que depuis, toutes les chartes ont renfermé la même clause, & qu'en 660, époque à laquelle Marculf écrivoit ses formules, cette coutume étoit pour ainsi dire de droit commun.

de temps pour reconnoître ce service, il laissa à son successeur, le soin d'acquitter sa dette.

Charlemagne ne dépossède point les usurpateurs, mais croyant qu'il est dû un dédommagement au Clergé, il lui offre la dîme *, comme une compensation équivalente à ses pertes ; elle n'étoit point encore à cette époque d'un

* " Ut de omni conlaborato & de vino & de fæno pleniter
" & fideliter ab omnibus nona & decima persolvatur. De
" nutritione vero quod in decimâ dandum est, sicut haçtenus
" consuetudo fuit, de omnibus observetur. Si quis tamen
" Episcoporum fuerit qui argentum pro hoc accipere velit,
" in suâ maneat potestate, juxta quod ei & illi qui hoc per-
" solvere debet convenerit." Cap. Baluze, tom. 1er. pag.
1229.

" Ut qui per beneficium Domni Imperatoris Ecclesiasticas
" res habent decimam & nonam dare & Ecclesiarum restau-
" rationem facere studeant." Cap. anno incerto, art. 56.
Baluze, tom. 1er. p. 515.

" De his qui nonas & decimas jam per multos annos aut
" ex parte aut ex toto dare neglexerunt, volumus ut per
" missos nostros constringantur ut secundum capitularem
" priorem solvant unius anni nonam & decimam cum suâ
" lege & insuper bannum nostrum & hoc eis denuntietur,
" quod quicumque hanc negligentiam iteraverit, beneficium
" undè hæc nona, hæc decima persolvi debuit amissum se
" sciatur. Ita enim continetur in capitulare bonæ memoriae
" genitoris nostri in libro 1. cap. 158, item in capitulare
" nostro in libro 2. cap. 21. de eadem re; cap. ann. 829.
" art. 5. cap. 11."

Ce dernier Capitulaire est de Louis le débonnaire ; il est cité ici parcequ'il est calqué sur ceux faits par Charlemagne sur la même matière.

usage général ; un grand nombre de fidèles se faisoit un devoir de la payer, mais ils ne pouvoient y être contraints, il n'existoit point de loi qui en ordonnât le payement.

Pour montrer l'exemple Charlemagne ordonne que la dîme soit levée sur ses propres domaines ; par ce tempérament il concilie tous les esprits ; & pour donner à cet établissement une solidité durable, il veut que les trois Ordres de l'Etat concourent à sa formation, que reconnoissant la dîme comme une indemnité légitime, comme une charge légale, ils fassent le serment de l'acquitter.

En dédommager l'Eglise des richesses qui lui avoient été enlevées, Charlemagne rappelle ses Ministres à l'exercice des fonctions de leur ministère *. En legitimant la

* Au moment où Charles Martel crée des bénéfices purement militaires qu'il dota avec les dépouilles des Eglises, le Clergé, pour prévenir une entière spoliation, offrit lui même de remplir comme les autres titulaires de bénéfices, la charge du service militaire personnel. Charlemagne trouva cet usage établi ; ce Prince étoit très religieux, il en fut scandalisé & fit un capitulaire pour défendre au Clergé de porter les armes ; les Evêques qui pensoient avec raison que le service militaire étoit incompatible avec leurs fonctions, lui avoient eux mêmes demandé cette loi ; néanmoins elle fit beaucoup de mécontents ; le bruit se répandit qu'elle dégradoit le Clergé & le dépouilloit de ses priviléges ; Charlemagne qui n'étoit pas homme à reculer, se crut cependant obligé, pour justifier son précédent capitulaire, d'en faire un autre par lequel il explique les motifs qui l'ont déterminé à défendre au Clergé de faire la guerre ; il annonce que loin d'avoir voulu l'offenser & nuire à ses intérêts temporels, en faisant la loi qu'il a lui même demandée, son intention a été de

possession des bénéfices donnés par Charles Martel, Charlemagne règle la forme du service militaire auquel ils sont assujetis ; il prévient, ou corrige les abus qui pourroient s'introduire dans la manière d'acquitter cette charge *, ré-

manifester des sentiments opposés & que le Clergé sera plus respectable quand il s'attachera exclusivement aux fonctions de son état.

“ Quia instante antiquo hoste audivimus quosdam nos sus-
“ pectos habere, propterea quod concessimus Episcopis & Sa-
“ cerdotibus ac reliquis Dei servis ut in hostes, nisi duo aut
“ tres à cæteris electi & sacerdotes similiter perpauci ab eis
“ electi, non irent, sicut in prioribus nostris capitularibus
“ continetur, nec ad pugnam properarent, nec arma ferrent,
“ nec homines tam christianos quam paganos necarent, nec
“ agitatores sanguinum fierent, vel quicquam contrà canones
“ facerent, quod honores Sacerdotum & res Ecclesiarum au-
“ ferre vel minuere eis voluissemus ; quod nullatenus facere
“ velle, vel facere voluntibus consentire omnes scire cupimus. Sed
“ quanto quis eorum amplius suam normam servaverit, &
“ Deo servierit, tanto eum plus honorare & cariorem habere
“ volumus.” Cap. Baluze, tom. 1. pag. 410.

* Tout homme libre étoit obligé de marcher quand la guerre étoit déclarée, sous les ordres de son Comte ; ils étoient tous soldats & encouroient une amende quand ils ne marchoient pas.

“ Quicumque liber homo in hostem bannitus fuerit, & ve-
“ nire contempserit, plenum heribannum, id est, solidos
“ sexaginta persolvat.” Cap. lib. 3. chap. 57.

Charlemagne régla qu'il faudroit trois manoirs ou 36 arpents, (le manoir ou *Mansus* suivant *Ducange* contenoit 12 arpents) pour être obligé de faire la guerre en personne & à ses frais. N'avoit-on que deux manoirs, on se joignoit à un au-

tre

tablit l'usage ancien de ne donner les bénéfices qu'à vie, & réprime les tentatives de ceux qui voudroient en dénaturer

tre qui n'en avoit qu'un & celui des deux qui paroissoit le plus propre à supporter les fatigues de la guerre, marchoit & son compagnon contribuoit à sa dépense pour un ou deux troisièmes, suivant qu'il étoit possesseur d'un ou de deux manoirs. Trois hommes qui ne jouissoient chacun que d'un manoir s'associoient de même & les deux qui ne faisoient pas le service personnellement contribuoient pour chacun un tiers à la dépense de l'autre. Six hommes dont chaeun n'avoit qu'un demi manoir ne fournissoient qu'un soldat en suivant la même cossisation, & avec une moindre possession on fut exempt de tout service & de toute charge militaire.

“ Qui cumque liber homo mansos quinque de proprietate habere videtur in hostem veniat & qui quatuor mansos similiter faciat, qui tres habere videtur similiter agat. Ubi cumque autem inventi fuerint duo quorum unusquisque duos mansos habere videtur, unum alium præparare faciat; & qui melius ex ipsis potuerit in hostem veniat. Et ubi inventi fuerint duo quorum unus habeat duos mansos & alter habeat unum mansum similiter se sociare faciant & unus alterum præparet, & qui melius potuerit in hostem veniat. Ubiunque autem tres fuerint inventi, quorum unusquisque mansum unum habeat, duo tertium præparare faciant ex quibus qui melius potest in hostem veniat, illi vero qui dimidios mansos habent, quinque sextum præparare faciant.” Cap. an. 807. art. 2.

Charlemagne toujours les armes à la main avoit besoin que ses armées fussent toujours recrutées. Dans ce temps elles n'étoient point payées, chacun faisoit la guerre à ses dépens. C'est par cette raison qu'il avoit fait le Capitulaire qui vient d'être cité. Mais comme il arrivoit que les Seigneurs donnaient,

L'origine & les faire passer pour leurs propriétés personnelles * : mais il ne se réserve pas le droit de les reprendre

noient, soit à prix d'argent ou autrement, des exemptions de service, Charlemagne fit le Capitulaire suivant qui ordonne que dans ce cas le Comte (celui qui devoit commander les hommes libres) payera l'amende de *l'hériban* c'est à dire de 60 sous à laquelle l'homme libre, qui ne servoit pas, étoit condamné.

“ Quicumque liber homo inventus fuerit anno præsente
“ cum seniore suo in hoste non fuisse plenum heribannum (c'est
“ à dire 60.sous) persolvere cogatur ; & si senior vel comes
“ eum domi dimiserit, ipse pro eo eumdem heribannum per-
“ solvat : & quia nos anno præsente unicuique seniori duos
“ homines, quos domi dimitteret, concessimus, illos volu-
“ mus ut missis nostris ostendat, quia his tantummodo heri-
“ bannum concessimus.” Cap. 2. an. 812. art. 9.

Louis le débonnaire porta la prévoyance plus loin ; il régla quelles étoient les exemptions qu'on pouvoit accorder.

“ Ut Vassi nostri & Vassi Episcoporum, Abbatum, Abba-
“ tissarum & Comitum qui anno præsente in hoste non fue-
“ runt heribannum rewadient, exceptis his qui propter ne-
“ cessarias causas & a Domino ac Genitore nostro Carolo con-
“ stitutas domi dimissi fuerunt; id est qui a Comite propter
“ pacem conservandam & propter conjugem (les nouveaux
“ mariés n'alloient point à la guerre la première année
“ de leur Mariage) ac domum ejus custodiendam & ab
“ Episcopo, vel Abbate, vel Abbatissâ similiter propter pa-
“ cem conservandam & propter fruges colligendas, & fami-
“ liam constringendam & Missos recipiendos, dimissi fue-
“ runt.” Cap. lib. 4. art. 70.

* Les bénéfices qui donnoit Charlemagne étoient à vie & on peut en juger par les tentatives que faisoient ceux, à qui

arbitrairement, il détermine les cas où la perte du bénéfice est encourue *. " Enfin, dit Mr. de Montesquieu, on voit dans les loix de ce Prince un esprit de prévoyance qui comprend tout, & une certaine force qui entraîne tout ; les prétextes pour éluder les devoirs sont ôtés, les négligences corrigées, les abus réformés ou prévenus." Je n'ajouterai plus qu'une observation. Charlemagne à l'exemple du fondateur de la Monarchie Françoise maintint une balance exacte entre les trois Ordres de l'Etat, le Clergé, la Noblesse & le Peuple, & fut pendant tout son règne le gardien, le conservateur de l'état civil, de la liberté de ses sujets & de la constitution du Royaume. Mais tels sont les impénétrables décrets de la Providence ! La France, l'Europe entière devoient

ils avoient été accordés, pour les faire passer pour des propres ou des alleux ; en voici la preuve :

" Auditum habemus qualiter & Comites & alii homines nostra beneficia habere videntur comparant sibi proprietatem de ipso nostro beneficio & faciant servire ad ipsas proprietates servientes nostros ad eorum beneficis & Curtes nostræ remanent desertæ," Cap. 5. anno 806. art. 7.

" Audivimus quod alibi reddant beneficium nostrum ad alios homines in proprietatem & in ipso placito dato pretio comparant ipsas res iterum sibi in alodium." Ibid. art. 8.

* " Quicumque ex eis qui beneficium principis habent, parem suum contra hostes communes in exercitum per gentem dimiserit ; & eum eo ire aut stare noluerit, honorem suum & beneficium perdat." Cap. 2. an 812. art. 5.

" Quicumque suum beneficium occasione proprii desertum habuerit & intra annum postquam ei a Comite vel a Missione nostro notum factum fuerit, illud emendatum non habuerit, ipsum beneficium amittat." Cap. 3. an 819. art. 3,

éprouver

éprouver la même révolution; toutes les institutions primitives s'éclipser devant le régime féodal & les principes constitutifs soutenus par Charlemagne, n'être remis en vigueur que longtemps après que ses successeurs auroient été dépossédés. Pour arriver plus promptement à cette heureuse époque; on me permettra de m'arrêter le moins longtemps possible sur les causes qui ont amené la révolution dont je viens de parler.

Sous le règne de *Charlemagne* les bénéfices n'étoient donnés que pour la durée de la vie du titulaire; *Louis le débonnaire* commence à les rendre héréditaires *: *Charles le chauve* va encore plus loin; il permet à ceux qui les possèdent d'en disposer même en faveur de leurs parents éloignés †. Tant de prérogatives, une si grande puissance

* Louis le débonnaire commença à rendre héréditaires les bénéfices qu'il donnoit. En 815 il accorda à un Seigneur nommé Jean & à ses descendants un bénéfice considérable dans le Comte de Narbonne: "Omnia per nostrum donitum habeant ille & filii sui & posteritas illorum." Dom Bouquet, tom. 6. pag. 472.

Dans le même volume, pag. 574 partille donation faite en 832 à Aginulphus; pag. 581, à Adalbertus en 832; pag. 611 à Sulbertus, en 836; pag. 628 à Eccarius en 839. Voyez encore les pages 646, 647, 648, &c.

† " Si aliquis ex fidelibus nostris post obitum nostrum; Dei & nostro amore compunctis, saeculo renuntiari voluerit & filium vel talem propinquum habuerit qui reipublicae prodesse valeat, suos honores, prout melius voluerit, ei valeat placitare." Cap. an. 877. art. 10. Baluze, tom. 2. pag. 259.

Il rendit pareillement les Comtés héréditaires, mais il s'est réservé l'investiture, ainsi qu'on peut en juger par la pièce suivante :

étoient attachées à la possession de ces bénéfices, que les Leudes voulurent y assimiler l'héritage de leurs pères, leurs propriétés territoriales, leurs alleux* en un mot. Ils en fai-

“ Si Comes de isto regno obierit, cuius filius nobiscum sit
“ filius noster cum cæteris fidelibus nostris ordinet de his qui
“ eidem Comiti plus familiares propinquiores fuerunt, qui
“ cum ministerialibus ipsius comitatūs & cum Episcopo in
“ cuius parochiā fuerit ipse comitatus, ipsum comitatum
“ prævideant usque dum nobis renuntietur, ut filius illius
“ qui nobiscum erit de honoribus illius honoremus. Si autem
“ filium parvulum habuerit, iisdem filius ejus cum ministe-
“ rialibus comitatūs ipsius & cum Episcopo in cuius parochiā
“ constitut, eumdem comitatum prævident, donec obitus
“ præfati Comitis ad notitiam perveniat, & ipse filius ejus
“ per nostram concessionem de illius honoribus honoretur.”

Cap. an. 877. art. 3. Baluze, tom. 2. pag. 269.

* Les terres Seigneuriales furent appelées Fiefs, quand le propriétaire en vertu de sa possession étoit obligé de prêter hommage à un autre Seigneur. Ainsi la Normandie étoit un Fief, parceque son Duc prêtoit hommage au Roi de France.

Les terres seigneuriales étoient appellées Alleux, quand le propriétaire ne prêtant hommage à aucun seigneur, ne relevait que de Dieu & de son épée, c'est-à-dire, ne reconnoissoit sur la terre aucun suzerain ou supérieur par rapport à sa possession : ainsi la seigneurie de Hugues Capet comme Roi de France étoit un Alleu, tant qu'a duré le régime féodal ; il y eut dans l'étendue du royaume de France plusieurs seigneuries particulières qui se maintinrent des Alleux. (Il y en a même encore.)

“ Dictus enim Episcopus & successores sui Vivarienses
“ Episcopi qui protempore fuerint, jurare debebunt se esse

“ tris

soient la cession au Prince, qui aussitôt les leur donnoit comme bénéfice. † Enfin sous les successeurs de Charles le chauve, on voit naître la distinction entre le seigneur suzerain, le vassal & l'arrière vassal, entre les alleux & les fiefs.

“ fideles de personis & terris suis nobis & successoribus nostris Regibus Francis, licet terram suam a nemine tenere, sed eam habere Allodalem noscantur.”

Tract, inter Philippum pulchrum & Episcop. Vivari. . .
2 Janvier 1307. Ordonnance du Louvre.

† On ne pourroit le croire, si Marculf ne nous avoit laissé la formule de ces cessions d'*Alleux* & de leur conversion en bénéfice.

“ Ideo veniens fidelis noster, ibi in palatio nostro, in nostrâ vel procerorum nostrorum præsentia, Villas nuncupatas illas, sitas in pago illo, suâ spontaneâ voluntate nobis per fistucam visus est Werpissem, vel condonasse, in eâ ratione, si ita convenit, ut dum vixerit, sub nostro beneficio debet possidere; & post suum discessum, ejus adfuit petitio, nos ipsas Villas fidelis nostro illi plenâ gratiâ visi fuimus concessisse. Quapropter per præsens decernimus preceptum quod perpetualiter mensurum esse jubemus, dommodo tali liter ipsius illius decrevit voluntas, quod ipsas Villas in scriptis locis nobis voluntario ordine visus est Werpissem vel condonasse, & nos prædicto viro illi ex nostro munere largitatis, sicut ipsius illius decrevit voluntas, concessimus, hoc est, in terris, domibus, accolabus, mancipiis, vineis, silvis, campis, pratis, pascuis, aquis, aquartim discursibus, ad integrum quidquid ibidem ipsius illius portio fuit, dum advixerit, absque aliâ diminutione de qualibet re non fructuario ordine debeat possidere, & post ejus discessum membratus ille hoc habeat, teneat & possideat, & suis posteris aut cui voluerit ad possidendum relinquat.” Form. 13.
lib. 1.

Les corvées, les redevances, les péages, les contributions s'établissent, le régime féodal se consolide, une législation nouvelle s'introduit & les descendants de Charlemagne successivement dépouillés abandonnent à un de leurs grands vassaux un sceptre qu'ils ne sont plus en état de porter.

Quel étoit l'état civil des François à l'avénement de Hugues Capet au trône? Il n'existoit plus; le régime féodal l'avoit anéanti. Dans ce bouleversement de toutes les anciennes institutions sociales, je cherche des hommes libres; je ne vois plus que des oppresseurs & des opprimés; la plûpart des descendants de ces mêmes Francs qui ont conquis les Gaules ne sont plus que les vassaux de quelques-uns d'entre eux qui ont fait une fortune brillante & ont été des usurpateurs plus heureux; ils sont obligés de leur faire hommage de leurs propriétés; ils croient affoiblir à leurs propres yeux le désagrément de ceux qui sont dans leur dépendance & qu'ils appellent aussi leurs vassaux. Cette échelle de subordination paroît moins pénible aux uns & aux autres, parce que tous reconnoissent un supérieur dans la personne du Roi, le Seigneur dominant de qui relèvent les fiefs. Mais les enfants des Romains ou Gaulois qui n'ont pas eu le bonheur d'être aggrégés aux Leudes, qui ne sont pas sortis de la classe où ils sont nés, habitants des villes ou des campagnes, tous sont serfs. La terre & les bras qui la cultivent sont dans la même servitude. Les François ont perdu avec la protection royale leur état civil & politique. Les premiers qui en éprouveront les heureux effets, lorsque le Roi commencera à recouvrer son autorité usurpée, sont ceux que le hazard a placés dans ses domaines; ils seront libres longtemps avant que leurs voisins jouissent du même avantage.

Cet heureux changement est dû à la prudence, l'habileté & la persévérance des successeurs de Hugues Capet, Jalous de regner sur un peuple libre, ils s'empressent d'affranchir leurs propres serfs ; à mesure qu'ils réunissent les grands fiefs à la Couronne, ils font participer leurs nouveaux Vassaux aux bienfaits de leur législation ; ils semblent n'ambitionner d'étendre les frontières de leur Royaume que pour avoir le droit de faire un plus grand nombre d'heureux. Enfin ils remettent en vigueur la constitution primitive du Royaume, dont les traces n'avoient pu être effacées par le régime féodal : Dans les assemblées qu'ils établissent sous la dénomination *d'Etats-Généraux** ils rendent aux trois Ordres de l'Etat la place qu'elle leur assigne ; & constamment, à mesure qu'ils parviennent à se ressaisir des droit les plus précieux de la Couronne, ils font revivre tous les principes de notre antique Constitution. Ceux relatifs à l'état civil de leurs sujets ne leur paroissent pas les moins importants, aussi évitent-ils soigneusement de s'en écarter.

Les conquérants avoient laissé subsister les loix des peuples vaincus, les Rois de la troisième race respectent les coutumes établies dans les Provinces qui rentrent successivement sous leur domination ; ils veulent qu'elles

† Quand Philippe le bel en les convoquant pour la première fois y appela le Tiers Etat pouvoit-il prévoir qu'un jour les représentants du troisième Ordre se montreroient les ennemis les plus déclarés de la Monarchie, & détruiroient l'autorité Royale qui avoit toujours été leur égide, à qui ils devoient leur affranchissement & leur existence civile & politique !!!

soient

soient suivies & qu'elles règlent les décisions des juges. Les Romains ou les Gaulois étoient susceptibles de parvenir aux premières dignités de l'Etat ; ils jouissoient de l'avantage d'être aggrégés aux Leudes ou Antrustions. Depuis l'affranchissement des serfs l'entrée de tous les emplois est ouverte aux Français de toutes les classes ; les hommes de la condition la moins relevée parviennent aux premières dignités de l'Eglise, de l'Armée, de la Magistrature. Un mérite distingué, des talents, des services utiles, quelquefois seulement la faveur du Prince font entrer dans l'ordre de la Noblesse des individus du Tiers-Etat, & de ce moment ils jouissent de tous les honneurs, distinctions & prérogatives des Nobles de la plus ancienne race ; la ligne de démarcation entre ces hommes nouveaux & la Noblesse de Chevalerie n'existe que dans l'opinion, elle n'est pas même sensible dans la société, & dans l'ordre civil & politique elle est entièrement effacée. Dans les assemblées de Baillage qui ont précédé les Etats-Généraux de 1789, des petits-fils d'anoblis siégeoient à côté des descendants de ces grands Vassaux qui ont fait la guerre au Roi leur Seigneur Suzeain.

Enfin toute espèce d'inégalité entre les citoyens disparaîssoit dans le temple de la justice & la loi protégeoit également toutes les personnes & tous les biens. Tel étoit l'état civil des Français à l'époque de la Révolution,

C H A P I T R E VI.

DES TROIS ORDRES DE L'ETAT.

LE peuple François est composé de trois Ordres distincts ; le Clergé, la Noblesse & le Tiers-Etat.

Dans l'Ordre du Clergé sont tous les membres de l'Etat ecclésiastique.

L'ordre de la Noblesse est composé de tous les Nobles, sans distinction de l'ancienneté & de l'illustration de leur race, ou de la nouveauté de leur origine *

* Le droit du petit fils d'un anobli, qui a une possession Seigneuriale ou un fief, est le même que celui du Gentilhomme dont l'origine se perd dans la nuit des temps. Aussi quoique l'Ordre de la Noblesse soit composé de Gentilhommes de noms & d'armes, de Nobles de race & d'extraction & de descendants d'anoblis (1), le principe en France est que la Noblesse considérée comme corps politique est *une*. Ce ne sont ni les titres des personnes, ni l'ancienneté de la race qui fixent dans la chambre de la Noblesse aux Etats-Généraux la place de chaque député ; il prend celle de son Baillage ou de sa Province, & les rangs sont marqués suivant l'ancienneté du Baillage, ou la date de la réunion de la Province à la Couronne.

La conséquence du principe de l'unité de l'Ordre de la Noblesse est que les titres ou dignités héréditaires, tels que

(1) Voyez toutes ces définitions dans le Traité de la Roque sur la Noblesse.

Dans l'Ordre du Tiers-Etat sont tous les citoyens qui ne sont point compris dans les deux premiers Ordres.

M P I C A N O

ceux de Ducs & Pair (1) & de Ducs héréditaires ne donnent à ceux qui les possèdent de préséance sur les autres Gentilshommes qu'à la Cour & aucune dans l'ordre politique. Un Duc & Pair de la plus illustre naissance est placé dans la chambre de la Noblesse avant ou après un simple Gentilhomme qui ne peut prouver que trois ou quatre degrés de Noblesse, suivant le rang de la Province ou du Baillage qui l'a député. Les titres de Marquis, Comtes, Vicomtes & Barons dont les rangs sont marqués avec précision en Angleterre, sont portés indifféremment en France par tous les gens de qualité (2) & ne donnent à aucun d'eux aucune préséance sur les autres.

Les rangs entre Gentilhommes existent en France dans l'opinion, & ils y sont tracés en caractères ineffaçables; les dignités ne peuvent faire oublier la nouveauté de l'origine & le titre qui paraît en Angleterre la plus modeste ne peut obscurcir l'ancienneté & l'illustration de la race. Il y a une distance immense entre le Baron de Montmorency chef des nom & armes de sa Maison, & le Duc de Luynes Duc & Pair de France, dont l'illustration date du règne de Louis XIII. Je pourrois citer beaucoup d'autres Maisons illustres qui ont autrefois pos-

(1) Les Ducs & Pair ont une prérogative dont ne jouissent pas les autres Gentilhommes, qui est celle de siéger au parlement.

(2) De simples anoblis, des parvenus s'avisent aussi quelquefois de prendre ces titres; mais on les tourne en ridicule, & cette usurpation ne leur donne pas dans le monde une plus grande considération. Cependant c'est un abus introduit seulement depuis quelques années & qui étoit facile à réformer.

J'ai démontré dans le chapitre précédent que cette distinction des trois Ordres, leur rang entr'eux subsistent depuis le commencement de la Monarchie.

sédé des Souverainetés & qui portent aujourd'hui les titres de Marquis, Comtes, Vicomtes & Barons; l'opinion établit entr'eux & le Duc de Luynes que je viens de citer, une ligne de démarcation ineffaçable.

Le titre de Prince porté par un Gentilhomme n'a en France aucune valeur; il n'est pas reconnu, & il ne donne à celui qui le porte aucun rang, ni dans l'ordre politique, ni dans la société, ni même à la Cour, s'il n'a que celui-là. La preuve en est, que le fils d'un Duc qui a porté le titre de Prince, le quitte pour prendre celui de son père, lorsqu'il hérite du Duché. En veut-on une autre preuve? l'on n'a qu'à calculer la distance immense que l'opinion marque en France entre le Comte de Rieux & le Prince de Poix.

Quoique toutes les nuances dont je viens de parler soient connues de tout le monde, elles ne sont pas sensibles dans le commerce habituel de la vie. La politesse les couvre d'un voile obligant; il n'est jamais soulevé que lorsqu'il s'agit de repousser des prétentions mal fondées; & certainement il n'y avoit aucun pays en Europe, où dans la société les rangs fussent plus confondus, & où les hommes de tous les états vécussent plus intimement ensemble qu'en France, à Paris surtout.

Je sais que tout ce que je viens de dire n'est pas nouveau pour les François; mais c'est principalement pour les étrangers que je fais cette note. Chaque pays a ses usages & ses préjugés. Celui qui n'admet en France entre Gentilhommes de la même classe aucune supériorité ni préséance, qui repousse toute espèce de suprématie que voudroient prétendre ceux qui se qualifient Princes étrangers, n'est point déraisonnable.

Aucun des trois Ordres n'a de droits politiques qui ne soient communs à tous.

Les décisions de deux Ordres ne peuvent lier le troisième, & l'indépendance la plus absolue règne entre les trois Ordres de l'Etat.

La Constitution, en classant chacun des citoyens composant le corps du peuple François en trois Ordres distincts, n'a pas accordé à tous le droit de délibérer dans l'assemblée de leur Ordre. Ce droit est inhérent en même temps à la glèbe & à la personne ; & de même qu'il existe en France trois Ordres de citoyens, il existe aussi trois sortes de propriétés foncières ; les possessions ecclésiastiques, les possessions seigneuriales ou les fiefs, & les possessions vulgaires : sous cette dénomination sont compris les biens ruraux & les maisons.

Pour délibérer dans l'assemblée d'un des trois Ordres, il faut réunir à la qualité de la personne, la qualité de la possession. Ainsi pour délibérer dans le premier Ordre, il

nable. Il se fonde sur l'antiquité commune de leur origine : elle se perd dans la nuit des temps. Tous ou presque tous à l'époque du régime féodal étoient de grands Vassaux, ils jouissoient dans leurs fiefs de tous les droits de la Souveraineté, & sans la destruction du régime féodal, ils seroient Princes indépendants comme les Princes Souverains d'Allemagne ; ils se glorifieroient même d'une origine encore plus ancienne ; car les descendants de ces anciens Frans qui ont conquis les Gaules, & même sans remonter si haut, ceux qui ont placé Pepin sur le trône pourroient prétendre, avec quelque raison, qu'ils datent de plus loin que ceux à qui Charlemagne a donné dans la Germanie des bénéfices qui depuis sont devenus des fiefs. Le hazard a voulu que le régime féodal détruit en France ait subsisté en Allemagne, voilà la seule différence.

ne

ne suffit pas d'être membre du Clergé, il faut encore avoir une possession ecclésiastique, ou un titre de bénéfice. Pour délibérer dans le second Ordre, il ne suffit pas d'être Noble, il faut encore avoir une possession seigneuriale ou un fief †. Enfin pour délibérer dans le troisième Ordre, il ne suffit pas d'être membre du Tiers-Etat, il faut encore avoir une propriété foncière ‡.

† Delà l'usage constamment observé dans toutes les assemblées de Baillage d'appeler tous ceux qui se rendent à l'assemblée de leur Ordre par le titre qui leur donne le droit d'y assister. Tout Ecclesiastique quelque soit son rang dans l'ordre de la hiérarchie est nommé en sa qualité d'Abbé de de Prieur de de Titulaire de la chapelle de tout Noble, tout descendant d'anobli, en sa qualité de Seigneur de . . . ou du fief de . . . Cet usage a encore été suivi en 1789, quoiqu'on eût pris soin de violer toutes les autres formes.

‡ Dans l'origine les gens des *bonnes villes* étoient seuls admis aux Etats-Généraux ; les plus notables habitants étoient toujours envoyés ; les propriétaires les nommoient & les choisisoient toujours parmi eux. Par la suite des temps l'usage s'introduisit de députer quelques non-propriétaires, mais dont les talents avoient inspiré de la confiance & qu'on jugeoit plus en état que les autres de soutenir ou de défendre les intérêts de leurs commettants. Ce choix libre des propriétaires ne peut être regardé comme une dérogation aux principes & n'autorisoit certainement pas l'innovation qu'on s'est permise en 1789, où tout habitant domicilié depuis un an dans la cité, propriétaire ou non propriétaire, a été appelé à voter dans l'assemblée de sa paroisse à l'élection de ceux qui devoient choisir les députés du troisième Ordre aux Etats-Généraux.

Ces

Ces principes ont été observés dans tous les temps ; s'ils n'avoient pas été violés en 1789 †, les propriétés au-

† Quand les Etats-Généraux furent convoqués en 1789, le projet étoit formé d'envalir les propriétés du Clergé, d'anéantir l'indépendance des deux premiers Ordres & de donner à celui du Tiers-Etat une supériorité de forces suffisante pour accélérer leur chute & consommer les funestes projets qu'on méditoit.

Pour en assurer le succès, ne pouvant écarter ceux qui étoient intéressés à s'y opposer, les titulaires des bénéfices, les représentants des communautés religieuses, tous ceux qui ayant des propriétés, les auroient défendues, il falloit imaginer un moyen de rendre leur influence nulle : il falloit enfin joindre la trahison à la lâcheté, les désarmer, pour ensuite les dépouiller plus facilement.

C'est dans cet esprit que le règlement pour l'élection des Députés aux Etats-Généraux a été artificieusement rédigé par un Ministre coupable malgré les réclamations des hommes d'Etat qui ont été consultés pour la forme & dont les conseils n'ont point été suivis.

Tandis que les Chapitres des Cathédrales & des Collégiales, les communautés religieuses d'hommes & de femmes qui avoient des biens considérables ne pouvoient envoyer à l'assemblée du Baillage qu'un député sur vingt personnes, sous le prétexte, que possédant des propriétés en commun, il suffissoit qu'un ou deux individus fussent envoyés pour représenter tous les propriétaires co-partageants : on appeloit tous ceux qui n'avoient rien ou peu de chose, tous les Curés à portion congrue, tout vicaire, tout Ecclesiastique sans titre de bénéfice, même tout desservant de chapelle domestique. On les rendoit les maîtres absolus des élections, on les excitoit à l'insurrection contre leurs supérieurs, on flattoit leur vanité en leur

toient été respectées ; la multitude n'auroit pas renversé

leur disant qu'ils auroient la gloire de régénérer l'Etat, leur intérêt en leur persuadant que leur sort seroit amélioré & que les Cures & Vicariats seroient dotés avec les dépourvus des riches bénéficiers ; quel a été le résultat de ces assemblées dont la composition étoit si vicieuse ? Une nombreuse légion de Curés a été envoyée aux Etats-Généraux : des hommés sans propriétés ont été les représentants d'un corps riche en propriétés foncières, *des hommes qui ne connoissoient rien au-delà des bornes de leurs petites paroisses* (1), ont été choisis pour donner leurs idées & leurs vues sur la réforme du gouvernement, ils sont devenus *les auxiliaires des intriguants du Tiers-Etat, les instruments passifs de ceux par qui ils étoient habituellement dirigés dans leurs petits intérêts de village* (2). Ainsi a été composée la majeure partie des députés du Clergé & peu s'en est fallu que le premier Ordre de l'Etat ne fût entièrement représenté par des Curés à portion congrue ; si les émissaires envoyés dans toutes les Provinces par Mr. Necker pour influer sur les élections n'avoient pas reçu des ordres positifs de faire nommer quelques Evêques, il est vraisemblable qu'aucun d'eux n'aurait été choisi, & par une affectation marquée plusieurs l'ont été les derniers de leur députation.

Il étoit impossible d'écartier les propriétaires de l'ordre de la Noblesse ; ils assistoient tous de droit aux assemblées ; mais pour contrebalancer leur pouvoir, une foule de jeunes gens sans propriétés, les cadets, les fils de famille y sont introduits, la seule qualité de Noble, même d'anobli devient un titre valable. Ces précautions ne paraissent pas suffisantes :

(1) Réflexions sur la Révolution de France, par Mr. Burke.

(2) Ibidem

toutes les institutions sociales ; il n'y auroit pas eu de ré-

il falloit encore donner aux propriétaires intrigants ou conspirateurs le moyen de se multiplier ; il falloit que cet essaim de jeunes gens sans expérience, que ces nouveaux Seigneurs imbûs de toutes les idées d'innovation pussent se porter rapidement à toutes les assemblées où l'on jugeoit nécessaire qu'ils allassent propager les principes qu'on leur avoit inculqués ; on imagine de statuer, 1^o. Que les Nobles pourront aller en personne dans tous les Baillages où ils ont des propriétés ; 2^o. Que ceux qui ne voudront pas aller exercer personnellement leurs droits politiques dans tous les lieux de la situation de leurs biens, auront la faculté de se faire représenter par des fondés de pouvoir ; 3^o. Que le même homme pourra être chargé de deux procurations, ce qui lui donne trois voix en comptant la sienne.

Le résultat de ces étranges dispositions a parfaitement répondu aux vues de celui qui les avoit imaginées. Quinze Nobles porteurs chacun de deux procurations, arrivant dans une assemblée de quarante quatre Gentilshommes qui n'avoient chacun que leur voix personnelle, étoient sûrs en se concertant, de faire nommer qui bon leur sembloit : puis qu'entr'eux quinze, ils réunissoient quarante cinq suffrages ; & au moyen de la faculté donnée à tous les Nobles d'exercer leurs droits politiques dans toutes les assemblées des Baillages où ils avoient des propriétés, la même manœuvre pouvoit être faite par les mêmes individus dans cinq ou six assemblées différentes (1). Aussi tous les conspirateurs s'empressèrent-ils

(1) Mr. le Marquis de Montesquiou a été aux assemblées du Baillage de Provins, du Baillage de Meaux, de la Prévôté & Vicomté de Paris & enfin de la ville de Paris, & par le moyen d'un calcul imaginé par Mr. de Condorcet, Mr. le Marquis

volution*. Qu'on ne dise pas qu'il règnoit entre les Ordres de l'Etat une animosité, ou une rivalité préjudicia-

de solliciter des procurations & les braves & respectables Gentilshommes qui les leur donnèrent étoient loin de prévoir l'étrange abus que l'on feroit de leur confiance ; c'est ainsi que les révolutionnaires, tous ceux sur lesquels on comptoit pour opérer le bouleversement projeté, furent élus ; car l'on scavoit d'avance le nombre des transfuges & des déserteurs de leur Ordre. Les mêmes précautions avoient été prises pour diriger les élections de l'Ordre du Clergé.

Quant au Tiers-Etat on étoit sûr de sa prépondérance en l'autorisant à nommer un nombre de députés double de celui de chacun des deux autres Ordres, surtout si l'on considère que le Clergé, composé comme il l'étoit, devoit lui fournir un grand nombre d'auxiliaires. Quant à sa composition je renvoie mes lecteurs à la description qu'en a donnée Mr. Burke dans son ouvrage sur la révolution de France ; je ne pourrois pas la peindre avec des couleurs plus vraies. Mais j'en ai dit assez pour démontrer que toutes les anciennes formes ont été violées & qu'on avoit pris toutes les mesures nécessaires pour sacrifier l'intérêt naturel des propriétaires fonciers ; ce que les Anglois appellent *the land interest*.

* La coalition des propriétaires en Angleterre est la seule digne qu'il soit possible d'opposer au torrent de la multitude. Tant qu'ils resteront unis, ils se garantiront des malheurs de

Marquis de Montesquiou a été nommé député de l'ordre de la Noblesse de la ville de Paris par 60 suffrages, quoique les électeurs fussent au nombre de près de 400 ; c'est à-peu-près dans cette proportion qu'on peut compter la majorité du Royaume approuvant les décrets de l'assemblée soi-disant constituante.

bes à l'intérêt commun. Les priviléges personnels en matière d'impôts étoient le seul prétexte apparent de divisions qui pût exister entr'eux, & les membres des deux premiers Ordres étoient très-disposés à en faire le sacrifice *. Il n'y

la France ; s'ils se divisent jamais, ils sont perdus. La révolution Françoise est la guerre des pauvres contre les riches, de ceux qui n'ont rien contre ceux qui ont quelque chose, & dans tous les pays du monde le nombre des non-propriétaires excède celui des propriétaires. Quoique ces vérités ayent été souvent rebattues, elles ne sont pas encore assez généralement senties par ceux qui y ont le plus grand intérêt. En France elles étoient méconnues au commencement de la révolution : une foule de Gentilshommes, les jeunes gens surtout voyoient avec indifférence attaquer les propriétés du Clergé, ils ont même applaudi à leur envahissement ; ils ne réfléchissoient pas que le Clergé dépouillé, les richesses de la Noblesse exciteroient aussi la cupidité des novateurs ; la suppression des droits féodaux avoit été le prélude des usurpations & bientôt la violence & les massacres les ont consommées ; le bourgeois a vu avec une stupide insouciance violer les propriétés des deux premiers Ordres, les siennes ont eu le même sort, & dans une révolution de sept années, presque toutes ou au moins la majeure partie a changé de possesseurs. La misère de tous les anciens propriétaires, le luxe insolent de tous les détenteurs de leurs biens attestent ce bouleversement général ; s'il étoit consacré par la possession, si tant de vols, de crimes, de massacres & d'usurpations étoient légitimés par la *reconnaissance* du monstrueux gouvernement établi en France, quel encouragement pour les novateurs & les nécessiteux de tous les pays !

* Et en vérité ce sacrifice est médiocre. En effet en quoi consistoient donc ces priviléges dont on a tant parlé & sur lesquels

avoit donc aucune entrave, aucun obstacle pour opérer le bien général. On ne l'a pas voulu ! On a préféré un bouleversement total à la réforme de quelques abus !

lesquels les étrangers ont encore des notions si fausses ? Un Gentilhomme qui faisoit valoir lui même ses terres ne payoit pas la taille : mais ce privilège ne s'étendoit qu'à l'exploitation de deux charrues, souvent même d'une seule ; c'est à dire il pouvoit faire valoir, en exemption de taille, trente ou soixante arpens ; pour le surplus il étoit obligé de payer la taille. Les bourgeois de Paris dans tous les temps comblés des bienfaits de nos Rois, si souvent séditieux & presque toujours ingrats jouissoient du même privilège, au moins pour toutes les terres labourables renfermées dans leurs enclos ; & je crois qu'on pourroit dire, sans craindre de hazarder une assertion téméraire, que le nombre des bourgeois de Paris jouissant du privilège d'exemption de taille seulement dans la banlieue de la capitale excédoit celui des Gentilshommes jouissant du même privilège dans toute l'étendue du Royaume. La raison en est simple, ceux-ci étoient presque tous au service : obligés de passer la plus grande partie de l'année à leurs régiments, ils étoient dans la nécessité d'affermir leurs terres ; il n'y avoit donc réellement que les Gentilshommes ne servant pas, & le nombre en étoit peu considérable, ou ceux retirés du service qui fissent eux-mêmes valoir leurs terres ; & comme la mojeure partie étoit extrêmement pauvre, les sommes qu'elle auroit payées n'auroient pas augmenté de beaucoup le produit des impositions. Quant à tous les autres Gentilshommes, ils payoient réellement la taille. Pour rendre cette vérité sensible aux étrangers, je me crois obligé d'entrer dans quelques détails.

Nous connoissions en France deux espèces de taille ; la taille réelle & la taille personnelle.

L'indépendance réciproque des trois Ordres de l'Etat étoit la base & la sûreté de notre Constitution. La double représentation du Tiers-Etat la rendoit illusoire & la composition vicieuse des trois Ordres devoit l'anéantir. C'étoit une perfidie profondément calculée, & elle n'a que trop bien,

Dans les provinces où l'on a fait des *Cadastres* pour la répartition des impositions, à l'époque de leur confection les terres ont été divisées en deux classes distinctes. Celles qui appartenloient aux Nobles ont été appelées *terres Nobles* & exemptes de taille; celles qui appartenloient à des citoyens du Tiers-Etat ont été appelées *terres roturières* & assujetries à la taille. Par cette distinction, la taille dans ces provinces est réelle, c'est à dire levée sur les fonds de terre. Aussi en changeant de propriétaires, les terres n'ont pas changé de nature. Un Gentilhomme qui possède aujourd'hui dans les provinces ainsi cadastrées une terre roturière paye la taille, & un homme de l'ordre du Tiers-Etat qui possède une terre noble est exempt de taille. Et à raison de cette différence, dans les lieux où la taille est réelle, les terres nobles se vendent plus cher que les terres roturières.

Dans les provinces au contraire où la taille est *personnelle* (& il faut remarquer qu'elle est personnelle dans les trois quarts du Royaume) c'est la qualité de la personne qui exploite la terre qui détermine si elle doit payer la taille ou en être exempte; & comme presque toutes les terres, ainsi que je l'ai démontré au commencement de cette note, sont affermées, comme d'après nos préjugés un Gentilhomme ne peut pas être fermier, il en résulte que tous les fermiers payent la taille, celui d'un Gentilhomme, & même celui d'un prince du sang Royal, & en dernière analyse c'est le seigneur qui la paye, puisque le prix de cette taille est toujours déduit sur celui des fermages.

réussi

réussi au gré de celui qui l'avoit conçue pour le malheur de la France *.

* Avec quelle ténacité Mr. Necker n'a-t-il pas poursuivi son détestable projet ! pourquoi l'homme de bien n'est-il presque jamais capable de la même constance ? Un étranger parvenu à obtenir la confiance d'un grand Monarque, qui dans la circonstance la plus importante de son règne lui propose de changer les usages établis, de violer les anciennes formes, devoit rencontrer de grands obstacles, une opposition presque générale, au moins de la part des hommes sensés & raisonnables ; ces difficultés ne l'effrayent pas ; il sait que le Roi désire passionnément le bonheur de ses sujets, il lui tendra les pièges les plus perfides ; il lui représentera le Tiers-Etat opprimé par les deux premiers Ordres, si par le nombre de ses représentants il n'est pas en état de lutter contre eux ; il lui peindra le troisième Ordre soumis & respectueux, disposé à concourir avec son Roi au bien général du Royaume ; il parviendra à l'ébranler : mais avant de prononcer définitivement Louis XVI veut consulter tous ses Ministres séparément, il veut que chacun d'eux lui parle avec franchise. Telle est la cruelle destinée des Princes, la diversité des opinions augmente leur embarras. Le Roi est combattu par le désir de rendre son peuple heureux & la crainte qu'une innovation de cette nature n'ait les suites les plus fâcheuses.

Voilà où l'attendoit Mr. Necker ; il avoit lancé dans l'ârène une foule d'écrivains à ses gages, avoit envoyé dans toutes les provinces des emissaires pour donner le mot de ralliement ; de toutes parts il arrivoit des pétitions des villes & des corporations qui demandoient la double représentation du Tiers-Etat. Il fait envisager au Roi ces requêtes mendiées comme l'expression du vœu général, il lui fait craindre un soulèvement, peut-être même une guerre civile, si par égard pour les deux premiers Ordres, le Roi ne donne pas cette

pour

Trois Ordres indépendants les uns des autres opinant librement & séparément apportoient dans leurs délibérations cette mesure & ces lenteurs si utiles, indispensables même, j'ose le dire, pour murir les affaires soumises à leur discussion ; l'austérité des formes arrête le choc des passions, dissipe les prestiges de l'éloquence & oppose à l'impétuosité du caractère le calme de la raison. Aucun peuple au monde * n'avoit plus de besoin de ce frein salutaire que les

satisfaction au plus nombreux des trois. Louis XVI après avoir hésité longtemps est entraîné, les Notables qui avoient été consultés sont congédiés ; la majorité des bureaux avoit été contre la double représentation du Tiers-Etat : & quelle majorité ! les Notables étoient divisés en sept bureaux ; six avoient rejeté d'une voix unanime cette innovation ; un seul l'avoit adoptée, & encore sur vingt cinq personnes qui le composoient douze avoient été d'avis de ne pas l'admettre. Aussi Mr. Necker dans son rapport au Conseil sur cette importante question, eut l'impudence de présenter *la minorité des Notables & le bruit sourd de l'Europe* comme des autorités qui prouvoient la nécessité de la double représentation du Tiers-Etat. Ce trait & le rôle qu'a joué Mr. Necker depuis le commencement de la révolution jusqu'au jour où il fut hontement congédié par ses complices prouvent évidemment qu'il y a eu dans sa conduite encore plus d'ineptie que de perfidie. C'est lui faire trop d'honneur que de lui supposer les conceptions hardies & les combinaisons savantes d'un chef habile de conjurés ; il n'a été qu'un misérable charlatan, le jouet des conspirateurs, qui, coanoissant sa vanité, l'avoient flatté de l'espoir de jouer en France le même rôle que Mr. Pitt en Angleterre ; c'étoit la fable du bœuf & de la grenouille.

* L'extrême vivacité des François se manifeste non seulement dans le commerce habituel de la vie, mais même dans

les

François ; la constitution le leur avoit donné : il falloit le rompre pour les entraîner dans l'abyme où l'on vouloit les précipiter ; il falloit confondre tous les Ordres dans une assemblée tumultueuse, admettre une multitude avenge & féroce aux délibérations, permettre même qu'elle s'arrogeât le droit de les dicter, enfin marquer les victimes qu'elle devoit immoler à ses fureurs *.

les assemblées politiques. Une nation aussi impétueuse avoit plus de besoin que toute autre que les délibérations de ses représentants fussent assujéties à des formes lentes ; mais elles auroient gêné le mouvement révolutionnaire. Ces conflits d'intérêts entre les trois Ordres auroient présenté une barrière insurmontable aux résolutions précipitées & surtout aux innovations. Il falloit des mouvements convulsifs pour tout briser & tout détruire.

* Les étrangers qui ont appris par les gazettes le massacre de plusieurs Gentilshommes, l'incendie de leurs châteaux & de leurs chartiers ont dû attribuer leur infortune au désespoir longtemps comprimé des paysans leurs vassaux ; ils ont dû se persuader que des hommes irrités saissoient l'occasion de se venger des mauvais traitements qu'ils avoient reçus ; & ils ont dû croire en conséquence que ces Gentilhommes si maltraités avoient dans leurs terres un grand pouvoir, l'exerçoient avec dureté, ou même en abusoiient ; Eh bien ! ils n'avoient aucune autorité sur les paysans de leurs terres ; ils avoient fréquemment des procès avec eux, & dans le temple de la justice, dans la discussion & l'examen de leurs droits respectifs, il règnoit entre le seigneur & son vassal la plus grande égalité. Celui qui soutenoit la mauvaise cause étoit condamné. Quel auroit donc été le sujet de mécontentement des paysans contre leur seigneur ? Etoit-ce la perception des droits seigneuriaux ? il faut encore expliquer aux étrangers la

nature

Ces détails affligeants sont étrangers à mon sujet. L'histoire de notre révolution sera tracée en caractères de sang

nature & l'origine de ces droits; car plusieurs d'entr'eux ont sur cet objet & sur beaucoup d'autres les notions les plus fausses.

Les droits seigneuriaux les plus généralement en usage en France étoient les lods & ventes, les champarts & les cens & rentes. Les lods & ventes étoient un droit dû au seigneur sur le prix des terres vendues dans sa mouvance; il étoit dû par l'acquéreur du fond & réglé par la coutume & assez ordinairement le seigneur accordoit une remise du tiers ou du quart de la somme qui lui revenoit. Les champarts étoient un droit payable en nature; il étoit perçu à la 15ème, 20ème, 27ème, 33ème, 50ème gerbe, suivant les diverses localités, & il étoit réglé par des titres ou contrats. Les cens & rentes étoient un droit modique d'un, deux, trois ou quatre sous par mesure de terre, ou bien d'un boisseau, un demi-boisseau, un quart de boisseau de blé & il étoit pareillement réglé par des titres. Ces deux derniers droits n'étoient pas bien rigoureux, surtout si l'on considère qu'ils étoient le prix de l'allégnation, ou plutôt de la cession originaiement faite par le seigneur du fond de terre qui lui appartenloit; quelques foibles qu'ils fussent, cependant les paysans ne les payoient pas toujours avec exactitude & souvent les seigneurs leur en faisoient la remise; les plus sévères étoient ceux qui en exigeoient rigoureusement le payement; c'étoit le seul moyen qu'ils fussent de tourmenter & de vexer leurs vassaux, si toutefois c'est vexer un debiteur que d'exiger qu'il acquitte sa dette; aussi plusieurs de ces seigneurs *exigeants* ont vécu paisiblement dans leurs terres au commencement de la révolution; il suffissoit qu'ils eussent la réputation de n'être pas aimés de leurs vassaux pour qu'on les laissât tranquilles. Ce

sont

dans les fastes de l'univers. J'ai dû me borner à présenter les principes de notre constitution & à démontrer que leur violation a causé tous nos malheurs.

sont les seigneurs les plus bienfaisants, ceux qui avoient fait dans leurs terres des établissements utiles pour le soulagement de l'humanité souffrante qui ont été le plus persécutés & le plus maltraités. La raison en est simple ; leurs vertus & leurs largesses étoient un épouvantail pour les tyrans révolutionnaires qui redoutoient leur influence dans leur canton. C'est par le même motif que l'Archevêque de Paris a été poursuivi à Versailles à coups de pierres & a failli être lapidé ; c'est un fait que tous les étrangers ont pu apprendre par les gazettes ; mais elles ne leur ont pas dit que ce prélat vertueux qui avoit un revenu de 7 à 800,000l. de rentes (30 à 32,000 sterlings) en donnoit tous les ans les trois quarts & demi aux pauvres de la capitale ; que l'hiver précédent dont la rigueur avoit été excessive, son revenu n'avoit pas même été suffisant pour soulagier tous les malheureux dont son active humilité prenoit soin. Etoit-ce le peuple qui vouloit se venger de cet homme charitable ? Je pourrois citer un grand nombre d'exemples du même genre, nommer une foule de personnes respectables *aujourd'hui dans la misère*, qui ont fondé des hôpitaux & qui tous les ans donnoient aux infortunés une partie considérable de leur revenu. Les coupables auteurs de la révolution désespérant de rendre les paisibles habitants des campagnes ingrats envers leurs bienfaiteurs, comme le *Vieux de la Montagne*, envoyoient des bandes d'assassins dans les provinces pour exécuter leurs ordres sanguinaires ; à ces abominables scélérats se joignoient quelquefois des habitants du lieu ; dans quel village n'y avoit-il pas un ou deux mauvais sujets ? Mais le grand nombre étoit stupéfait, gémissait des horreurs dont il étoit témoin & souvent même s'y opposoit.

R

Datis

Dans les endroits où l'on imaginoit pouvoit abuser plus aisément de la simplicité des paysans, on leur envoyoit de faux arrêts du Conseil du Roi, par lesquels il leur étoit ordonné de brûler les chartiers de leurs Seigneurs. Ils exécutoient en gémissant cet ordre cruel, mais ils croyoient obéir au Roi. C'est au nom du Prince le plus humain, le plus avare du sang de ses peuples, qu'on armoit ses sujets les uns contre les autres & qu'on répandoit, sur la surface de son royaume, le carnage & la dévastation.

Ces faits nous paroîtroient incroyables, si nous n'en avions pas été les témoins. Ce qui ne surprenoit pas moins, c'étoit de voir nos modernes législateurs écouter froidement le récit de pareilles atrocités & de les entendre dire que les *Aristocrates** brûloient eux mêmes leurs châteaux, ravageoient leurs possessions, se ruinoient enfin, pour avoir un prétexte de calomnier le peuple & la révolution.

* C'est ainsi qu'on appeloit les Nobles & tous ceux qui n'étoient pas les complices des révolutionnaires.

C H A P I T R E VII.

DES ETATS-GÉNÉRAUX.

L'ASSEMBLÉE des députés ou mandataires des trois Ordres de l'Etat est connue sous la dénomination d'Etats-Généraux. Comme ils ne paroissent pour la première fois dans notre histoire qu'en 1302 ; comme leur fonction principale, depuis ce moment jusqu'à celui où ils ont été pour la dernière fois régulièrement convoqués & assemblés, a été d'accorder les impôts extraordinaires demandés par le Roi, il est indispensable de parcourir les époques antérieures à leur établissement & de donner quelques éclaircissements préliminaires sur les impôts.

Quelle que soit leur dénomination, on ne peut en distinguer que deux espèces : l'impôt ordinaire & l'impôt extraordinaire.

L'impôt ordinaire est la renonciation constante & nécessaire d'une portion de la propriété pour la sûreté de l'autre : renonciation stipulée de droit dans le contrat primitif de toute association politique ; & puisqu'il n'en peut exister aucune dont la propriété ne soit le principe ; puisque sa conservation doit être le but, l'objet essentiel de tous les gouvernements, sous quelque forme qu'ils soient établis : il en résulte que la charge, dont toutes les propriétés ont été grêvées à l'origine des sociétés, est perpétuelle ; parce qu'elle est la garantie de leur sûreté, le prix de la protection qui leur est accordée, en un mot, la base de l'édifice

R 2 social ;

social ; car, sans elle, point de gouvernement : sans gouvernement, point de sûreté : sans sûreté, point de propriété : & sans propriété point de société,

L'impôt extraordinaire est une charge consentie & momentanée, occasionnée par des accidents extraordinaires tels qu'une incursion subite de l'ennemi, une invasion du territoire, toute autre espèce d'aggression qui nécessite une guerre, ou enfin tout événement désastreux qui peut en être la suite, comme la captivité d'un Roi, &c. . . . L'impôt extraordinaire est plus ou moins considérable suivant que le péril est plus ou moins imminent ; il est établi aussi pour la conservation & la sûreté de la propriété ; il doit être proportionné à la gravité du danger qui la menace.

Dès le berceau de notre Monarchie cette distinction existoit entre l'impôt ordinaire & l'impôt extraordinaire.

L'impôt ordinaire étoit, 1^o, Le cens appelé *Census Regalis, Cens Royal* assis sur les propriétés foncières & sur les personnes : 2^o, Les droits de douanne & de péage.

L'impôt extraordinaire étoit le service militaire personnel, les prestations en or, en argent, en bestiaux & en denrées ; il est appelé dans les Capitulaires *census hostilis*, le cens de l'ost . . . *héribannum* l'hériban,

Aucun des monuments de notre histoire ne peut fixer l'origine de l'impôt ordinaire, parce qu'il existoit avant l'invasion des Francs & qu'il subsista après la conquête *

* Au moment de la conquête des Gaules par les Francs, les Romains & les Gaulois étoient assujétis à un cens par tête appelé *Capitation humaine ou personnelle*, à un autre cens ou *Capitation réelle* portant sur les biens fonds, à des prestations de diverses espèces, comme livraisons de denrées, fournitures de chevaux,

comme la garantie de la sûreté de toutes les propriétés, & le prix de la protection que le nouveau gouvernement leur accordoit; mais si les monuments historiques se taisent sur l'origine de cet impôt, tous en attestent l'existence & la levée constante.

Dans les loix faites par les Rois de la première & de la seconde race il en est toujours question comme d'un droit ancien : Clotaire II ordonnoit que tout *cens nouveau injuste-*

chevaux, de chariots, &c., à la garde des villes, à la réparation de leurs murailles, à celle des ponts & grands-chemins, & en outre à tous les impôts indirects que le génie fiscal des suppôts de l'Empire Romain & l'avidité des Proconsuls avoient pu inventer ; & chacun contribuoit à ces différentes charges à raison de sa capitulation foncière. Ceux de mes lecteurs qui voudront avoir plus de détails sur cet objet peuvent parcourir les nombreuses loix fiscales des Empereurs Romains.

J'ai observé dans un des chapitres précédents que le poids des charges supportées par les Gaulois & les Romains fut allégé par les conquérants; un des grands avantages qu'ils leur procurèrent, fut de faire disparaître l'arbitraire. Le cens sur les propriétés foncières étoit souvent augmenté pour satisfaire l'avarice des Agents des Empereurs; il paroît qu'au moment de la conquête sa quotité fut réglée & qu'elle ne varia pas sous les deux premières races; au moins toutes les augmentations furent toujours proscrites par les loix. Au lieu de cette quantité prodigieuse de prestations de toute espèce qui étoient perpétuellement exigées des Romains & Gaulois, ils ne furent plus assujétis qu'au service militaire personnel & à des prestations momentanées pour les frais de la guerre, prestations qui, occasionnées par les circonstances extraordinaires, cessoient avec la cause qui les avoit nécessitées.

ment

*ment ajouté à l'ancien soit supprimé sur la réclamation du peuple *.*

“ Charlemagne dans son Capitulaire de l'an 805 veut que “ le Cens Royal tel qu'il est légitimement dû, soit levé “ soit sur les personnes, soit sur les biens, *sive de propriâ personâ, sive de rebus* †.”

“ En 812 il ordonne à ses envoyés de lever exactement “ les cens, tels qu'ils étoient anciennement dus ‡.”

* “ Ut ubi census novus impiè additus est & à populo re-
“ clamatur, justâ inquisitione emendetur.” Edictum Chlo-
tarrii II. art. 8. an. 615.

† “ Census Regalis, undecumque legitimé exiebat, Volu-
“ mus ut inde solvatur, *sive de propriâ personâ, sive de rebus.*”
Capit. an. 805. art. 20.

Mr. de Montesquieu a cité ce Capitulaire, il l'a mal tra-
duit, il l'a altéré & tronqué, il est vrai que s'il l'avoit cité
littéralement, il lui auroit été difficile d'établir son système ;
il reproche à Mr. de Boulainvilliers & à Mr. l'Abbé Dubos
d'en avoir créé d'exagérés & qui ne sont pas soutenables ;
avec un peu de patience & en faisant un relevé exact de tous
les Capitulaires cités par Mr. de Montesquieu, il seroit aisè
de prouver qu'il a omis ceux qui contrarioient ses idées & n'a
pas toujours été d'une grande fidélité dans ses citations ; les
bornes de cet ouvrage ne me permettent pas d'entreprendre
cette discussion, je me contente de faire remarquer cette er-
reur, parce qu'elle est grave.

Mes lecteurs peuvent vérifier la citation faite par Mr. de
Montesquieu du Capitulaire que je viens de rapporter & la
comparer avec le texte.

‡ “ Ut Missi nostri census nostros diligenter perquirant
“ undecunque antiquitus venire ad partem Regis solebant.”
Capit. an. 812. art. 10.

Dans

Dans la même année Charlemagne, & ensuite Louis le débonnaire, en donnant des terres à défricher aux Espagnols, les exempta du cens *.

En 865 Charles le chauve exempta du payement du cens les propriétaires dont les terres ont été ravagées par les Normands †.

Ces exemptions prouvent évidemment que l'impôt ordinaire étoit de droit commun & que toutes les propriétés y étoient assujéties.

Les droits de Douanne ou de Péage, qui sous la première & la seconde race faisoient aussi partie de l'impôt ordinaire, furent également réglés dès l'origine: aussi Clovis II ordonne qu'ils soient payés sur les mêmes objets & dans les mêmes lieux que sous les Rois Gontran, Chilperic & Sigebert ses prédecesseurs ‡.

Charlemagne déclare pareillement qu'ils doivent être tels qu'ils étoient anciennement ||, & qu'on ne peut exiger aucun nouveau droit.

* Même dans les temps les plus récents nos Souverains ont exempté de toute espèce d'impositions ou droits quelconques, pendant dix & quinze ans, les terres nouvellement défrichées. Voyez les Déclarations de 1767 & de 1768 concernant les défrichements.

† " Nec aliquis census, vel quæcumque exactio ab illis exigetur." Capit. an. 865. art. 31.

‡ " De Teloneo ut per ea loca debeat exigi, vel de ipsis speciebus de quibus tempore parentum nostrorum Gunthramni, Chilperici & Sigeberti Regum est exactum." Edictum Clotarii II. an. 615. art. 9.

|| " De Teloneis placet nobis ut antiqua & justa Telonea a negociatoribus exigantur tam de pontibus quam de navibus
" giis

Nous pourrions ajouter à ces principes des détails sur l'assiette, la répartition & la perception de l'impôt ordinaire ; mais les bornes de cet ouvrage nous forcent de renvoyer ceux de nos lecteurs qui seroient curieux de les connaître à ce qu'en rapporte Grégoire de Tours.

L'impôt extraordinaire sous la première & la seconde race varioit suivant les circonstances plus ou moins urgentes qui le nécessitoient : mais il n'étoit jamais qu'une charge accidentelle, occasionnée par des événements extraordinaires. A cette époque où les guerres étoient fréquentes, tout homme libre, tout propriétaire l'acquittoit communément en marchant à l'ennemi, & il ne pouvoit se soustraire à cette obligation, sans encourir la peine d'une amende * ; indépendamment du service militaire personnel †, tout propriétaire devoit aussi fournir des voitures,

“ giis & mercatis. Nova vero sive injusta ubi vel funes tenu-
“ duntur, vel cum navibus sub pontibus transitur seu his
“ similia, in quibus nullum adjutorium iterantibus præsta-
“ tur, ut non exigantur similiter etiam nec de his qui sine
“ negotiandi causâ substantiam suam de unâ domo suâ ad
“ aliam, aut ad palatium seu in exercitum ducunt.” Capit. 2. an. 805. art. 13.

* “ Si quis *Lege* in utilitatem Regis sive in hostem, seu
“ in reliquam utilitatem bannitus fuerit & minimè adimple-
“ verit, si ægritudo eum non detenuerit, sexaginta solidis
“ mulctetur.” Leg. Rip. tit. 65.

J'ai cité dans les notes du cinquième chapitre un Capitulaire de Charlemagne qui est la répétition presque littérale de ce passage de la loi Ripuaire.

† Voyez les notes du cinquième chapitre sur le mode d'acquitter le service militaire & les loix faites à ce sujet par Charlemagne.

des

des chevaux & des fourages. Cette charge étoit une espèce de cens momentané qu'on appeloit *paraveredus* *.

Enfin lorsque le péril étoit imminent, lorsqu'il falloit de grands moyens pour s'en garantir, des prestations en argent étoient levées proportionnellement à la valeur du mobilier. Ainsi quand Charlemagne commençant à craindre les invasions des peuples du Nord qui déjà menaçoient de faire des descentes sur les côtes de France crut prudent, pour prévenir leurs ravages, de réparer les ports de son vaste empire & de mettre sa marine sur un pied respectable †, il ordonna que tout contribuable payeroit la valeur de la moitié, ou du quart de son mobilier suivant l'échelle de proportion déterminée par son Capitulaire ‡.

* " Ut Missi nostri de omnibus censibus vel pataveredis
" quos Franci homines ad Regiam Potestatem exsolvere debent
" inquirant; & ubi per neglectum dimissum est exsolvi fa-
" ciant & diligenter de singulis comitatibus cuncta descri-
" bant & nobis reuuntient." Capit. an. 865. art. 8.

† Charlemagne fit faire un nombre prodigieux de vaisseaux & ordonna qu'ils fussent toujours armés. Pour avoir une idée de la puissance de ce Prince & de la vaste étendue de l'empire François sous son règne, il suffit de dire que depuis le Danemark jusqu'au Tibre, il avoit des ports & une marine entretenue, c'est à dire, dans la mer d'Allemagne, la Manche, l'Océan, la Méditerranée, les Côtes d'Italie y comprises.

‡ " De heribanno Volumus ut Missi nostri hoc anno fideliter exactare debeant, absque ullius personæ gratiâ, blan-
" ditiâ, seu terrore, secundum jussionem nostram; id est de
" homine habente sex libras, in auro, argento. . . Pannis,
" caballis, bovis, vaccis, vel alio peculio, & uxores vel in-
" fantes non fiant despoliati pro hac re, de eorum vestimentis

Et la preuve, que les hommes libres, les propriétaires étoient assujétis aux impôts extraordinaire de ce genre, se trouve dans un Capitulaire du même Prince par lequel il défend d'exiger, pour leur payement, des terres ou des esclaves, mais seulement de l'or, de l'argent, des armes, des bestiaux, enfin tous les objets qui peuvent être utiles*.

Tels étoient les impôts qui mettoient le Souverain à portée de maintenir le gouvernement dans l'état ordinaire & dans les cas extraordinaire ; & qu'on ne dise pas que ses domaines suffisoient pour d'aussi grands objets ; ils n'étoient affectés qu'à ses dépenses personnelles & étoient alors comme aujourd'hui de deux espèces : les domaines corporels, c'est à dire les terres & les forêts : & les domaines incorporels ou droits domaniaux qui consistoient principalement dans les confiscations & les amendes † & le droit connu sous le nom de *servitium Regale* ‡.

" accipiant legitimum heribannum, id est, tres libras ; qui
" vero habuerit tres libras, solidi triginta ab eo exigantur ;
" qui autem habuerit duas libras, solidi decem ; si vero unam
" libram habuerit, solidi quinque ; ita ut iterum se valeat p̄-
" parare ad Dei servitium & nostram utilitatem." Capit.
an. 805. art. 19.

* " Heribannus non exactetur neque in terris, neque in
" mancipiis, sed in auro, argento, Palliis atque armis & ani-
" malibus atque pecudibus, sive talibus speciebus quae ad
" utilitatem pertinent." Capit. an. 812. art. 2.

† Voyez les titres 55, 57, 61, 65 & 69 de la loi Ripuaire & les titres 59, 63 & 65 de la loi Salique & la formule 11. Jiv. 1er. de Marculfe.

‡ Ce droit ne peut être regardé, que comme une charge locale & accidentelle ; elle avoit lieu quand le Roi voyageoit, &

Ce dernier droit est peut-être le seul que Charles le chauve ait maintenu avec quelque fermeté †. Son règne fut l'époque de la décadence de la race Carlovingienne ; il ne sut, ni s'opposer aux ravages des Normands qui faisoient de fréquentes incursions en France, ni réprimer aucune des usurpations contre la puissance Royale. On pourroit soutenir que le régime féodal, tel qu'il subsista depuis, prit naissance sous son règne, & qu'il se consolida sous ses descendants ; les troubles, le désordre, la confusion & l'a-

& elle ne grêvoit que les Ecclesiastiques & les habitants des villes qui se trouvoient sur son passage ; ils étoient obligés de lui fournir les charriots & palefrois nécessaires pour le voiturer lui & sa suite, & de pourvoir à sa subsistance & à celle de sa cour. Quand les Rois séjournoient long-temps dans une ville, cette charge devenoit très-onéreuse ; aussi les Evêques de France, dans leur lettre à Louis le Germanique en 858, lui conseillent indirectement de ne pas imiter Charles le chauve, de ne pas voyager sous de frivoles prétextes, afin de ne pas ruiner les Eglises & les habitants des villes par des prestations en chevaux, denrées, &c. plus fortes que celles exigées par son père.

† Hincmar Archevêque de Rheims historien contemporain rapporte, qu'ayant reçu ordre du Pape Adrien de cesser tout commerce avec Charles le chauve, il répondit au Pontife, que le Roi suivî de toute sa cour venoit souvent dans sa ville Episcopale & y demeuroit autant qu'il lui plaisoit, que pendant son séjour il étoit obligé comme Archevêque de le recevoir avec somptuosité, de le servir des biens de l'Eglise, comme il le lui commandoit & aussi longtemps qu'il le vouloit, car tel avoit toujours été à cet égard le droit des Rois ses prédécesseurs & qu'il ne s'en départiroit pas.

narchie occasionnés par leurs dissensions & leur foiblesse amenèrent cette révolution dans l'ordre social, révolution que subirent presque tous les Etats de l'Europe & dont Charlemagne auroit garanti la France, s'il n'eût point partagé l'Empire entre ses enfants. Son immense succession fut morcelée : la dignité impériale sortit de sa maison : les Etats qu'il avoit conquis furent usurpés : son patrimoine même envahi : la France fut divisée sous le nom de *fiefs* en plusieurs souverainetés toutes indépendantes les unes des autres ; enfin à l'avénement de Hugues Capet au trône, *le Royaume, dit Mézeray, étoit tenu selon les loix des fiefs, se gouvernant comme un grand fief, plutôt que comme une Monarchie.*

Hugues Capet & ses successeurs furent constamment occupés à chercher à reconquerir l'exercice plein & entier de l'autorité Royale & les droits les plus précieux de la Couronne qui avoient été envahis par les grands Vasaux. Cette lutte entre l'autorité Royale & le régime féodal fut longue & pénible ; les usurpations s'étoient faites rapidement, mais le temps les avoit consolidées.

Sous la première race & longtemps encore sous la seconde, les Ducs & les Comtes, en qualité de gouverneurs dans les Provinces, administroient au nom du Roi tous les droits Royaux & Souverains dans l'étendue de leur Duché ou Comté. C'étoit par leur ordre que les impôts étoient perçus, que les levées d'hommes, de vivres, de munitions, de pionniers étoient faites, Enfin tout ce qui concernoit la justice, la police, la finance & le domaine Royal étoit en leur disposition, chacun dans son gouvernement, mais toujours sous le nom & l'autorité du Roi, comme ses lieutenants & officiers.

Lorsque ces Ducs & ces Comtes, profitant de la foi-blesse du gouvernement, eurent érigé leurs offices en patrimoines héréditaires, ils usurpèrent, *comme étant leur propriété personnelle*, tous les droits qu'ils exerçoient ou percevoient au nom du Roi. Alors toutes les marques de l'autorité Royale furent effacées dans les Provinces, excepté dans celles que possédoit Hugues Capet, comme Duc & Comte, lorsqu'il parvint à la Couronne.

Chacun des grands Vassaux s'arrogeoit donc dans son fief tous les droits de la souveraineté ; & les Rois de France n'en jouirent plus que dans leurs propres domaines. Cependant le Royaume étoit gouverné suivant les loix des fiefs : elles conservoient au Roi sa qualité de Seigneur Suzerain & imposoient aux grands Vassaux des devoirs & des obligations à remplir. Quand le Roi avoit une guerre avec une puissance étrangère, tous les grands Vassaux étoient obligés de marcher sous ses ordres ; quand il avoit une querelle particulière avec un de ces mêmes grands Vassaux, tous les autres étoient neutres, & les seuls Vassaux immédiats du Roi lui devoient le service. Ainsi sous le régime féodal, le mode d'acquitter entre les mains du Roi l'impôt extraordinaire fut le même que sous les première & seconde race ; & ce n'est pas une des bizarries les moins remarquables de la législation née dans l'anarchie du neuvième siècle, que les usurpateurs, en secouant le joug de l'autorité Royale & en s'emparant de tous les droits de la souveraineté, se soient soumis à continuer d'acquitter envers le Roi les charges dont étoient tenus tous les sujets de la Monarchie Françoise, lorsque des événements & des circonstances extraordinaires en amenoient la nécessité *.

* Le temps de service que chaque vassal devoit à son Seigneur, & le nombre d'hommes qu'il étoit obligé de fournir avoient

Les Rois successeurs de Hugues Capet tendirent tous au même but ; ils minèrent sourdement le régime féodal & surent habilement profiter de tous les moyens de l'affoiblir ; l'affranchissement des communes lui avait déjà porté une atteinte sensible : pourachever sa destruction Philippe le bel imagina de créer les Etats-Généraux, d'y appeler le Tiers-Etat & de donner une existence politique à ces mêmes hommes à qui les Rois ses prédécesseurs avaient rendu la liberté.

Ce fut en 1302 que pour la première fois Philippe le bel convoqua les Etats-Généraux de son Royaume. Ils doivent leur naissance à l'autorité Royale ; & inutilement voudroit-on les confondre avec les assemblées du Champ de Mars ou de Mai, ou essayer de persuader qu'ils en sont l'image & les remplacent ; il est aisé de démontrer l'cessive différence qu'il y a entre les assemblées du Champ de Mars ou de Mai & les Etats-Généraux.

Qu'étoient les assemblées du Champ de Mars ou de Mai, relativement à leur convocation, à ceux qui les composoient, aux matières qui y étoient traitées, aux pouvoirs de ceux qui y assistoient ?

Le Roi convoquoit les assemblées du Champ de Mars ou de Mai*. Suivant Hincmar l'usage étoit d'en tenir

511

avoient été réglés & déterminés, & cette espèce de code que la nécessité avoit dicté, étoit suivi avec assez d'exactitude ; ceux qui n'acquittoient pas le service aux termes & conditions prescrites étoient tenus de payer une amende à leur Seigneur Suzerain, ou de composer avec lui lorsqu'ils vouloient s'exempter momentanément de cette charge.

* An. 777 Carolus magnus *generalem populi sui conventum more solemni habuit.* Aymoin de Carol. mag. lib. 4. cap. 13.

deux tous lés ans ; dans l'unè, qui avoit lieu à la fin de l'année, l'état de tout le Royaume étoit réglé * ; dans l'autre on préparoit les mesures pour l'année suivante †.

Quels étoient les membres de ces assemblées ? Tous les Archevêques, Evêques & Abbés, tous les Grands du Royaume, tous les officiers du Prince, soit civils, soit militaires, les Avoués des Abbés & des Abbesses ‡, les *Scabins*

814, 815 Imperator vero . . . venit ad sedem suam aquis & post Pascham habuit magnum conventum populorum.

Tempore subsequenti Dominus Imperator conventum a populo suo celebrari jussit tempore Maii mensis. Incert. Auct. Vitæ Ludovici pii.

817, 818 Ludovicus pius in Theodonis villam convenire generaliter suum populum præcepit. . . .

Sed post paucum tempus idem ad Festum Sti. Martini populum convocavit, &c. Aimoin Hist. Francorum, lib. 5, cap. 13.

Quà hyeme in eodem palatio conventum publicum populi sui celebravit. Incert. Auctor. Vitæ Ludovici pii.

* " Consuetudo autem tunc temporis talis erat ut non " sœpius sed bis in anno placita duo tenerentur. Unum " quando ordinabatur status totius Regni, ad anni vertentis " spatium." . . . Hincmari Epist. 3. cap. xxix. De or-
dine & officio palati.

† " Cæterūm autem aliud placitum habebatur, in quo jam " futuri anni status tractari incipiebatur." Ibid. cap. xxx.

‡ Les Avoués des Abbés & des Abbesses étoient à cette époque des gens du Peuple, des chargés d'affaires, qui rem-
plisoient dans les terres appartenant aux Ecclésiastiques les
mêmes fonctions que les Scabins & les Rachimbourgs dans les
terres appartenant aux laïques : ces places sous le régime
féodal

& les Rachimburgs*. Par conséquent les uns y assistoient par leurs qualités, les autres par le droit de leur naissance, ou par les offices dont ils étoient revêtus par commission du Roi †, & les derniers parce que le Roi les y

féodal acquirent une grande importance. Le Clergé, dont les droits étoient souvent envahis par les Seigneurs, & qui se trouvoit toujours froissé entre les prétentions de ses voisins, songea à se procurer des défenseurs & des soutiens parmi quelques uns de ces mêmes Seigneurs qui avoient intérêt à ne point laisser trop agrandir leurs rivaux ; il leur offrit ces places d'avoué, dont le nom & les fonctions furent dès-lors anoblis par l'existence & la considération personnelle de ceux qui les occupoient. Delà l'origine du titre de Vidame qui est encore porté aujourd'hui par quelques-unes des maisons les plus illustres du Royaume.

* Les Scabins & les Rachimburgs étoient des hommes choisis dans la classe du peuple; voici leur origine & leurs fonctions. Sous la première race, nos Rois envoyoient des Ducs & des Comtes dans les provinces pour rendre la justice en leur nom à leurs sujets. Ces Ducs & ces Comtes ne pouvant connoître toutes les loix des peuples vaincus que par politique les conquérants leur avoient conservées, furent autorisés à prendre, parmi les citoyens les plus notables, sept assesseurs pour les aider & les instruire des loix, us & coutumes du lieu où ils tenoient leurs assises, & ces assesseurs étoient nommés Scabins ou Rachimburgs : *tunc grafo congreget secum septem Scabineos vel Raginburgios idoneos.* . . . Loi Salique, tit. 52. Voyez encore le titre 6 de la même loi & le titre 32 de la loi Ripuaire.

† Les Ducs & les Comtes étoient des officiers militaires & civils qui recevoient des commissions du Prince; le Duc avoit quelquefois sous lui plusieurs Comtes; il y avoit aussi

appeloit *. Il y avoit donc dans les assemblées du Champ de Mars ou de Mai des membres des trois Ordres de l'Etat : du premier à raison de leurs dignités, du second par le droit de leur naissance & à raison des places qu'ils occupoient, & du troisième à raison des fonctions qu'ils remplissoient, mais aucun représentant élu par la Nation.

Quelles étoient les matières traitées dans ces assemblées ? Toutes. Ceux qui les composoient étoient obligés d'y rendre un compte fidelle & détaillé de tous les objets, qui pouvoient intéresser le Royaume, de faire un rapport exact de la situation du pays d'où ils venoient, de déclarer si le peuple étoit tranquille, ou, s'il manifestoit son mécontentement, quelle en pouvoit être la cause ? si enfin il y avoit quelque trouble ou dissension intérieure qui méritât l'attention de l'assemblée.

un grand nombre de Comtes qui n'avoient point de Ducs au dessus d'eux ; ils étoient chargés de la garde des frontières & par conséquent du pouvoir militaire ; ils avoient en outre l'administration civile, judiciaire & fiscale.

Voyez l'auteur incertain de la vie de Louis le débonnaire : la formule 8e de Marculf, liv. 1er. de *Patriciatu, Ducatu et Comitata*, & l'appendix aux formules. La chronique de Frédégaire : les art. 1 & 2 du Capit. de Louis le débonnaire de l'an 815 : le concile *in verno palatio* de l'an 815, art. 8, édition de Baluze.

* " Volumus ut in tale placitum quale nunc jussimus
" veniat unusquisque Comes, & adducat secum duodecim
" Scabineos, si tanti fuerint, sin autem, de melioribus homini-
" bus illius comitatū suppleat numerum duodenarium: simul
" adducat secum *advocatos* tam Episcoporum, Abbatum &
" Abbatissarum." Capit. 2. an. 801. art. 2.

Ils devoient aussi faire connoître l'état des provinces soumises, indiquer celles qui tentoient de secouer le joug & les moyens de les réduire, donner les renseignements qu'ils s'étoient procurés sur les puissances voisines, & dénoncer les projets qu'elles méditoient contre la tranquillité du Royaume *.

L'assemblée la moins nombreuse préparoit les matières ; elle étoit composée des anciens & des principaux conseillers tant clercs que laïques †. Ils formoient le Conseil particulier du Monarque qui ne choisissoit que ceux dont la

* " Unusquisque ex illâ parte regni quâ veniebat, digna
" relatu, vel retractatu secum afferret, hoc eis non solùm
" permissum, verùm etiàm arctiùs commissum erat, ut hoc
" unusquisque studiosissimè, usque dum reverteretur, tam
" infra, quâm extrâ regnum perquireret, si quid tale non
" solùm à propriis vel extraneis, verùm etiàm ab amicis, itâ
" & ab inimicis investigaret, intermisso interim, nec mag-
" nopere, unde sciret investigata persona. Si populus in quâ-
" libet Regni parte, regione seu angulo turbatus, quæ causa
" turbationis esset, si murmur populi obstreperet, vel tale ali-
" quid inæquale resonaret, unde generale concilium tractare
" aliquid necessarium esset, & cætera his similia. Extrâ
" vero si aliqua gens subdita rebellare, vel rebellata subdere,
" si necdum tacta insidias Regni moliri, vel tale aliquid oriri
" voluisset. In his vero omnibus quæcumque cuilibet peri-
" culo imminerent, illud præcipue quærebatur, cuius rei
" occasione talia vel talia orirentur." Hincmar de ordine &
officio palati, cap. xxxvi.

† " Aliud placitum cum senioribus tantùm & præcipuis
" consiliariis habebatur." Ibid. cap. xxx.

fidélité étoit à toute épreuve *. Dans ce Conseil tous les plans étoient proposés, discutés & arrêtés ; le secret le plus inviolable étoit gardé sur toutes les délibérations qui y avoient été prises †, jusqu'au moment où l'on en présentoit le résultat à l'assemblée générale composée de l'universalité des grands du Royaume tant clercs que laïques ‡.

Cette assemblée étoit extrêmement nombreuse, & par cette raison, lorsque le temps le permettoit, elle tenoit ses

* “ Consiliarii autem quantum possibile erat tam clericū
“ quām laici tales eligebantur qui, secundūm suam qualita-
“ tem vel ministerium Deum timerent, deindē talem fidem
“ haberent, ut, exceptā vitā æternā, nihil Regi & Regno
“ præponerent.” Ibid. cap. xxI.

† “ In quo placito jam futuri anni status tractari incipie-
“ batur, si fortē talia aliqua se præmonstrabant, pro quibus
“ necesse erat præmeditando ordinare, si quid mox transactō
“ anno priore incumberet, pro quo anticipando aliquid sta-
“ tuere aut providere necessitas esset. . . . & cum ita per
“ eorumdem seniorum consilium quid futuri temporis actio
“ vel ordo agendi posceret, à longē considerarent, & cum
“ inventum esset, sub silentio idem inventum consilium, ita
“ funditus ab omnibus alienis incognitum usque ad illud ite-
“ rūm secundum generale placitum, ac si inventum, vel a
“ nullo tractatum esset, maneret, ut si fortē tale aliquid aut
“ infrā aut extrā Regnum ordinandum esset, quod præscien-
“ tia quorundam aut destruere, aut certē inutile reddere,
“ aut per aliquam diversam astutiam laboriosius faciendum,
“ convertere voluisset, hoc nullatenus facere potuisset.” Ibid.
cap. xxx.

‡ “ In quo placito generalitas universorum majorum tam
“ clericorum quām laicorum conveniebat.” Ibid. cap. xxix.

réunions dans une plaine, sinon des salles particulières étoient préparées pour recevoir tous ceux qui devoient y siéger, & ils pouvoient suivant la nature des affaires délibérer tantôt séparément, tantôt collectivement*. Les anciens leur communiquoient les plans arrêtés dans le Conseil & leur demandoient leur avis † ; quelquefois aussi par politique on laissoit croire à l'assemblée qu'aucun plan n'avoit été arrêté, ni discuté, afin de lui laisser le mérite de donner elle-même ses idées ‡.

* " *Si tempus serenum, extrā, sin autem, intrā diversa loca distincta erant, ubi & hi abundanter segregati semotim, & cætera multitudo separatim residere potuissent, prius tamen cæteræ inferiores personæ interesse minimè potuerint. Quorumque susceptacula sic divisa erant ut, 1° omnes Episcopi, Abbates vel hujusmodi honorificentiores Clerici, absque ullâ laicorum commixtione congregarentur. Similiter comites vel hujusmodi principes sibimet honorificabiliter a cæterâ multitudine primo mane segregarentur, quousque tempus, sive præsente sive absente Rege occurrerent, & tunc prædicti seniores more solito, Clerici ad suam, laici vero ad utramque constitutam curiam subselliiis similiter honorificabiliter præparatis convocarentur. Qui cum separati a cæteris essent, in eorum manebat potestate, quando simul, vel quando separati residerent, prout eos tractandæ causæ qualitas docebat, sive de spiritualibus, sive de sœcularibus, seu etiam commixtis.*" Ibid. cap. xxxv.

† " *Seniores propter consilium ordinandum, minores propter idem consilium suscipiendum, & non ex potestate, sed ex proprio mentis intellectu vel sententia confirmandum.*" Ibid. cap. xxix.

‡ " *In ipso autem placito, si quid ita exigeret, vel propter satisfactionem cæterorum seniorum, vel propter non solum miti-*

Le Roi assistoit à ses séances toutes les fois qu'il le jugeoit nécessaire ; il y restoit aussi longtemps qu'elle le désirroit & on lui faisoit avec la plus grande familiarité l'exposé fidelle de toutes les questions discutées soit avec charleur, soit amiablement *.

Enfin comme ces assemblées étoient fréquentes, pour qu'elles ne parussent pas avoir été convoquées sans motif, le Roi faisoit mettre sous leurs yeux les plans qu'il avoit conçus ou que le vœu général lui avoit inspirés, pour les examiner, y faire leurs observations dans un, deux, ou trois jours & même davantage, suivant l'importance des matières : mais quelque fut leur avis, qui ne pouvoit jamais être influencé par aucun étranger à qui tout accès étoit sévèrement proscrit, *le Roi seul statuoit dans sa sagesse & ils étoient obligés de suivre sa décision* †.

" mitigandum, verūm etiam accendendum animum populo-
rum, ac si ità priùs inde præcogitatū nihil fuisset, ita
" nunc a novo consilio illorum & inveniretur & eum magna-
" nimis ordo, Domino duce, perficeretur. Ita autem anno
" priore terminato, præfato modo ordinaretur & de secundo."

Ibid. cap. xxx.

* " Quotiescumque utilis esset ad segregatos veniret Rex,
" similiter quoque quanto spatio voluissent, cum eis consis-
" teret & cum omni familiaritate qualiter singula reperta ha-
" buissent referebant; quantaque mutuā altercatione vel
" disputatione, seu amicā contentione decertassent, apertiūs
" recitabant." Ibid. cap. xxxv.

† " Proceres vero prædicti sive in hoc, sive in illo præfato
" placito, quin & primi senatores Regni, ne quasi sine causā
" convocari viderentur, mox autoritate Regiā per denominata
" & ordinata capitula, quæ vel ab ipso per Dei inspirationem
" inventa,

De qui les membres des assemblées du Champ de Mars ou de Mai tenoient-ils leurs pouvoirs ? De leur naissance, de leurs dignités, des emplois dont ils étoient revêtus, des fonctions qu'ils remplissoient. A ces différents titres ils assistoient de droit aux assemblées du Champ de Mars ou de Mai ; ils n'étoient ni des délégués, ni des mandataires ; ils formoient alors par leur réunion le corps politique de la Nation Françoise.

Examinons à présent ce que les Etats-Généraux ont été dans le principe & constamment depuis l'époque de leur établissement.

Le Roi les convoque, les assemble, les proroge, & les dissout suivant sa volonté, & toujours il les appelle de son propre mouvement, dans les occasions où il le juge nécessaire. Depuis 1302 époque de leur première convocation jusqu'à nos jours, c'est-à-dire dans une espace de près de cinq siècles ils ont été assemblés vingt ou vingt-cinq fois. Sans parler de l'intervalle considérable entre ceux de 1614 & l'assemblée irrégulière convoquée en 1789 ; dix, douze, quinze, vingt, trente années se sont quelquefois écoulées entre

" inventa, vel undique sibi pundiata post eorum abscessum
 " præcipue fuerant, eis ad conferendum vel considerandum
 " patefacta sunt; quibus susceptis interdum die uno, inter-
 " dum biduo, interdum etiam triduo vel amplius, prout re-
 " rnm pondus expetebat, accepto ex prædictis domesticis pa-
 " latii missis intercurrentibus, quæ sibi videbantur interro-
 " gantes, responsumque recipientes, tam diu ita nullo extra-
 " neo appropinquante, donec res singulæ ad effectum per-
 " ductæ gloriosi principis auditui in sacris ejus obtutibus ex-
 " ponerentur, & quidquid data à Deo sapientia ejus eligeret,
 " omnes sequerentur." Ibid. cap. xxxiv.

les diverses tenues d'Etats-Généraux. De ceux de 1505, sous Louis XII, à ceux de 1560, sous Charles IX, on compte cinquante-cinq ans. Les Etats-Généraux n'ont donc jamais été convoqués à des époques fixes.

Comment sont composés les Etats-Généraux ? Des députés choisis & élus par les propriétaires de chacun des trois Ordres de l'Etat. Leur élection, le choix libre de ceux qui les ont nommés, voilà leurs seuls titres pour siéger dans l'assemblée ; aucun d'eux n'y assiste par son droit personnel, ou celui de la place qu'il occupe, ou en raison des fonctions qu'il exerce.

Quelles sont les matières traitées dans les Etats-Généraux ? Celles seulement pour lesquelles ils sont convoqués, & le plus ordinairement pour voter les impôts extraordinaires demandés par le Roi.

De qui les membres des Etats-Généraux tiennent-ils leurs pouvoirs ? de ceux qui les ont délégués ; ils n'en ont aucun par eux-mêmes, ils n'exercent & ne peuvent exercer que ceux dont ils ont été investis par leurs commettants ; ils ne sont que des mandataires, que des porteurs de procuration.

Les Etats-Généraux n'ont donc pas remplacé les assemblées du Champ de Mars ou de Mai : ils en diffèrent essentiellement sous tous les points de vue, qu'il est même impossible de les y assimiler. Pourquoi dans le principe ont-ils donc été appellés ? Uniquement pour achever la destruction du régime féodal, rendre à la Couronne sa dignité, à l'autorité Royale sa plénitude. Le Tiers-Etat ou troisième Ordre avoit été longtemps lézé par les usurpations faites sur la puissance Royale : il étoit intéressé à lui faciliter les moyens de les conquérir ; il devoit au Roi sa liberté, son existence civile & politique : l'autorité Royale pouvoit
seule

seule lui en conserver la jouissance, & Philippe le bel pensoit qu'il la consolideroit en convoquant les Etats-Généraux, qu'en y appelant le troisième Ordre * il l'opposeroit avec succès aux partisans du système féodal, qu'en donnant à tous les individus propriétaires de chacun des trois Ordres le droit de nommer leurs représentants, il anéantiroit la puissance des hauts Barons qu'il réduisoit à la faculté de concourir, comme les autres Gentilshommes n'aguères leurs Vassaux, à l'élection des députés de l'Ordre de la Noblesse.

D'un autre côté les Seigneurs s'appercevant de la décadence de leur autorité usurpée & du rétablissement de l'autorité Royale, craignant que les Etats-Généraux entre les mains d'un Prince habile ne devinssent un moyen de les opprimer, restreignirent les pouvoirs de leurs députés, les assujétirent à leur rendre compte de l'emploi qu'ils en avoient fait, & ne pouvant aller eux-mêmes défendre leurs droits, ils voulurent au moins que leurs représentants n'abusassent pas de leur confiance & qu'ils se souvinssent sans cesse qu'ils n'étoient que des mandataires & des porteurs de procuration.

Le Tiers-Etat se trouvoit dans une position toute différente : mais nos Rois, en l'appelant aux Etats-Généraux, vouloient qu'il eût la même existence politique que les deux premiers Ordres, & en conséquence cette précaution de donner des pouvoirs & des instructions aux députés née de

* De nos jours le Roi de Suède, pour contrebalancer la trop grande prépondérance de l'Ordre Equestre, a créé un quatrième Ordre dans ses Etats, qu'on appelle l'Ordre des Paysans.

la méfiance des Hauts Barons, devint un droit commun aux trois Ordres, que nos Rois eux mêmes leur reconnaissent dès l'origine des Etats-Généraux. En effet par les lettres de convocation adressées par Philippe le long, en 1316 & en 1320, aux villes d'Alby & de Narbonne, ce Prince demande que les députés qui seront envoyés apportent avec eux *sufficients pouirs* de leurs commettants *. Le Roi Jean, dans l'ordonnance qu'il rendit en 1355 sur les doléances des Etats-Généraux, fit la même injonction pour les trois Ordres †.

Ces pouvoirs ont toujours été jugés nécessaires pour constater légalement la mission des députés & les limites de leurs fonctions. Les instructions jointes aux pouvoirs sont l'expression du vœu de leurs commettants ; elles renferment tous les objets qui doivent être contenus dans les

* " Nos vous mandons que vous envoyé vers nous à Bourges, à cette prochaine Pasques florries sufficients & sages à qui nous puissions avoir conseil & qui apportent avec eux *sufficients pouirs de vous.*"

Lettres de convocation de Philippe le long en 1316 aux habitants de la ville d'Alby. Voyez Dom Vaissette, pag. 14.

" Nous vous Mandons & réquerons sur la féalité en quoi vous estes tenus & astrains à nous que vous esliziez quatre personnes de la ville de Narbonne des plus sages & plus nobiales qui audit jour soient à Poitiers instruits & fondés suffisamment."

Lettres de convocation du 30 Mars 1320. Ibid. pag. 162,

† " Au premier jour de Mars prochain venant s'assembleront en nostre ville de Paris les personnes des trois Etats par *Procureurs souffisamment fondés.*"

Ordonnance du 28 Décembre 1355, art. 6.

cahiers des doléances à présenter au Roi. Les députés liés par la sainteté du *serment* ne peuvent outrepasser leurs instructions, & lorsque les circonstances l'exigent, ils sont obligés de déclarer la nécessité d'aller chercher une ampliation de pouvoirs.

Ces principes sont si constants & si certains que, dans les Etats-Généraux de 1382, les députés des villes répondirent qu'ils avoient ordre d'entendre seulement les propositions qu'on leur feroit, & qu'il leur étoit défendu de rien conclure ; ils ajoutèrent qu'ils feroient leur rapport & qu'ils ne négligeroient rien pour déterminer leurs commettants à se conformer aux volontés du Roi.

Aux Etats d'Orléans en 1560, les pouvoirs des députés sur la partie des finances *ne se trouvèrent pas suffisants* ; les Etats furent ajournés & les députés renvoyés dans leurs Provinces, *afin d'y aviser avec leurs commettants au moyen de tirer plus commodément deniers, & de revenir avec des pouvoirs suffisants pour accorder les impôts extraordinaires demandés par le Roi.*

Les députés aux Etats-Généraux ne sont donc que les mandataires des trois Ordres de l'Etat. Les Etats-Généraux créés par la puissance Royale n'ont donc d'autres droits que ceux qu'elle a jugé convenable de leur attribuer. Ainsi quand les Etats-Généraux sont consultés sur les questions qui intéressent l'honneur, la dignité & l'indépendance de la Couronne, les loix fondamentales ou constitutives, ou sur toute autre matière qu'il plaît au Roi de leur communiquer, ils donnent leurs avis.

Quand des circonstances extraordinaires exigent des impôts extraordinaires, & que le Roi, exposant aux Etats-Généraux les besoins de l'Etat, leur demande les moyens d'y faire face, ils exercent le droit d'accorder des subsides

& par conséquent celui d'en constater l'utilité, -d'en fixer la quotité & la durée & de les refuser, si leur nécessité n'est pas démontrée.

Enfin toutes les fois qu'ils sont assemblés, ils ont la faculté de présenter au Monarque, dans les cahiers de leurs doléances, les plaintes & les requêtes de leurs commettants conformément aux instructions & aux mandats qu'ils ont reçus *. Depuis 1302 jusqu'à 1614 l'histoire nous présente les Etats-Généraux sous ces différents rapports.

* Les députés aux Etats-Généraux, quand ils sont élus, jurent de se conformer aux instructions qu'ils ont reçues de leurs commettants & d'être fidèles à leurs mandats. Quelques uns de ces mandats sont impératifs : c'est à dire, les députés à qui ils ont été donnés sont si étroitement astreints à s'y conformer que, sous aucun prétexte, ils ne peuvent s'en écarter, & que si l'intérêt de l'Etat exigeoit que les limitations ou les restrictions énoncées dans les dits mandats fussent levées ou modifiées, ils seroient obligés de recourir à leurs commettants : eux seuls peuvent les délier du serment qu'ils ont prêté. Ce principe est si constant, il étoit tellement sacré, que ceux même qui se sont fait un jeu de les violer tous, ont été obligés de lui rendre hommage. Cette assemblée séditieuse qui s'étoit constituée *Assamblée Nationale* avouoit, que les membres de chacun des trois Ordres porteurs de mandats impératifs qui leur ordonnaient de délibérer par Ordre, devoient retourner vers leurs commettants pour les prier de changer leurs mandats & de les dégager de leur serment ; il est vrai, qu'en faisant cet aveu, elle envoyoit de tous côtés des émissaires, qui aidés par une populace soulevée par leurs manœuvres dispersoient les assemblées des Gentilshommes, les attaquaient au moment où ils se réunissoient, pilloient & incendiaient leurs châteaux ; ou quand par hazard quelques

Les premiers convoqués par Philippe le bel sont consultés sur le différend entre ce Prince & le Pape Boniface VIII. Ce Pontife prétendoit avoir le droit de partager avec le Roi les dîcimes levées sur le Clergé de France & de créer des Evêchés dans le Royaume, sans le concours de l'autorité Royale. C'étoit porter atteinte à la puissance Souveraine qui réside dans la personne du Roi, ainsi qu'à l'indépendance & à la dignité de sa Couronne ; les Etats-Généraux supplient le Roi de s'opposer à la prétention du Pape & promettent de sacrifier leur vie pour soutenir l'honneur, la dignité & l'indépendance de la Couronne *.

Gentilshommes avoient pu parvenir à se réunir, les assiégeoient & les forçoient le poignard sur la gorge à retirer les mandats qu'ils avoient donnés à leurs députés.

* Clergé de France aux Etats-Généraux.

“ Barones simul cum Syndicis & Procuratoribus supradictis secedentes in partem, ac demum deliberato consilio re-deuntas, praefato Domino Regi, de hujusmodi suo laudabilis proposito & bene placita voluntate ad multa laudum praeconia & gratiarum actiones exuberantes, unanimiter responderunt, se ad ea paratos, ne dum exponere res & bona quae extant, sed ad haec totaliter offerebant se & suas personas, usque ad mortis supplicium, tormentorum quorumlibet gravamina non vitando : adjicientes expressissimam voce, quod si praefatus Dominus Rex præmissa (quod absit) eligeret tolerare, vel sub dissimulatione transire, ea ipsi nullatenus sustinerent.” Acta inter Bonifac. VIII. S. P. & Regem Philipp. pulch.

Barons de France au Collège des Cardinaux.

“ Mais les collacions des bénéfices que nostre Sire li Roys, & nos Antecessours ont fondez & à li & à nous appartiennent & ont de tout temps appartenu à li & à nos devanciers

“ &

S'agit-il de faire l'application de la loi Salique, Philippe le long s'adresse aux Etats-Généraux ; quelques années après le même cas se présente, deux Princes rivaux, tous deux parents du Roi décédé se disputent la Couronne. Les Etats-Généraux, en 1328, conformément à la loi fondamentale ou constitutive du Royaume concernant l'hérédité du trône en faveur des mâles à l'exclusion des filles & de leurs descendants, constatent le droit de Philippe de Valois * & l'exclusion d'Edouard III.

“ & est accoustumé à appartenir, il nous empesche & les veut
“ adjouster & traire devers li par grand convoitise, pour plus
“ grands exactions & plus grands services attraire à luy, &
“ lesquelles choses nous ne pourrions, ne vourrions souffrir
“ des ores en avant en nulle maniere pour meschief nul qui
“ nous puisse avenir, & si ainsi estoit que nos ou aucuns de
“ nous le voussiens souffrir, ne le soufferroit mie li dict
“ nostre Sire li Roys, ni li commun peuples dudit Royaume.
“ Et bien voulons que vous soyez certain que ne par vie
“ ne par mort nous ne départions ne ne reons à departir de
“ ces procés & fust ores ainsi que li Roys nostre Sire le voul-
“ sist bien.” Ibid.

* Ces deux exemples solennels de l'exécution de la loi Salique ont tellement éclairci les principes sur cette matière ; aujourd'hui le droit successif héréditaire de mâle en mâle, même par ordre de primogéniture, à l'exclusion des filles & de leurs descendants, quelque soit leur sexe, est si bien établi, qu'aucune contestation de ce genre ne pourra s'élever tant qu'il existera un seul des Princes de la Maison de France. La question ne se renouvelleroit qu'au défaut d'hoirs mâles ; aussi Louis XIV excéda les bornes de sa puissance, lorsqu'il décida que, dans ce cas, les Princes légitimés ses enfants naturels seraient habiles à succéder au trône.

Le

Le Roi Jean prisonnier, obligé du subir la loi du Vainqueur, signe le traité de Brétigny ; les Etats-Généraux consultés sont d'avis qu'il ne peut être mis à exécution *.

Appelés en 1468 par Louis XI qui vouloit ôter à son frère l'apanage du Duché de Normandie qu'il lui avait très imprudemment donné, leur opinion est que le Prince Charles doit se contenter d'une somme de douze mille livres tournois de rentes en fonds de terre avec titre de Comté ou de Duché, mais qu'il ne peut avoir le Duché de Normandie, qu'il n'est pas en la puissance du Roi de le lui donner & de démembrer sa Couronne † ; & ils offrent

* Estats Généraux de l'an 1339.

“ Les trois Etats par l'avis du dit Roi de Navarre furent mandés pour ce fait, & les dits articles refusés, dont le dit Roi Jean fut mal content, &c.

“ Fut le dit traité porté audit Roi Jean, &c. mais les dits Régent, Pairs, Prélats & Seigneurs de France ne furent conseillés consentir le dit traité, par l'iniquité d'icelui.” Du Tillet.

† Estats de Tours de l'an 1407.

“ Le Roy condescendit que les trois Estats se tiendroient & par tous iceux assemblés & à grande & meure délibération, fut dict & conclud que au regard de la question d'entre le Roy & mondit Seigneur Charles, touchant son appanage, qu'il auroit & recevroit pour icelui appanage, & de ce se tiendroit pour bien content, douze mille livres tournois en assiette de terre par an & tiltre de Comté ou Duché, &c.

“ Et en tant que touchoit la Duché & pays de Normandie, Monseigneur Charles ne l'auroit point, disans qu'il n'estoit pas au Roy de la bailler, ne desmembrer sa Coronne.” Chronique du Roi Loys XI, & la Maritinienne.

au Roi de l'aider de tous leurs moyens pour retirer la Normandie des mains de son frère, au cas qu'il ait la prétention de vouloir la conserver *.

* Voici comment s'expriment à ce sujet les gens des trois Etats,

“ Quand les dites offres seront faites à mondit Seigneur Charles, ou il ne s'en voudra contenter, mais voudroit at-
“ tenter aucune chose dont guerre, question ou débasts pust
“ advenir au préjudice du Roi ou du Royaume, ils sont tous
“ délibérés & fermes de servir le Roy en cette querelle à l'en-
“ contre de mondit Seigneur Charles & de tous autres, qui,
“ en ce le voudroient porter & soutenir & dès à présent, pour
“ lors & dès lors pour maintenant les dits trois Etats accor-
“ dent, consentent & promettent de ainsi le faire & de venir
“ au mandement du Roy, le suivre & le servir en tout ce
“ qu'il voudra commander & ordonner sur ce.

“ Outre plus ont conclu les dits Etats & sont fermes &
“ déterminés que si mon dit Seigneur Charles, le Duc de
“ Bretagne ou austres faisoient guerre au Roi *nostre Souverain*
“ *Seigneur*, ou qu'ils eussent traité ou adhérence avec ses en-
“ nemis, ou ceux du Royaume, ou leurs adhérents, que le
“ Roi doit procéder contre ceux qui le feroient . . . & dès
“ maintenant pour lors & dès lors pour maintenant toutes
“ les fois que les dits cas écherroient, iceux Etats ont accordé
“ & consenti, accordent & consentent que le Roi sans atten-
“ dre autre assemblée ne congrégation des Etats, pour ce
“ que aisément ils ne se peuvent assembler, y puissent pro-
“ céder à faire tout ce que ordre de droit & de justice & les
“ statuts & ordonnances du Royaume le portent, & promet-
“ tent l'assister à ce faire.”

Répertoire des Etats tenus à Tours en 1468 ; par Jean le Prevost greffier des Etats.

Sont-

Sont-ils convoqués en 1484 pour terminer le différend entre Anne de France Dame de Beaujeu à qui Louis XI en mourant avoit confié la personne de Charles VIII mineur & les Princes du Sang Royal ; leur avis est que les dernières volontés du Roi doivent être exécutées †, malgré

† La régence en France peut & doit être assimilée à la tutelle. D'après les principes de notre droit civil la tutelle est *dative* & l'usage ordinaire est qu'elle soit donnée au plus proche parent de l'enfant mineur ; si la mère survit, elle est ordinairement nommée tutrice, si la mère est morte, c'est l'oncle, ou le frère, ou la sœur ainée, s'ils sont majeurs, enfin le plus proche parent.

J'ai dit que la tutelle étoit *dative*, par conséquent le tuteur peut être nommé par le testament du père ou de la mère, mais il faut que sa nomination soit confirmée par le juge : la loi veut que les parents paternels & maternels du mineur assemblés à cet effet devant le juge constatent & approuvent la nomination du tuteur, & les parents ne peuvent s'opposer au choix du tuteur nommé par le père ou la mère, que dans le cas où il y auroit incapacité légale dans sa personne, ou si sans motifs légitimes le testateur avoit nommé pour tuteur une personne autre que celle qui doit naturellement l'être. Ces formalités remplies, la loi veut encore que l'assemblée des parents ayant été tenue devant le juge compétent pour connoître de ces sortes d'affaires, leur avis soit par lui homologué & qu'après avoir confirmé le choix du tuteur, il reçoive son serment de remplir fidèlement la charge qui lui est confiée.

C'est conformément à ces principes que les Etats-Généraux assemblés à Tours en 1484, furent d'avis que la garde de la personne du Roi Charles VIII mineur, avoit été bien & légalement confiée par le feu Roi Louis XI à la Princesse Anne de France Dame de Beaujeu sœur ainée du jeune Roi.

les

les intrigues du Duc d'Orléans premier Prince du sang qui vouloit avoir la principale autorité.

Louis XII pressé par Philippe I Roi d'Espagne d'exécuter le traité par lequel il avoit pris l'engagement de marier Madame Claude sa fille au fils de ce Monarque que fut de puis Charles Quint, consulte en 1505 les Etats-Généraux ; ils représentent que la sûreté du Royaume, le salut de *la chose publique* semblent exiger que le Roi rompe le traité avec le Roi d'Espagne & donne sa fille en mariage à Mr. le Duc d'Angoulême * premier Prince du sang & en cette qualité héritier de la Couronne, à défaut d'hommes mâles de Sa Majesté. Louis XII leur répond qu'il veut prendre les avis des Princes de son sang, des grands du Royaume, des principaux Magistrats ; quelques jours après il fait annoncer aux Etats assemblés qu'il leur accorde leur demande & qu'il attend de leur fidélité le serment de l'aider, si la rupture du traité lui suscite une querelle ; serment que les Etats prêtent avec empressement.

Par les exemples que je viens de rapporter, on voit les Etats-Généraux consultés par le Roi, donnant leur avis & répondant aux vues du Prince qui les appelle auprès de sa personne. C'est en 1345 que pour la première fois, sous le règne de Philippe de Valois, des impôts extraordinaires leur sont demandés : ils étoient nécessaires pour soutenir la guerre que l'exclusion d'Edouard III à la Couronne

* Mr. le Duc d'Angoulême épousa en effet Madame Claude & régna sous le nom de François I après la mort de Louis XII qui ne laissa que deux filles, Madame Claude dont je viens de parler & la Princesse Renée qui épousa le Duc de Ferrare.

avoit suscitée à la France ; mais jamais les Etats Généraux ne sont convoqués aussi souvent que sous le règne du Roi Jean, parce que jamais aussi les besoins extraordinaires de l'Etat ne furent plus fréquents. Ils consentent des impôts extraordinaires, mais ils en fixent la nature, la quotité & la durée*. Le droit d'aide sur certaines denrées & marchandises qu'ils accordent, ne devoit être perçu que pendant une année : ce délai expiré, les besoins étant les mêmes,

* " Les trois Etats pourveoiront de nous faire aide convenable, selon ce que bon leur semblera de la quelle se ils n'étoient touz ensemble d'accord, la chose demourroit sans détermination." Art. 7 de l'Ordonnance du 28 Decembre 1355.

" Et aussi se au temps avenir nous avions autres guerres, ils nous feront ayde convenable selon la délibération des trois Etats, senz que les deux peussent lier le tiers, & se touz les trois n'estoient d'accord ensemble, la chose demourroit sans détermination." Ibid. art. 27.

" Les dites aides cesseroint du tout, se à la dite journée n'estoit sur ce pourvu par tous les trois Estats d'un accord & consentement, senz que la voix des deux Estats puissent conclure la tierce." Ibid. art. 1.

" Pour ce que les dites aides ne sont accordées que pour un an tant seulement, les personnes des trois Estats dessus disz par eulz ou leurs procureurs suffisamment fondés sasseront." Ibidem, art. 8.

" Les dits trois Estats pourront croistre, admenusier, decclairer, ou interpréter le faict de la dite aide, selon ce que bon leur semblera, & sera par eulz ordonné d'un accord & consentement, senz ce que les deux Estats, posé qu'ils fussent d'un accord, peussent lier le tiers." Art. 6 de l'Ordonnance de Mars 1356.

(il s'agissoit de réparer les désastres occasionnés par la perte de la bataille de Poitiers & la captivité du Roi) il faut que les Etats-Généraux prolongent la perception de cet impôt extraordinaire : aussi depuis 1350 jusqu'à 1359, ils sont six fois assemblés.

Ceux convoqués en 1380 pour le même objet refusent d'accéder à la demande de Charles VI ; en 1382 les députés des villes répondent à une semblable proposition qu'ils n'ont pas reçu de leurs commettants les pouvoirs suffisants pour accorder les impôts extraordinaires ; ceux de 1412 ne sont pas plus traitables.

Les désordres de tout genre, que produisent les troubles occasionnés par la démence de Charles VI & l'invasion des Anglois, les longues infortunes de Charles VII, l'état d'épuisement où tant de calamités ont réduit le trésor Royal & l'insuffisance du produit de l'impôt ordinaire pour maintenir le gouvernement de l'Etat dans des circonstances aussi critiques, déterminent les Etats assemblés en 1423, en 1428 & en 1439 à consentir la levée d'impôts extraordinaires.

En 1484 de nouvelles demandes leur sont faites : ils veulent en constater la nécessité, déclarant que s'il est démontré que les revenus ordinaires de l'Etat sont insuffisants, ils consentiront un impôt extraordinaire : & le résultat de leur délibération est d'en accorder un de trois cent mille livres, pendant deux années.

Louis XII ne demanda pas d'impôts à ceux qu'il convoqua en 1505 : mais les Etats-Généraux, reconnaissant sans cesse la nécessité d'impôts extraordinaires dans les cas extraordinaires, promirent sous serment à ce Prince de l'aider, si les circonstances l'exigeoient. Ceux assemblés en 1468 avoient offert de leur propre mouvement à Louis XI de

l'aider de tous leurs moyens, en cas de guerre contre son frère*. François I & Henry II ne convoquèrent point les Etats-Généraux pendant leur règne ; ceux de 1560 avoient été appelés par François II ; mais à cause de la mort inopinée de ce Prince, ils ne furent assemblés que sous Charles IX son successeur. Les députés ne se trouvèrent point avoir des pouvoirs suffisants pour consentir les impôts extraordinaires : ils furent ajournés pour en aller demander à leurs commettants ; mais le résultat de la nouvelle assemblée fut la proposition de plusieurs réformes & aucun impôt extraordinaire ne fut octroyé.

Ceux de 1576 & de 1588 n'en accordèrent pas non plus. Henri III exposoit qu'ils étoient nécessaires pour soutenir la guerre dans laquelle les affaires de Religion alloient l'engager : les Etats-Généraux ne crurent pas que ce fût un motif suffisant pour établir de nouveaux impôts.

Ceux de 1614 n'avoient point été convoqués pour cet objet, il ne leur fut fait aucune demande de ce genre.

Par cet exposé rapide des diverses tenues d'Etats-Généraux à qui l'impôt extraordinaire a été demandé, on voit qu'ils ont fréquemment usé du droit de les refuser : & alors nos Rois, réduits à subvenir aux besoins extraordinaires de l'Etat avec le produit de l'impôt ordinaire, étoient obligés de recourir à des créations de charges ou d'offices, ou d'autres moyens semblables, souvent aussi d'engager pour un temps leur domaine ; mais les ressources, que ces engagements leur procuraient, ne pouvoient jamais être bien con-

* Voyez une des notes cydessus quand il a été question des Etats de 1468.

sidérables,

sidérables, parce qu'ils étoient dans l'impuissance de le vendre, céder ou transporter à perpétuité.

L'inaliénabilité du domaine de la Couronne est une des loix fondamentales de l'Etat. Les Etats-Généraux l'ont demandée * comme un moyen d'empêcher les prodigalités

* J'ai déjà observé que le principe de l'inaliénabilité du domaine de la Couronne date du commencement de la Monarchie, ainsi que le prouve le Placitum de l'an 860 rapporté dans le troisième chapitre de cet ouvrage; mais il n'est devenu une loi fondamentale écrite, d'après le vœu des Etats-Généraux formellement exprimé, que par l'Ordonnance du mois de Mars 1356. Elle porte art. 41.

" Avons promis & promettons en bonne foi aux gens des " dits trois Estats que nous Tenrons, garderons & deffendrons " de tout nostre pouvoir les Hautesses, Noblesses, dignités, " franchises de la dite Couronne & tous les domaines qui y " appartiennent & peuvent appartenir & que iceux *nous ne* " aliénerons, *ne ne soufferrons estre alienés ne estrangiers.*"

Depuis cette ordonnance, le Roi jure à son sacre de maintenir cette loi fondamentale ou constitutive : le serment qu'il prononce est ainsi conçu : *Superiorilatem, jura et nobilitates Coronæ Franciæ inviolabiliter custodiam et illa nec transportabœ, nec alienabo.* Voyez les serments du sacre des Rois de France rapportés dans une des notes du quatrième chapitre.

Et pour se convaincre que l'inaliénabilité du domaine de la Couronne étoit un principe constitutif, même avant qu'elle devint une loi fondamentale ou constitutive écrite, il suffit de jeter les yeux sur la foule d'ordonnances faites par nos Rois, sur cette matière ; elles ont toutes été rédigées dans l'esprit de réprimer les usurpations faites sur le domaine, d'en empêcher l'aliénation, & de retirer les portions qu'ils avoient été obligés d'engager, mais que jamais ils n'aliénoient.

qui auroient nécessité une addition perpétuelle à l'impôt ordinaire, pour subvenir aux dépenses personnelles du Roi

Voyez les Ordonnances de Louis VIII en 1253, de Saint Louis en 1254, de Louis X en 1314, de Philippe le long en 1318, de Charles le bel en 1321 & en 1331, de Philippe de Valois en 1329, 33, 34, 43, 49. Et depuis que l'aliénabilité du domaine de la Couronne est devenue une loi fondamentale ou constitutive écrite: voyez les Ordonnances du Roi Jean en 1356, 57, 60; de Charles V en 1364, 74; de Charles VI en 1386, 92, 96, 1400, 1, 2, 3, 6; de Charles VII en 1413, 25, 26, 36, 55; de Louis XI en 1461; de Charles VIII, sur la demande des Etats-généraux en 1484, 91, 94, 98; de François I en 1519, 21, 22, 27, 29, 31, 36, 39, 40, 42, 43; de François II en 1559; de Charles IX en 1560, 66 dite l'Ordonnance de Moulins; de Henry III en 1572, 73, 74, 76, 79 dite l'Ordonnance de Blois, 1580, 81, 82; de Henri IV en 1599, 1607; de Louis XIII en 1611, 15, 19, 29, 30, 35, 39; de Louis XIV en 1644, 45, 51, 52, 55, 64, 67, 68, 69, 72, 74, 76, 82, 86, 91, 96, 1701, 4, 6, 7, 8; de Louis XV en 1727, &c. &c.

Je terminerai cette note par un extrait du préambule de l'Ordonnance de Moulins rendu par Charles IX en 1560 sur les cahiers des doléances des Etats-généraux de 1560. Les expressions en sont remarquables.

“ Comme à nostre sacre (dit le Roi) nous ayons entr'autres choses promis & juré garder & conserver le domaine & patrimoine de nostre Couronne, l'un des principaux nerfs de nostre Etat . . . & parceque les règles & maximes anciennes de l'union & conservation de nostre domaine sont à aucun assez mal & à autres peu connues, nous avons estimé très-nécessaire de les faire recueillir, &c. &c. &c.”

Ce n'étoit donc pas une loi nouvelle, mais le recueil de toutes les anciennes maximes que l'on faisoit.

Dans

& de la famille Royale, auxquelles les revenus du domaine de la Couronne ont toujours été spécialement affectés *. Aussi les Etats-Généraux ont-ils sans cesse opposé la plus grande résistance à toutes les propositions qui leur ont été faites d'aliéner quelques portions du domaine Royal, même dans les circonstances où les besoins de l'Etat forçoient le Roi de demander des impôts extraordinaires † ;

Dans les notes de l'Ordonnance de Moulins que je viens de citer, il est dit : " Le domaine de la Couronne est, comme la dot du Royaume, donné au Roi à cause de la Royauté & par conséquent inaliénable, de même que la dot qu'une femme a apportée à son mari."

Je prie mes lecteurs de comparer ces maximes avouées & reconnues en 1566 avec celles avouées et reconnues en 860 ; elles sont absolument les mêmes & il y a entre les deux époques sept siècles d'intervalle.

* " L'avis commun est que le Roi n'est que simple usager du domaine & que sa Majesté entretenue & ses officiers payés, le surplus qui peut rester se doit garder pour les affaires du Royaume, & quant au fonds & propriété du dit domaine, qu'il appartient au peuple & par conséquent peut bien consentir l'aliénation perpétuelle du dit domaine, si les provinces avoient baillé *procuration expresse à cette fin & non autrement*, & néanmoins quand les provinces le voudroient bien, si est-ce que cela ne se doit pas faire pour le bien du peuple, car par ce moyen le peuple s'obligeroit & toute la postérité à nourrir le Roi & feroit une ouverture à mille impositions despouillant le Roi de tout ce qu'il peut avoir pour son entretienement." Recueil Journal . . p. 38. A. Jean Bodin.

† Etats-généraux tenus à Blois l'an 1576.

" Le Jeudi 21 du dit mois, les trois Etats se rassemblèrent chacun à-part, pour délibérer sur la proposition du Roi qui " con-

& cette loi fondamentale ou constitutive est celle qui a été le plus fréquemment invoquée par les Etats-Généraux, par

“ contenoit quatre chefs : le premier de demeurer attendant “ la résolution des cahiers, le second de lui nommer aucun “ pour assister à la dite résolution, le tiers de le secourir, le “ dernier de lui donner avis sur l’aliénation de son domaine, “ & fut résolu par le Tiers Etat après avoir délibéré sur le “ tout, de *ne consentir l’aliénation du domaine à perpétuité*, pour “ le tout, n’y en partie.”

Les trois Etats observèrent que le Roi devoit prendre en bonne part les raisons pour lesquelles ils n’avoient donné leur consentement à la dite proposition.

“ Premièrement que les dits députés n’avoient charge des “ Provinces de consentir la dite aliénation, ce qui estoit né- “ cessaire; que par *la loi fondamentale* de ce Royaume *cette alié- nation étoit prohibée & défendue*, que le domaine du Roi, est “ comme le fonds dotal d’une femme que le mary ne pouvoit “ aliéner : n’estant le domaine de l’Eglise tant privilégié que “ le domaine du Roi, d’autant que le domaine de l’Eglise se “ pouvoit aliéner par les saintes Constitutions, en certains “ cas, & en gardant les solemnités ; mais quant au domaine “ du Roi, il n’y avoit cas où il pût être aliené, etiam avec solem- “ nité : que le domaine du Roi étoit une colonne qui servoit “ pour le sousténement de la Couronne, laquelle partant il fal- “ loit plutôt garder à fortifier qu’à démolir & démembrer ; “ que le domaine estant aliéné, le moyen seroit ôté au Roi “ d’entretenir son estat & assigner à l’avenir dots, douaires & “ appanages ; que c’estoit chose inaudite, que le dit douaire “ fust vendu à perpétuité & sans rachapt, de laquelle les Estats “ pourroient être remarquez par la postérité, attendu que cela ne “ se fust jamais pratiqué, quoique le Royaume fust venu en “ trop plus grand danger qu’il n’est à présent.” Bodin en son Recueil Journalier : p. 37. B.

les

les Parlements, par tous les publicistes & jurisconsultes, parceque tous les propriétaires se croyoient personnellement intéressés à la maintenir & à la conserver. *

* " Entre les loix d'Etat que nous avoys, qui sont les liens de cette Monarchie, & qui l'ont conservée & entretenue en son entier en la prospérité en laquelle elle est, celle qui a fait le domaine de la Couronne sacré & inaliénable, ne scauroit estre assez louée & exaltée : car il n'y a loy plus utile, plus fructueuse, plus salutaire au peuple, ni qui plus ait fait prospérer & fleurir notre Royaume, lequel autrement & sans ceste sage providence de nos Rois eust été piéça énervé, dissipé & desmembré en pièces." Brisson.

Chesnu 9. 2.

" Le Roy de France par le serment qu'il fait à son couronnement, est tant & si fort obligé à pourchasser le bien & augmentation de son Royatûme, & esviter le dommage, que par promesse, nie serment qu'il face après, ne peut venir au contraire ; ains quand il le voudroit faire, il seroit loisible à ses subjets qui ont sur ce le principal intérêt, eux y opposer, &c." Cl. Seyssel.

" In Galliâ quidem nostrâ, Rex sine publico gentis cilio quo vulgo trium ordinum conventus appellatur, nihil nec alienare, ac ne oppignerare quidem potest, ut cum illi pragmatici omnes, tum etiam Baldus testatur." Hotomannus.

" Quand on dict le domaine de la Couronne de France, ou simplement le domaine, on entend le patrimoine de la Couronne qui est inaliénable & possédé par le Roi usufructuairement ; Regiae dignitatis, Coronæ, Regnique, &c." Rançonnet : Thrésor de la Langue Françoise par Nicot.

" D'autant que ce droit d'aubaine ne peut être donné, céde, vendu ny aliéné par les Rois de France, comme

Y

" estant

C'est en vertu du principe de l'inaliénabilité du domaine de la Couronne qu'une souveraineté & une principauté in-

" estant un droit domanial, souverain & honorifique, ins-
" corporé, radiqué & annexé à la Couronne, de laquelle il ne
" peut être séparé, & comme chose sacrée ne tombe en com-
" merce des hommes & n'est communicable à autre que au
" Roy, comme diët le texte, in § *si vero quisquam, &c.*

" En tout événement, tel don ne vaudroit que pour le
" temps & pendant la vie du Roy qui l'auroit donné, non pas
" que tel don peut préjudicier à ses successeurs Roys de
" France, car combien que le Roy aye pleine, entière & libre
" administration de son domaine & droits dépendants d'iceluy,
" toutes fois cela s'entend, *sans le pouvoir aliéner* en tout ni
" en partie, non plus que le prélat le bien de son église, le
" mary les héritages propres de sa femme, & le père de fa-
" mille les héritages maternels de ses enfants, & est l'un des
" serments que le Roy fait à son sacre de non aliéner son
" domaine & droits de sa Couronne: pour ceste cause le do-
" maine de la Couronne comme inaliénable est comparé à
" la tunique sans couture qui ne fut divisée." Jean Bac-
quet : des Droits d'Aubaine ; chap. 27.

" Cette impuissance où sont nos Rois d'aliéner leur do-
" maine, est tellement une loi fondamentale de l'Etat, que le
" Roy, dit Juvénal des Ursins, le jure à son sacre expressé-
" ment, en promettant qu'il n'aliénera rien de son héritage;
" & dans les mémoires dressés par le commandement de
" Charles VII le même auteur continue, en disant : ce seroit
" chose trop merveilleuse que le Roi pût aliéner partie de
" l'héritage de la Couronne, & de le non-aliéner jure à son
" sacre." Bouchel, dans la Bibliothèque Françoise, dit : " les
" Rois ne manquent jamais, lors de leur couronnement, de
" jurer qu'ils conserveront intacts les droits & l'honneur de
" leur

dépendantes qu'auroit possédées un Prince avant de monter sur le Trône deviennent, par leur réunion à la Couronne, des domaines inaliénables. Le Royaume de Navarre & la principauté de Béarn qui appartennoient à Henry IV en toute Souveraineté, sont devenus par leur réunion à la Couronne des domaines inaliénables.

Si les Rois de France ne donnent pas d'apanages à leurs puinés, sans la clause expresse de la réversion à la Couronne à defauts d'hoirs mâles, c'est par une conséquence du même principe *.

" leur Couronne." Mr. le Bret dit la même chose. " C'est donc, dit Chopin, par un privilège d'origine que le patriarche Impérial, ainsi que le Royal, est réputé sacré." Abrégé Chronolog. de l'Hist. de France par le Président Hénault.

* " Combien que le Roy aye pleine, entière & libre administration de son domaine & droits dépendants d'iceluy, toutefois cela s'entend, *sans le pouvoir aliéner en tout, ny en partie* : & est l'un des serments que le Roy faict à son sacre de non aliéner son domaine & droits de sa Couronne: &c. &c.

" Jointz que par l'Ordonnance faictte pour l'union & la conservation du domaine, vérifiée en la cour de Parlement, le 13 Mai 1566 (l'Ordonnance de Moulins) est dit que le domaine de la Couronne de France ne peut être aliéné qu'en deux cas seulement: l'un pour l'apanage des puisnez mâles de la Maison de France, avec la condition de retour par leur décès à faute de mâles: l'autre à de niens comptants pour la nécessité de la guerre, après Lettres Patentes deuement vérifiées, à condition de rachapt perpétuel & que ne seront baillées aucunes ex-

Il n'est pas étonnant qu'il ait été constamment soutenu en France ; indépendamment de l'intérêt direct qu'avoient tous les propriétaires à le maintenir, il flattoit l'orgueil de la Nation Françoise ; j'oseraï même dire que sa gloire y étoit attachée.

La Normandie conquise par Philippe Auguste : l'Artois acquis par son mariage : le Duché de Bourgogne échu par succession au Roi Jean : le Comté de Toulouse échu aux descendants de St. Louis : le Comté de Champagne acquis par l'échange que fit Philippe de Valois avec la fille de Louis X ; le Dauphiné acquis par la cession qui en fut faite à Philippe de Valois par Humbert II : * la Bretagne acquise par le mariage de la Duchesse Anne avec Charles VIII & ensuite avec Louis XII son successeur ; toutes ces provinces furent réunies † à la Couronne, pour ne plus

"emptions des payements des droits appartenants & dépendants du Domaine, quelque forme & façon que ce soit." Jean Bacquet : Tom. 2. des Francs-Fiefs, Chap. 14.

* Nos Rois jouissent en toute Souveraineté du Dauphiné & Comté de Viennois en conséquence de la cession & du transport qui en ont été faits par les trois traités passés entre Philippe de Valois & le Dauphin Humbert II, dernier Prince de la Maison de la Tour du Pin ; le 1er traité fut passé en 1343 ; le second en 1344 & le troisième en 1349 : & alors la cession & le transport furent consommés.

Le fils ainé de nos Rois depuis cette époque a toujours porté le nom de Dauphin.

† La Provence est la seule province dont la capitulation avec Charles VIII porte expressément les mots : *unie, non subalternée au Royaume de France.* Ce qui fait qu'elle a toujours été possédée par nos Rois en Souveraineté particulière & distincte.

Tel

en être séparées ; leur réunion au domaine de la Couronne opéra leurinaliénabilité. Le Duché de France, que possédoit Hugues Capet à son avénement au trône, réuni à la Couronne, en est un bel exemple.

Telle a été la doctrine de tous les temps : telle est encore celle de nos jours ; l'esprit de propriété lui a donné naissance, l'a propagée, l'a conservée & la maintiendra toujours. Enfin c'est à cette loi fondamentale ou constitutive de l'inaliénabilité du domaine de la Couronne, que la France doit d'avoir conservé intacte l'intégrité de son territoire *.

* Dans tous les temps les François ont été jaloux de conserver intacte l'intégrité de leur territoire ; aussi il n'est pas étonnant que depuis le commencement de la guerre présente, ils ayent combattu avec tant d'acharnement les puissances coalisées. Leurs oppresseurs, en les conduisant au combat, les menaçaient sans cesse d'un démembrément, d'un partage semblable à celui de la Pologne. L'horreur, l'indignation que leur inspiroit cette pensée a excité leur enthousiasme & leur courage. Croyant défendre leurs foyers, ils se battoient & se battent encore pour consolider les usurpations & les brigandages de leurs tyrans. Ils baissent honteusement la tête sous le joug le plus avilissant, mais leur vanité est satisfaite ; non seulement les frontières de l'Empire François ne sont point entamées, mais des conquêtes prodigieuses attestent aux alliés la valeur de leurs ennemis & l'impossibilité de s'agrandir aux dépens de la France.

Si les puissances coalisées avoient voulu se borner à faire la guerre à la révolution & non à la France, les François qui ont défendu avec tant de bravoure & de succès leur territoire, auroient-ils combattu pour des tyrans qu'ils méprisent ? Si elles avoient déclaré qu'elles prenoient les armes pour la de-

struction

C'est encore sur la demande des Etats-Généraux que l'indépendance respective des trois Ordres de l'Etat est devenue une loi fondamentale ou constitutive †. Les premiers assemblés, sous Philippe le bel & Philippe le long, se bornoient à répondre aux demandes du Roi & y accédoient

struction d'une faction impie & le rétablissement de l'ordre social ; si en témoignage de la droiture de leurs intentions, elles avoient mis entre les mains du Souverain légitime les places dont elles se sont emparées, & que tous les François fidèles, tant ceux qui avoient fui la persécution, que ceux qui étoient restés en France eussent pu venir s'y rallier sous les drapeaux de leur Roi ; combien de malheurs & d'atrocités n'auroient-elles pas prévenus !

† Ce sont les propriétaires du Royaume éclairés sur leurs véritables intérêts qui ont sollicité cette loi fondamentale, comme la base de l'union qui doit régner entre les trois Ordres de l'Etat, & comme la sauve-garde de la propriété ; ils n'ont pas voulu que deux des trois Ordres de l'Etat, votant un impôt extraordinaire, pussent obliger le troisième à le payer s'il ne l'avoit pas lui-même consenti : comme aussi que le Gouvernement pût prétendre qu'un ou deux des trois Ordres refusant un impôt extraordinaire dont la nécessité ne leur paroît pas démontrée, fussent assujetis à le payer, parce qu'il auroit plu au troisième de l'accorder. Aussi dans quatre articles différents de l'Ordonnance du 28 Décembre 1355 que j'ai déjà eu occasion de citer dans une des notes de ce chapitre, est-il répété senz ce que les deux Estats se ils étoient d'un accord, peussent lier le tiers.

L'article 5 de l'Ordonnance de Mars 1356 contient aussi les mêmes expressions. Enfin l'article 135 de l'Ordonnance d'Orléans rappelle & consacre de nouveau l'indépendance respective des trois Ordres de l'Etat.

souvent

souvent sans forme précise de délibération ; ceux de 1345, sous Philippe de Valois commencèrent à user de la faculté de porter au Roi les plaintes & les requêtes de leurs commettants & ce Prince ainsi que ses successeurs permirent qu'ils leur présentassent les cahiers de leurs doléances *. Cette expression fut consacrée dès l'origine, parce qu'elle caractérisoit en même temps & les limites de la puissance des Etats-Généraux, & les formes respectueuses † avec

* Cette expression est consacrée dans toutes les anciennes Ordonnances.

“ Scavoir faisons à tous présents & avenir que sur plusieurs
“ requêtes & doléances à Nous faites par les Prélatz & autres
“ gens d'Eglise, les Nobles tant de nostre sang comme autres,
“ & les députés des bonnes villes de nostre Royaume qui
“ dairrainement ont été à Amiens à nostre mandement pour
“ avoir avis & délibération avecque eulz sur le fait de la
“ guerre & provision de la défense de nostre Royaume, Nous
“ par le délibération de nostre conseil avons ordené & ordé-
“ nons,” &c. Ordonnance du Roi Jean, du 13 Décembre
1363.

† Ces formes respectueuses n'excluent pas une noble franchise; pour s'en convaincre il suffit d'ouvrir les procès-verbaux des Etats-Généraux dans les cahiers des *doléances* qu'ils présentent au Roi, ou dans les discours prononcés par les Presidents des Ordres. Combien de fois n'y trouve-t-on pas ces phrases ou d'autres semblables : “ Les loix fondamentales,
“ Sire, que Votre Majesté est tenue par serment de garder
“ veulent & ordonnent que votre souveraineté & domaine
“ soient inaliénables. Donc elle ne peut les aliéner sans
“ enfreindre ces loix augustes & inviolables.

“ Le

lesquelles ils devoient faire parvenir au Roi leurs observations ; aussi le Chancelier de l'Hôpital disoit dans le discours

“ Le serment solemnel, Sire, que vous jurez à votre sacre
 “ & couronnement au désir de cette loi de maintenir votre
 “ Etat & vos sujets, de n'aliéner le domaine de la Couronne
 “ & d'en recouvrer les alienations, oblige si étroitement
 “ Votre Majesté qu'elle ne la peut abroger, ni déroger à icelle,
 “ ne peut vendre son domaine à perpétuité, ne peut assigner
 “ d'apanages, qu'à la charge de retour à défaut d'hoirs mâles,
 “ dots & douaires que par engagement, ne le bailler és traî-
 “ tez de paix, payements de rançons, ne même à œuvres
 “ pieux, ne les permuter, si la permutation & échange ne
 “ tournent au profit du Royaume.

“ Ce défaut de pouvoir donner & aliéner procède en outre
 “ de ce que le Roi n'est seulement qu'administrateur & com-
 “ me usufruitier de son Royaume. . . . Ainsi le Roi ne peut
 “ disposer de la propriété de son domaine ; & s'il en dispo-
 “ soit contre les loix dont il a juré l'observation, le Japs de
 “ temps ne peut autoriser & valider ses dispositions : la supé-
 “riorité & le domaine étant si étroitement attachés à la
 “ Couronne, qu'ils ne peuvent être emportés par le courant
 “ du temps & prescription quelconque.

“ Les Rois qui sont soumis aux loix du Royaume étant
 “ privés suivant icelles du pouvoir d'aliéner leur souveraineté
 “ & domaine, tant s'en faut que par là ils aient diminué leur
 “ autorité, qu'au contraire ils l'ont par là renforcée davan-
 “ tage, puisque la souveraineté & domaine sont les nerfs &
 “ la force de l'Estat, à la manutention duquel le serment &
 “ les loix du Royaume obligent Votre Majesté à conserver
 “ son domaine, vos sujets & officiers à s'opposer à ses aliena-
 “ nations, sauf l'honneur & révérence du Roy, sans pour ce
 “ encourir le crime de rébellion & désobéissance,” &c. &c.

qu'il prononça à l'ouverture de ceux assemblés sous le règne de Charles IX : " Tenir les Etats, n'est autre chose que " de communiquer le Roi avec ses sujets de ses plus " grandes affaires, prendre leur avis & conseil, ouir aussi " leurs plaintes & doléances & leur pourvoir, ainsi que de " raison *."

* Les Etats-Généraux assemblés à Orléans à qui le Chancelier de l'Hôpital adressoit ce discours avoient été convoqués dans un moment de trouble. On pouvoit raisonnablement craindre que plusieurs membres des Etats ne voulussent abuser de la position du gouvernement, sous le prétexte surtout des bruits répandus par les mécontents, qu'il y avoit une grande mésintelligence entre la Reine Régente & les Princes du sang.

C'est dans l'intention de rasseoir les esprits qui étoient déjà en fermentation, & de prévenir les désordres que cette fermentation auroit pu occasionner, que furent rédigées les lettres de convocation ; & l'on peut croire que le Chancelier de l'Hôpital, qui fut consulté sur leur rédaction, connoissoit la constitution du Royaume, les droits du Roi & ceux des Etats.

" Aucuns des ditz Estats se sont amusez à disputer sur le
 " fait du gouvernement & administration de cesluy nostre
 " Royaume, laissans en arrière l'occasion pour laquelle les
 " faissions rassembler, qui est chose sur quoi nous avons bien
 " plus affaire d'eux & de leur aide. Nous vous Mandons &
 " Ordonnons très expressément que vous ayez à faire enten-
 " dre & sçavoir par tout vostre ressort & jurisdiction, à son de
 " trompe & cry publicq, ad ce que aucun en prétende cause
 " d'ignorance, qu'il y a union, accord & parfaite intelligence
 " entre la Reine nostre très honorée Dame & mère, nostre très
 " cher & très amé oncle le Roi de Navarre, de présent nostre
 " lieutenant-général représentant nostre personne par tout

Ces plaintes & ces *doléances* instruisent le Souverain Législateur du vœu des trois Ordres de l'Etat †. Le Roi,

“ nos Royaume & pays de nostre obéissance & nos très chers
 “ & très amés cousins le Cardinal de Bourbon, Prince de
 “ Condé, Duc de Montpensier & Prince de la Rochesurion,
 “ tous Princes de nostre sang, pour le regard dudit gou-
 “ vernement & administration de celsui nostre Royaume, les-
 “ quels tous ensemble ne regardans que au bien de nostre
 “ service & utilité de nostre dict Royaume ceulz là à qui & non
 “ autres le dict affaire touche, y ont prins le meilleur & plus
 “ certain expédient que l'on scauroit penser; de manière
 “ qu'il n'est besoin à ceulz des Estats de nostre dict Royaume
 “ aucunement s'en empescher; ce que leur défendons très
 “ expressément.” Lettres de Charles IX du 25 Mars 1560,
 pour la convocation des Etats-Généraux.

† Les Etats-Généraux ne peuvent présenter que des cahiers de *doléances*; ces cahiers ne renferment que les plaintes & les doléances de leurs commettants; les Etats-Généraux ne peuvent exercer aucune des fonctions Législative, exécutive, administrative & judiciaire. Quel est donc le grand inconvénient des *mandats impératifs* contre lesquels les novateurs ont tant déclamé dans ces moments de trouble qui ont précédé la révolution? Que ces mandats impératifs ordonnent ou défendent d'insérer dans les cahiers des doléances, des demandes particulières, qu'il y ait une foule de ces demandes toutes contradictoires: comme elles ne deviennent des loix constitutives, ou des loix ordinaires que lorsqu'elles sont revêtues de sceau de la puissance législative, comme elles sont sans effet quand le Souverain Législateur les a rejetées, il en résulte que chacun des députés aux Etats-Généraux a rempli son devoir, en se conformant strictement à son mandat & en faisant connoître à ses collègues la volonté particulière de ses

com-

après les avoir pesées dans sa sagesse, les avoir fait examiner & rédiger dans son Conseil par les hommes qu'il juge les plus sages & les plus capables, peut les convertir en loix par de simples actes de sa puissance législative, tels que les ordonnances d'Orléans, de Moulins, de Blois & de Roussillon qui ont immortalisé le nom du Chancelier de l'Hôpital leur rédacteur & dont les bases ont été prises dans les cahiers des Etats-Généraux de 1560 & de 1576 †:

J'ai considéré les Etats-Généraux sous leurs différents rapports : donnant leurs avis lorsque le Roi les consulte, consentant ou refusant l'impôt extraordinaire & présentant au Souverain Législateur dans les cahiers de leurs doléances, les plaintes & les requêtes de leurs commettants. Ma tâche est remplie ; je ne parlerai pas des prétentions qu'ils ont quelquefois élevées, des tentatives qu'ils ont faites, dans des moments de trouble, pour augmenter leurs pouvoirs ; je me contenterai d'observer qu'elles ont échoué, quand le gouvernement a su prendre une attitude ferme ‡, & quand,

commettants, que les députés de chacun des trois Ordres de l'Etat remplissent le même devoir vis-à-vis du Roi & que le Souverain Législateur instruit de toutes les demandes diverses, éclairé par l'opinion générale, statue en connaissance de cause & avec le calme de la raison sur les pétitions & les doléances de ses sujets.

† Voyez ce que j'ai dit dans le quatrième chapitre à ce sujet & sur les conditions requises pour qu'une loi demandée par les Etats-Généraux devienne une loi fondamentale ou constitutive.

‡ Les Etats de 1484 avoient été appelés, comme je l'ai déjà observé, pour terminer le différend entre Anne de France Dame de Beaujeu & les Princes du sang Royal, qui

à raison de sa foiblesse ou de son imprévoyance, les fac-tieux ont triomphé, de grands malheurs ont toujours été

vouloient partager avec elle l'autorité; concourrant à la formation du Conseil de Régence, sentant enfin le besoin que la Dame de Beaujeu avoit de leur appui, ils élevèrent des prétentions; & en général on peut remarquer dans leurs délibérations, au travers des mesures sages & des formes respectueuses, des germes de fermentation, qui peut-être auroient été préjudiciables à l'ordre public & auroient ébranlé l'autorité Royale, si le gouvernement n'avoit point pris une attitude ferme. Le Roi permit aux Etats de nommer des députés qui pussent assister au Conseil où seroient examinés les divers articles de leurs cahiers des doléances; c'étoit une descendante de la part du Roi qui avoit le droit de ne pas admettre dans son Conseil des députés des Etats à l'examen de leurs cahiers. Quoiqu'il en soit, la majeure partie des cahiers fut approuvée par le Roi; les Etats voulurent ensuite délibérer encore sur quelques nouveaux objets: mais leur mission étoit finie, & le Roi usa de son droit de les dissoudre.

Le discours que le Chancelier de Rochefort prononça à la clôture des Etats indique assez clairement les droits du Roi & ceux des Etats-Généraux.

“ Vous pouvez connoître avec quelle liberté le Roi vous a permis de vous assembler & de dire vos avis sur les affaires; “ avec quelle bonté aussi, il vous a donné toutes les audiences que vous avez demandées, en ce que au commencement de vostre assemblée, vous ayant été offert des secrétaires du Roi pour recevoir & rédiger par écrit vos actes, “ vous fustes d'avis de n'admettre aucun parmi vous qui ne fût député par les Estats. Il vous donna de plus plusieurs audiences, où vous eûtes pleine & entière liberté de présenter par écrit & de vive voix tout ce qui vous plairoit.

le résultat des atteintes portées à l'autorité Royale. Je pourrois citer comme preuves de cette vérité les discordes civiles, les fureurs de la Ligue, dont le germe s'est développé dans les Etats de 1560, que l'ambition des Guises a nourries dans les Etats de 1576 & qui ont éclaté dans ceux de 1588 ; mais l'histoire nous offre malheureusement des exemples encore plus déplorables dans les Etats de 1357 & ceux de 1789 ; le parallèle est frappant.

En 1357 Charles le mauvais Roi de Navarre conçoit le projet criminel d'usurper le trône de France & de faire périr Charles V. Louis Philippe Duc d'Orléans veut en 1789 ôter à Louis XVI la Couronne & la vie. Le Prévôt des Marchands *Marcel*, à l'instigation du Roi de Navarre, fait égorguer, sous les yeux de Charles V, ses plus fidèles serviteurs & le force de prendre le chaperon qu'il portoit. Le Duc d'Orléans & ses complices font assassiner par une populace féroce les gardes du corps dans le château de Versailles, à la porte des appartements du Roi & de la Reine. Louis XVI est arraché de son palais, conduit en triomphe à Paris : quelques mois auparavant il avoit été forcé de prendre les livrées des factieux qui sont appelées les couleurs nationales. Quel a été le résultat des Etats de 1357 ? Le massacre de la *Jacquerie*. Quelle est la suite des Etats de 1789 ? La plus horrible révolution. Dans l'une & l'autre époque des flots de sang ont coulé, des atrocités inouies ont été commises !

" Le Roi auroit pu, sans vous appeler, délibérer & conclure
" dans son Conseil sur vos articles," &c. &c. &c.

Traité de la Majorité de nos Rois : par Mr. Dupuy ; pag.
258.

En

En 1359 les factieux ont succombé ; la Jacquerie a été détruite, parce que la Providence a dérobé Charles V au fer des assassins. L'ordre s'est rétabli, parce que l'autorité Royale a reconquis ses droits. En 1793 Louis XVI est tombé sous le poignard des régicides : l'autorité Royale anéantie : propriété, sûreté, liberté, tout a disparu avec elle ; & après sept années de désordre & d'anarchie, il n'est pas encore possible d'assigner un terme prochain aux malheurs de la France.

C H A-

C H A P I T R E VIII.

D E L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

LE Roi est la source de toute justice. Ce principe constitutif est aussi ancien que la Monarchie : s'il souffre quelque altération pendant la durée du régime féodal, il est remis en vigueur aussitôt que nos Rois parviennent à recouvrer leur autorité usurpée.

Sous la première race ils envoyoient dans chaque province des Ducs & des Comtes, pour administrer la justice, & c'étoit toujours au nom du Roi qu'elle étoit rendue. Ces Ducs & ces Comtes avoient sous eux des *vicaires* & *centeniers**. Ne pouvant connoître toutes les loix des peuples vaincus, que les conquérants leur avoient conservées, ces Ducs & ces Comtes furent autorisés à prendre parmi les citoyens les plus notables sept assesseurs pour les aider & les instruire des *us* & coutumes de chaque lieu, & ces assesseurs étoient connus sous le nom de *Scabini* & de *Rachimburgs* †.

* Voyez la formule 8 du livre 1er. de *Marculfe*, qui est intitulée : *Charta de Ducatu, Putriciatu vel Comitatatu*.

† " *Tunc Grafo congreget secum septem Scabineos aut Raginburgios idoneos.*" Voyez la loi Salique : tit. 52 ; voyez encore le tit 60 de la même loi & le titre 32 de la loi Ripuaire.

Indépendamment de ces tribunaux, il y avoit une cour supérieure de justice présidée par le Roi, composée des Prelats & des Leudes : on y portoit par appel les sentences des Ducs & des Comtes, pour les casser, ou les confirmer.

Ainsi sous la première race, par rapport à l'administration de la justice, le Royaume étoit divisé en Duchés, les Duchés en Comtés & les Comtés en *Centaines*. Sous la seconde race, la Monarchie Françoise s'étant agrandie & Charlemagne, voulant assurer l'exécution des loix qu'il avoit faites, changea ou modifia l'ordre établi. Il partagea son Empire en plusieurs districts ou légations, dont chacune contenoit plusieurs Comtés, laissa subsister les *Centaines*, détermina la compétence de ces différents tribunaux, fixa les divers degrés de juridiction * & créa des

* La différente compétence des justices avoit été établie par Charlemagne, ainsi que le prouve le passage suivant :

“ Ut nullus homo in placito Centenarii neque ad mortem,
“ neque ad libertatem suam amittendam, aut ad res reddendas vel mancipia judicetur ; sed ista aut in praesentiâ Comitis vel missorum nostrorum judicentur.” Capit. 3. an. 812. art. 4.

La distinction de haute & basse justice se trouve encore expressément énoncée dans la Charte ou diplôme que Louis le débonnaire donna en 815 aux Espagnols qui s'étoient réfugiés sur le territoire Français, pour se soustraire à la tyrannie des Sarrasins.

“ Ipsi vero pro majoribus causis, sicut sunt homicidia, raptus, incendia, deprædationes, membrorum amputations, surta, latrocinia, aliarum rerum invasiones & undè cunque à vicino suo aut criminaliter aut civiliter fuerit accusatus & ad placitum venire jussus, ad Comitis sui mallum

tours d'appel ambulatoires. Des officiers au nombre de trois ou de quatre, choisis parmi les Prélats & les Nobles furent chargés, sous le nom de *Missi Dominici* ou d'Envoyés Royaux, de visiter, tous les trois mois, chaque légation, d'administrer la justice, de recevoir les requêtes, d'écouter les plaintes & de tendre compte de leurs observations à Charlemagne. Ils tenoient des assises *, telles

" mallum omnimodis venire non recusent. Cæteras vero minoribus causas more suo, sicut haçtènus fecisse noscuntur, inter se mutuo definire non prohibeantur." Art. 2.

" Et si quispiam eorum in parte in quam ille ad habitandum sibi occupaverat, alios homines undecunque venientes adtraxerit & secum in portione suâ, quam ad prisionem vocant, habitare fecerit, utatur illorum servitio absque alicujus contradictione vel impedimento & liceat illi eos distinguere ad justicias faciendas quales ipsi inter se definire possunt. Cætera vero judicia, id est criminales actiones ad examen Comitis reserventur." Art. 3.

* " Volumus propter justicias quæ absque modo de patre Comitum remanserunt quatuor tantum mensibus ii anno Missi nostri legationes nostras exerceant, in hieme Januario, in verno Aprili, in æstate Julio, in autumno Octobri, cæteris vero mensibus unusquisque Comitum placitum suum habeat & justicias faciat." Capit. 3. an. 812. art. 4.

Louis le débonnaire, sans doute, pour perfectionner l'ouvrage de son père, voulut que les envoyés Royaux rassemblassent autour d'eux les Prélats, les Seigneurs & quelques notables personnages du peuple, afin de s'instruire par leurs rapports des abus qui pouvoient s'introduire. Tel est l'esprit du Capitulaire suivant ; mais il n'est pas question de ces assemblées dans les Capitulaires de Charlemagne.

qu'on en voit encore aujourd'hui en Angleterre. Les causes y étoient portées & ils les jugeoient en dernier ressort, parceque la vaste étendue des Etats de Charlemagne ne permettoit pas à tous les plaideurs de recourir à la Cour Suprême du Roi qui, comme celle des Mérovingiens, étoit composée des Prélats & des Grands du Royaume que le Prince y appeloit.

Tandis que les envoyés Royaux rendoient la justice dans les provinces aux assises qu'ils étoient obligés de tenir quatre fois l'an & représentoient la Cour Suprême du Roi, elle prononçoit de son côté sur les causes d'appel pendantes dans l'arrondissement du lieu de sa résidence qui étoit toujours celle de Charlemagne. Ce Prince jugeoit lui-

" Itaque Volumus nt medio mense Maio convenienti iidem
 " Missi, unusquisque in suâ legatione cum omnibus Episco-
 " pis, Abbatibus, Comitibus & Vassis nostris, Advocatis, ac
 " vice Dominis Abbatissarum, nec non & eorum qui propter
 " aliquam inevitabilem necessitatem ipsi venire ad locum
 " unum, & si necesse fuerit propter opportunitatem conve-
 " niendi in duobus vel tribus locis, vel maxime propter pau-
 " peres populi, idem conventus habeatur qui omnibus con-
 " gruat: & habet unusquisque Comes Vicarios & Centena-
 " rios suos, nec non & de primis Scabineis suis tres aut qua-
 " tuor. Et in eo conventu primam christianæ religionis &
 " Ecclesiastici ordinis collatio fiat. Deinde inquirant Missi
 " nostri ab universis qualiter unusquisque illorum qui ad hoc
 " à nobis constituti sunt, officium sibi commissum secun-
 " dam Dei voluntatem ac jussionem nostram administret in
 " populo & quam concordes atque unanimes ad hoc sint, vel
 " qualiter vicissim sibi auxilium ferant ad ministeria sua pe-
 " ragenda." Capit. an. 823. art. 28.

même dans son palais * toutes les affaires épineuses soit par leur nature, soit par le crédit ou la puissance de ceux qui les suscitoient ou les soutenoient. Les autres étoient jugées par le Comte *palatin*, ou Comte du palais † qui, en l'absence du Roi, présidoit sa Cour Suprême.

La voie d'appel étoit donc ouverte à tous les sujets de la Monarchie Françoise ; ils pouvoient faire réformer les jugements rendus par les Comtes des Cantons *Comites pagenses*, soit aux assises des *envoyés Royaux*, soit à la Cour Suprême du Roi, s'ils en étoient à portée : cette faculté donnoit l'assurance d'obtenir une justice exacte ; elle offrroit au foible un appui contre l'oppression : mais les plai-

* " Cum calcearetur & amiceretur, non tantum amicos
admittebat, verum etiam si Comes palatii item aliquam
esse diceret, quæ sine ejus jussu definiri non poterat, sta-
tim litigantes introduceere jubebat, & velut pro tribunali
sederet, lite cognitâ sententiam dicebat." Eginaldus in Vita
Caroli Magni, cap. 24.

† Le juge qui prononçoit sur les causes d'appel dans le Conseil du Roi avoit le titre de *Comte* à cause de sa dignité, & celui de *palatin*, parcequ'il rendoit la justice dans le palais du Roi.

Cette place étoit la première de la Cour ; il ne faut pas la confondre avec celle du Majordome *Major domus*, qui étoit essentiellement différente. Grégoire de Tours, dans son histoire, liv. ix. chap. 29, dit qu'il avoit vu venir dans sa ville Episcopale Remulphus Comte du palais & Florentien Majordome.

Mabillon (de re diplomaticâ, lib. 6, No. 25, pag. 480.) rapporte un jugement du Roi Childebert de l'an 703 qui fait mention du Comte du palais & du Majordome.

deurs s'accoutumèrent à interjeter appel de tous les jugemens. Pour remédier à cet abus, Charlemagne fixa des amendes contre ceux qui appeleroient des sentences qui auroient été sagelement & légalement rendues *.

Les appels devenant plus fréquents sous la seconde race, la place du Comte palatin fut aussi plus importante qu'elle ne l'avoit été sous les Mérovingiens. Néanmoins quoique ses pouvoirs & ses fonctions fussent très-étendus, lorsqu'il trouvoit des cas qui n'avoient pas été prévus par la loi, ou lorsque les coutumes établies lui paroisoient injustes, il étoit obligé d'en référer au Roi †. Sa compétence avoit

* Voyez le Capitulaire de l'an 797, apud Baluze, vol. 1. pag. 277.

† Voici comment l'Archevêque Hincmar nous développe les devoirs du Comte palatin :

" Comitis palatini, inter cætera pænè innumerabilia, in
" hoc maximè sollicitudo erat, ut omnes contentiones legales
" quæ alibi ortæ propter æquitatis judicium palatum aggre-
" diebantur, justè ac rationabilitè determinaret, seu per-
" versè judicata ad æquitatis tramitem reduceret. Si quid
" vero tale esset, quod leges mundanæ hoc in suis defini-
" tionibus statutum non haberent aut secundum Gentilium
" consuetudinem crudeliùs sancitum esset, quam christiani-
" tatis rectitudō, vel sancta auctoritas merito non consen-
" tiret, hoc ad regis moderationem perduceretur, ut ipse
" cum his qui utramque legem nossent, & Dei magis quam
" humanarum legum statuta metuerent, ità decerneret, ita
" statueret, ut ubi utrumque servari posset, utrumque serva-
" retur; sin autem non, lex seculi merito comprimeretur,
" justitia Dei conservaretur." Hinem. in Epist. de ordine &
officio palatii, § 21. apud Duchesne Scriptor. Hist. Francor.
vol. 2. pag. 492.

aussi

aussi des bornes qu'il ne lui étoit point permis de franchir ; par exemple il ne pouvoit connoître des matières Ecclesiastiques, elles étoient du ressort de l'*Apocrisiaire* ou grand Aumonier * ; il ne jugeoit point les différends entre les Grands du Royaume, sans une commission expresse du Roi † ; enfin si la cause portée à son tribunal se trouvoit de nature à ne pas être rendue publique, il falloit qu'il s'absent de prononcer & la renvoyât par-devant le Roi, & dans ce cas le Prince ne jugeoit que sur son rapport ‡. Il y

* “ Apocrisiarius de omni Ecclesiasticā religione vel or-
“ diē, necnon de canonicā vel monasticā altercatione, seu
“ quæcumque palatiū adibant pro necessitatibus ecclesias-
“ ticiis, sollicitudinem haberet ; & ea tantum de externis re-
“ gem adirent, quæ sine illo plenius definiri non potuissent.”
Hincm. de ordine ex officio palatii, cap. 20.

† “ Ut Episcopi, Abbates, Comites & potentiores quique, si
“ causam inter se habeant, ac se pacificare noluerint ; ad nos-
“ tram jubeantur venire præsentiam, neque illorum conten-
“ tio alibi judicetur, ne propter hoc pauperum & mindis po-
“ tentium justitia remaneat. Neque ullus Comes palatii
“ potentiorum causas sine nostrâ jussione finire præsumat,
“ sed tantum ad pauperum causas & mindis potentium justi-
“ tias faciendas sibi sciāt esse vacandum.” Capitul. lib. 3.
cap. 77.

‡ “ Si secreta esset causa, quam prius congrueret Regi
“ quam cuiquam alteri dicere, Comites palatini cumdem di-
“ cendi locum eidem ipsi præpararent, introducto prius Rege,
“ ut hoc juxta modum personæ vel honorabiliter, vel pa-
“ tienter, vel misericorditer susciperet.” Hincm. ibid. cap.
19.

Lorsque le Roi jugeoit lui-même ces causes, c'étoit toujours
d'après le rapport du Comte du palais ; *sicut Comes palatii nos-*

tri;

avoit cependant des causes qui lui étoient dévolues, *omissa judice intermedio*, c'est à dire qu'il jugeoit en première & en dernière instance ; c'étoit principalement les contestations relatives à la propriété des monastères & aux titres de leurs fondations *.

tri testimoniavit est une clause qui se trouve dans presque tous les jugements portés par nos Rois de la première race & dans ceux portés par les premiers Rois de la seconde race.

Voyez plusieurs de ces jugements rapportés par Mabillon dans sa diplomatique & dans ses Annales Bénédictines.

On s'est souvent élevé & peut-être avec raison contre ces causes commises, ou ces évocations. Mais je crois que si on examinoit avec plus d'attention les motifs qui engagèrent nos Rois à les permettre en faveur des Monastères, on seroit plus juste. En général toutes ces anciennes Abbayes avoient presque toutes été fondées par nos Rois ou par des Princes de leur Sang ; alors pour empêcher que ces établissements & les donations qui en étoient la suite, ne souffrissont aucune altération, ils ordonnèrent que toutes les fois que la propriété de ces Monastères seroit contestée, la cause seroit portée directement devant eux ou le Comte du palais. Nos Rois se croyoient garants de leurs faits, & de là l'évocation ordonnée par les chartes de fondation ; leurs successeurs se crurent garants du fait de leurs ancêtres, & de là le droit de *committimus* & les évocations confirmées par les chartes subséquentes. Il y a beaucoup d'actes où nos Rois ne permettent l'évocation des affaires des Monastères *omisso medio*, qu'en énonçant la garantie dont je viens de parler, & la crainte que le juge inférieur ne rendît quelque sentence qui, en lézant la propriété des Monastères, réformât par là même la charte de donation demandée du Souverain.

Dubouchet

Quand le Comte du palais tenoit son tribunal à la suite de la Cour, il étoit assisté dans ses jugements par des *Scabins* du palais ou des docteurs ès loix * : mais s'il jugeoit hors du lieu de la résidence de la Cour les causes de sa compétence, il prenoit pour assesseurs les juges Royaux, surtout si le fisc étoit intéressé dans la cause †. Souvent aussi le Roi l'envoyoit dans les provinces pour y juger les causes d'appel, sur lesquelles les envoyés Royaux n'avoient pas osé prononcer ‡.

Cet ordre subsista tant que vécut Charlemagne & même sous quelques-uns de ses successeurs ; l'époque où le régime féodal commença à prendre consistance fut aussi celle de

Dubouchet dans sa véritable origine de la *Maison de France*, pag. 238, — rapporte un acte de Pépin Roi d'Aquitaine de l'an 638 qui accorde le droit de *committimus* devant le tribunal du Comte du palais à l'Eglise de St. Julien dans le Comté de Brive.

Mabillon *de re diplomaticā*, lib. 6, N°. 104 & 105 rapporte deux actes du Comte du palais sous Louis le débonnaire. Ce sont deux jugements en faveur de deux Monastères de fondation Royale.

* Dumoins c'est ainsi que les appelle la Chronique de St. Vincent, apud Duchesne Script. Hist. Francor. vol. 3. pag. 690. & un acte rapporté, par Baluze Capitul. Reg. Francor. vol. 2. p. 918.

† Voyez Mabillon *de re diplomaticā*, lib. 6, N°. 104 & 105.

‡ Eginard rapporte que Lothaire & Louis le débonnaire avoient souvent envoyé leur Comte du palais dans différentes parties de leurs Etats, pour y juger les causes évoquées par appel devant le Roi. Eginard. Annales ad an. 823. apud Duchesne, vol. 2. p. 266.

l'anéan.

l'anéantissement de la place de Comte palatin * ; tous les Comtes dont il réformoit ou confirmoit les jugements se rendirent indépendants & les plus puissants d'entr'eux

* Charles le chauve est le dernier de nos Rois sous lequel on trouve cette dignité encore existante. Après sa mort elle passa dans les provinces dont les Comtes usurpèrent le titre de *palatin*. La foiblesse des successeurs de Charles le chauve, les continues invasions des Normands & les ambitieuses entreprises des Comtes & des Ducs troublèrent tellement le Royaume qu'on pouvoit alors chercher la France dans la France même ; Eudes Comte de Paris s'empara du trône de Charles le simple. Louis d'outremer fils de ce dernier fut réduit au point de n'avoir plus que les villes de Rheims & de Laon en son pouvoir ; les ancêtres de Hugues Capet étoient déjà maîtres du Duché de France & du Comté de Paris. Les Comtes des provinces, jusqu'alors révocables à la volonté du Roi, furent assez puissants pour rendre leurs dignités héréditaires. Les Ducs firent les mêmes usurpations. Le Roi étoit sans pouvoir dans son propre Royaume. C'est alors que ces grands Vassaux, ou forcèrent le Roi de leur donner le titre de *palatin*, ou se l'attribuèrent d'eux-mêmes. Delà les Comtes de Troyes, de Champagne, de Beauvais, de Vermandois, de Chartres, de Blois, de Poitiers, de Toulouse, &c., qui tous profitant de la faiblesse de nos Rois, en usurpèrent l'autorité & prirent le titre de Comtes palatins. L'autorité du Roi anéantie, celle du Comte palatin de sa Cour le fut également.

Voyez les actes qui constatent l'usurpation du titre de *palatin*, par chacun des ces Comtes dans la dissertation *de Comite palatino Galliae* : Mémoires de l'Academ. de Manheim, vol. 2. p. 187.

s'arro-

s'arrogèrent avec le titre de Comte palatin * l'autorité qui lui étoit attribuée.

La justice Souveraine des premiers Rois de la troisième Race se trouva donc réduite par les usurpations des grands Vassaux de la Couronne à l'arrondissement du Duché de France, des Comtés de Paris & d'Orléans, & de quelques Seigneuries qui leur appartennoient : mais à l'imitation de leurs prédécesseurs des première & seconde Race, ils eurent une Cour Suprême de justice composée des Prélats & des Barons.

* Sous la première & la seconde race les Ducs & les Comtes étoient chargés, ainsi que je l'ai déjà observé de rendre la justice au nom du Roi ; à cette époque nos Rois ne donnaient point d'appointements, mais ils abandonnoient à ceux qu'ils employoient quelques portions du domaine Royal, qui originairement furent appelées des Bénéfices : au moment de la décadence de la race Carlovingienne, tous les Ducs & les Comtes secouant le joug de l'autorité Royale usurpèrent, avec les bénéfices qui servoient d'appointements à leurs charges, l'autorité qui leur étoit attribuée par le Roi & qu'ils exerçoient en son nom. Voilà l'origine de tous les grands fiefs.

Voyez *Dissertatio de origine & indele Comitis palatini sub Mérovingis & Carolingis Regibus*, vol. 1. des Mémoires de l'Académie de Manheim, pag. 76. Il est prouvé par une infinité de titres que les Comtes palatins & les Comtes des Cantons *Comites palatini et Comites pagenses* avoient tous des bénéfices attachés à leurs charges, que ces terres sont appelées souvent *terre palatine, terre salicæ, ville regia*, que toutes étoient évidemment des terres domaniales dont le Roi leur accordoit l'usufruit. Delà aussi les Comtes palatins & des cantons sont souvent appellés *Comites Salici*.

Le Roi présidoit lui même sa Cour Suprême, lorsqu'il étoit question de juger les grands Vassaux de la Couronne, ou de terminer les différends qui s'élevoient entr'eux ; les appels des jugements pour les affaires ordinaires étoient portés par devant le Sénéchal de la Cour *. Tel fut l'ordre établi depuis Hugues Capet jusqu'à Philippe Auguste. Ce Prince, à l'exemple de Charlemagne, divisa ses domaines en différents districts sous le nom de Baillages dont chacun comprenoit plusieurs tribunaux inférieurs ou prévôtes dont les chefs portoient le nom de prévôts : ils avoient été établis originairement pour commander la milice de leur arrondissement, percevoir les revenus du Roi & administrer la justice en son nom. Ils rendoient compte de leur administration au Sénéchal de la Cour, qui sous la troisième race avoit l'autorité & les fonctions autrefois exercées par le Comte palatin : mais Philippe Auguste, ayant supprimé cet office, plaça à la tête de chaque Baillage un

* A l'époque de l'anéantissement de la place de Comte palatin celle de Sénéchal (Dapifer) devint la première de la Cour. Les Comtes d'Anjou la possédèrent héréditairement depuis le Xème siècle jusqu'à l'époque, où cette famille ayant monté sur le trône d'Angleterre, Philippe Auguste aboli cette première dignité de sa Cour.

Alors les fonctions du grand Sénéchal de France furent partagées. Le Chancelier eut l'administration de la justice, le Grand Maître eut le soin du palais, le Comes Stabuli ou Connétable eut le département de la guerre, (cette place a été supprimée sous le règne de Louis XIII à la mort du Connétable de Luynes) & le trésor Royal fut confié à un officier particulier. Il porte aujourd'hui le titre de Contrôleur-Général des finances.

premier

premier magistrat qu'il nomma *Bailli*. Il eut sur les Prévôts de son ressort la même autorité & la même surveillance qu'avoit précédemment le Sénéchal de la Cour. On appeloit des prévôts aux Baillis, & de ceux-ci on remontoit par un nouvel appel jusqu'au Roi. Le conseil que les prédecesseurs de St. Louis avoient établi pour l'administration de leurs domaines, commença sous le règne de ce Prince*

* Ce Prince à l'imitation de Charlemagne jugeoit dans son palais, souvent même assis au pied d'un arbre dans le bois de Vincennes.

" Maintefois ay veu, dit Joinville, que le bon Saint (St. Louis) après qu'il avoit oui la messe en été, il se alloit esbattre au bois de Vincennes & se seoit au pied d'un chesnie & nous faisoit séoir tous auprès lui & tous ceuls qui avoient affaire à lui parler, sans ce que aucun huissier ne austre leur donnast empêchement & demandoit hautement de sa bouche s'il y avoit nul qui eust partie."

Les Rois de France ont toujours été accessibles ; le dernier de leurs sujets pouvoit leur demander directement justice & leur faire parvenir un Mémoire. Tous les Dimanches une table, devant laquelle étoit assis un Maître des requêtes appellé par cette raison *Magister libellorum publicorum*, étoit dressée dans la salle des gardes ; sur cette table étoient déposés les mémoires qu'on vouloit présenter au Roi, & quand sa Majesté se rendoit à la messe, le Maître des requêtes l'accompagnoit & lui rendoit compte de tous les placets & requêtes qu'il avoit reçus ; & les jours de grandes Fêtes, au lieu d'un Maître des requêtes, il y en avoit deux. Insensiblement la coutume s'est établie de remettre au Capitaine des gardes, en présence du Roi, au moment où il va à la messe, le placet qu'on veut lui présenter : mais conformément à l'ancien

B b 2 usage,

mettoient pas d'exercer leurs offices de Baillis, & ils prirent des Lieutenants ; mais lorsqu'ils voulurent ensuite y rentrer, le Roi qui s'étoit apperçu que l'exercice de la justice dans la main de ces Seigneurs les rendoit trop puissants & pouvoit exposer leur fidélité à secouer le joug de l'obéissance, (ce qui étoit arrivé sous la seconde Race aux Ducs & aux Comtes,) ne voulut plus leur permettre de reprendre leurs fonctions de juges * quand ils voulurent y revenir, & les força de laisser juger en leur place ceux qu'il y avoit commis. †

A peu près la même révolution s'opéra dans la Cour féodale ou la Cour suprême du Roi qui fut inseparablement

* Il y a encore en France des places de Grand-Bailli ; elles sont occupées par des Gentils-hommes ; mais ils n'exercent plus les fonctions de juges ; le tribunal est présidé par le Lieutenant-général du Baillage. Néanmoins le Grand-Bailli a conservé le droit de présider l'assemblée des trois Ordres du Baillage, lorsqu'elle est convoquée pour l'élection des députés aux Etats-généraux : tous les Grands Baillis, en 1789, ont joui de cette prérogative.

La place de Prévôt de Paris est la seule qui ait conservé l'image des fonctions qui lui étoient autrefois attribuées ; il préside le Châtelet ; c'est en son nom que les sentences sont rendues ; les Lieutenants civil de police & criminel sont ses Lieutenants, & cependant le président réel & habituel du tribunal est le Lieutenant civil.

Le Prévôt de Paris, comme les Grands Baillis, préside l'assemblée des trois Ordres de la Prévôté & Vicomté de Paris.

† Voyez l'abrégué chronologique de l'histoire de France par le Président Hénault.

appelée *Parlement*, parcequ'on y parlementoit, on y parlloit des affaires les plus importantes, toutes les fois que le Roi jugeoit à propos de la rassembler pour prendre ses avis.

Cette Cour Suprême ou Parlement composé, ainsi que je l'ai déjà observé, des Prélats & hauts-Barons ne commença à prendre connoissance des appels que quand cette jurisprudence devint générale & qu'il fut question de réformer les jugements des grands vassaux. Ce fut aussi à cette époque que le Roi voulant être éclairé sur les intérêts de toutes les classes de ses sujets, y appela des Ecclesiastiques du second Ordre & des gens de loi tirés de la classe de la Bourgeoisie, qui eurent le tire & les fonctions de Conseillers rapporteurs & enquêteurs.

Dans le temps où la législation étoit encore dans l'enfance & où il n'y avoit encore qu'un petit nombre de loix ou de coutumes à connoître, il ne falloit qu'une grande droiture, un jugement sain & peu de lumières, & alors les hauts-Barons jugeoient avec facilité ; aussi eux seuls avoient la qualité de *Conseillers jugeurs* ; eux seuls faisoient les arrêts & les Conseillers rapporteurs n'avoient que voix consultative. A mesure que la législation devint plus étendue, les transactions entre les citoyens plus multipliées & les affaires plus compliquées, l'étude des loix & des jugements devint plus difficile, exigea une application & une suite que les hauts Barons négligèrent ou crurent au dessous d'eux, & naturellement, quoique les Conseillers rapporteurs n'eussent pas voix délibérative, ils devinrent cependant les vrais juges, ils dictoient les avis & les jugemens. L'administration de la justice demandant un travail assidu dégoûta de plus en plus les hauts Barons, ils renoncèrent insensiblement à l'exercice d'une de leurs plus

augustes

augustes fonctions, & par leur retraite elles restèrent entre les mains des Magistrats ou Conseillers rapporteurs & enquêteurs. Telle est l'origine des Chambres des enquêtes & des requêtes des divers Parlements du Royaume.

Les Prélats ne se rebûterent pas aussi promptement que les hauts Barons ; ils continuèrent d'assister assez régulièrement au Parlement : mais quand il fut rendu sédentaire à cause de la multiplicité des affaires ; les fonctions habituelles que les Evêques avoient à remplir comme juges devenant incompatibles avec celles de leur état, Philippe V dit le long rendit un Ordonnance en date du 13 Décembre 1319 portant qu'il n'y aura nuls Prélats au Parlement, parceque le Roi fait conscience de les empêcher de vaquer au gouvernement de leur spiritualité. *

Du moment que le Parlement de Paris commença à prendre connaissance des appels et ensuite à mesure que les autres Parlements furent successivement établis, l'administration de la justice, réglée dans tout le Royaume par les mêmes principes, prit une forme régulière ; la surveillance de chacun des Parlements s'étendit sur tous les tribunaux inférieurs de son ressort, dont il réformoit ou confirloit les sentences suivant qu'ils avoient bien ou mal jugé. Par cette raison la partie plaignante donnoit sa requête, non pas contre l'autre partie, mais contre le juge même,

* " Il y aura nulz prelaz députés en Parlement, car le Roi fait conscience de eus empêcher au gouvernement de leurs espérances, & li Roys veut avoir en son Parlement gens qui y puissent entendre continuellement, sans en partir, & qui ne soient occupés d'autres grans occupations." Voyez les Ordonnances du Louvre.

pour l'obliger de venir rendre compte de sa conduite & des motifs de son jugement. C'étoit au juge à soutenir le bien jugé de sa sentence contre la partie qui l'avoit appelé devant le Parlement.

Comme les appels dans le principe n'étoient reçus que dans le cas où l'on avoit énoncé dans la requête de ces sortes de fautes de la part du juge, que l'on appelle *faute grave équivalente à la fraude*,* l'affaire devenoit personnelle pour le juge appelé. Si les faits étoient prouvés, il étoit puni par le même arrêt qui réformoit sa sentence ; si l'appelant ne pouvoit prouver les faits par lui avancés, il étoit condamné à une amende & en des dépens, dommages & intérêts envers le juge.

On se relâcha dans la suite, & on fut plus facile à recevoir des requêtes d'appel sur des faits plus légers & quelquefois sur une énonciation générale d'injustice ; les juges se trouvant moins intéressés dans ces sortes de requêtes y donnoient moins d'attention, & alors les parties en faveur de qui leur sentence étoit rendue se joignirent à eux pour en soutenir le bien jugé. On ordonna même dans la suite que la partie seroit intimée pour soutenir le bien jugé de la sentence, & quand les affaires furent multipliées au point que les Parlements furent obligés de tenir continuellement leurs séances, comme il étoit impossible que les juges des provinces y assistassent toute l'année pour rendre compte de leurs jugements, on fit au Parlement de Paris, dont le ressort étoit le plus étendu, des rôles par province ; le Bailli ou Sénéchal de chaque province se réndoit à la suite de la Cour à l'appel du rôle de la province & assistoit à

* *Lata culpa quæ dolo æquiparatur.*

toute la plaidoirie du rôle pour rendre compte des motifs de chaque sentence. On cessa alors d'intimer les juges sur chaque affaire, parceque la publication du rôle de la province étoit une intimation générale.

La première espèce d'intimation subsiste encore pour le premier cas qui l'a introduite & lorsqu'il y a prévarication de la part du juge, sur la requête donnée à cet effet par la partie lézée, intervient jugement qui permet d'intimer le juge en son nom & de le prendre à partie. Mais en même temps que l'on a conservé l'usage d'intimer les juges dans ce cas pour les contenir dans le devoir, on a reconnu l'inconvénient de les soustraire à leur tribunal, d'interrompre le cours de la justice & l'inutilité de les faire assister à des plaidoiries * où la partie qui soutient le bien jugé de la sentence est intimée elle-même & a intérêt d'en soutenir la validité. Cependant la partie qui succombe, après avoir interjeté appel, est encore aujourd'hui condamnée aux dépens envers sa partie adverse & à une amende † pour

* Cet usage subsiste encore aujourd'hui pour le Châtelet de Paris, parcequ'il siège dans la même ville que le Parlement. Le lendemain de la Chandeleur jour de l'ouverture du Rôle de Paris, le Lieutenant-civil & les officiers du Châtelet assistent à l'audience ; lorsqu'elle est finie, le Premier Président prononce que la Cour, attendu l'importance des fonctions du Châtelet, le dispense d'assister au surplus des audiences.

† Cette amende est aujourd'hui un revenu du fisc : elle n'est plus comme autrefois au profit du juge inférieur dont la sentence a été confirmée ; et la raison en est simple : il n'est plus personnellement intimé, que quand il s'est écarté de son devoir & qu'il est accusé d'avoir prévariqué.

avoir

avoir appelé d'une sentence qui étoit bien & légalement rendue.

Je me suis un peu étendu sur ces appels parcequ'il étoit essentiel de rendre compte des précautions prises pour assurer à tous les citoyens le moyen d'obtenir justice & pour les garantir des prévarications & même des erreurs des juges. Par la même raison j'entrerai dans quelques détails sur la plus belle & la plus utile de nos institutions, celle que je considère comme le chef-d'œuvre de notre législation : je veux parler du Ministère public exercé dans les Parlements & autres Cours Souveraines par les Avocats & Procureurs-généraux & dans les tribunaux inférieurs par les Avocats & Procureurs du Roi. *

L'exercice de leurs fonctions assure aux loix leur exécution, à la société sa tranquillité, à tous les citoyens leur sûreté & au Monarque la certitude que la dette la plus sacrée de la souveraineté sera fidellement acquittée.

Le Ministère public, organe du législateur, communique aux Corps chargés de l'enregistrement les actes émanés de la puissance législative. Les loix enrégistrées, il est spécialement chargé de pourvoir à leur publication & de rendre compte de leur exécution.

Défenseur né des faibles, des opprimés, de tous ceux enfin qui ont perdu leurs défenseurs naturels ; il est auprès des tribunaux le protecteur des veuves, des orphelins, des mineurs, des corps & communautés & de toute espèce d'association dans laquelle la voix de chaque individu ne peut pas personnellement se faire entendre.

* Dans les justices seigneuriales par le Procureur-fiscal, dans les officialités par le Promoteur.

Partie principale dans la poursuite des crimes & délits publics, il en requiert au nom du Roi l'instruction, rassure la société par sa vigilance, sollicite la vengeance qui lui est due quand elle est outragée, réclame sans cesse l'exécution des loix pour le maintien de l'ordre public, la sûreté des propriétés, la liberté & la tranquillité de tous les citoyens; & lorsque les juges ont prononcé conformément à la loi & que le Roi dans sa sagesse suspend le glaive de la justice prêt à frapper le coupable, le Ministère public est auprès des tribunaux l'organe de la clémence du Souverain. *

Censeur public il veille à l'exécution des loix générales & particulières. C'est au Ministère public qu'est spécialement confiée la surveillance de ces loix de discipline générale qui maintiennent les libertés de l'Eglise Gallicane contre les entreprises de la Cour de Rome, par la voie salutaire de *l'appel comme d'abus*, & défendent les citoyens

* Le Roi a le droit de faire grâce; mais cet acte de la puissance souveraine est soumis à des formes qui conservent à la partie civile ses droits & qui garantissent le Monarque des pièges de la séduction.

Le Roi n'ordonne aux Magistrats de faire lire, publier & entériner les lettres de grâce & de faire jouir l'exposant du bénéfice des dites lettres, que si la requête qu'il a présentée pour les obtenir contient vérité; & la clause *sauf les droits de la partie civile* y est toujours exprimée: il faut qu'elle soit indemnisée, & les lettres de grâce ne sont jamais entérinées qu'après avoir entendu le Ministère public dans ses conclusions. Il faut en outre que le coupable déclare qu'il a lui-même demandé les lettres de grâce, qu'il entend jouir du bénéfice des dites lettres & que la requête énonciative des faits qu'il a présentée pour les obtenir, contient vérité.

de

de toute surprise faite à l'autorité Ecclésiastique par la même voie de *l'appel comme d'abus* contre les Ordonnances des Officialités, lorsque dans les décisions qu'elles ont rendues, elles se sont écartées des règles prescrites par la puissance législative.

Censeur public, & en cette qualité défenseur & conservateur de la Religion & de la morale, il fixe l'attention des Cours Souveraines sur les efforts criminels de l'impiété & de la prétendue philosophie, leur demande de vouer à l'anathème légal les productions du fanatisme ou de l'irreligion & maintient par sa vigilance les vrais principes dont la stabilité est l'appui de la foi, de la morale & de la tranquillité publique.

C'est encore comme Censeur public, qu'au nom de la loi il rappelle aux Magistrats dans les *Mercuriales* leurs obligations & leurs devoirs ; que chargé de veiller à l'exécution de toutes les loix tant civiles qu'écclesiastiques qui règlent les fonctions & les devoirs réciproques des membres de chacun des trois Ordres de l'Etat, il requiert l'exécution des loix sur la résidence des Evêques, comme sur les atteintes portées à la liberté d'un individu dans le fond des Cloîtres, veille à la distribution des secours spirituels aux fidèles, comme au payement des dîmes, garantit les vassaux de l'oppression des Seigneurs, comme il assure à ceux-ci le payement de leurs droits Seigneuriaux ; enfin il exerce au nom des loix, dont il demande l'exécution, un droit de censure sur l'universalité des citoyens.

Organe des loix, constamment chargé de les faire observer, il est leur défenseur dans les contestations entre particuliers ; il rapporte avec exactitude les moyens respectifs des parties, fait également valoir les intérêts opposés & enfin donne ses conclusions après s'être livré à une discus-

sion approfondie du fond de l'affaire & des loix suivant lesquelles les juges doivent prononcer.

Défenseur du Roi lui même dans les contestations où il est personnellement engagé, soit pour ses domaines, soit pour les impôts, le Ministère public développe avec une égale impartialité & ses droits & l'abus que ses préposés peuvent en avoir fait, & l'exécution de la loi est prononcée contre les agents du Souverain avec la même équité que contre le dernier individu de la société.

D'après ce tableau fidèle des fonctions du Ministère public, on voit que nos Rois ont pris les précautions les plus sages pour que la justice fût administrée dans leur Royaume de la manière la plus utile, pour la société en général & pour les individus de toutes les classes.

Mais ce n'étoit pas assez de prescrire des formes pour assurer à tous les citoyens la facilité d'obtenir justice : il falloit encore procurer tant aux Parlements qu'aux juges inférieurs la connaissance des diverses coutumes établies dans le Royaume * & suppléer à leur insuffisance par des loix sages.

* Charles VII fut un de nos Rois qui s'occupa avec le plus de soin de la rédaction des coutumes. Voici l'Ordonnance qu'il fit à ce sujet.

" Nous voulans abréger les procès & litiges d'entre nos
 " sujets & les relever des mises & dépenses & mettre cer-
 " taineté ès jugements tant que faire se pourra & oster toutes
 " matières de variations & contrariété : Ordonnons, Décer-
 " nons, Déclarons & Statuons que les coutumes, usages &
 " styles de tous les pays de nostre Royaume gardés & mis en
 " escript, accordés par les coutumiers praticiens & gens de
 " chacun des dits pays de nostre Royaume, Lesquels cou-
 " tumiers

Nos Rois se sont constamment occupés de cet important ouvrage ; aussi indépendamment des coutumes locales,

“ tumiers, usages & styles ainsi accordés seront mis &
“ escriptes en livres lesquels seront apportez par devers
“ Nous, pour les faire veoir & visiter par les gens de nostre
“ Grand Conseil, ou nostre Cour de Parlement & par Nous
“ les décreter & confirmer. Et iceulz usages, coutumes &
“ styles ainsi décrétéz & confirméz, seront gardéz & ob-
“ servéz ès pays dont ils seront & aussi en nostre Cour de
“ Parlement ès causes & procès d'iceulz pays. Et jugerons
“ les juges de nostre Royaume tant en nostre Cour de Par-
“ lement, que nos Bailiffs, Séneschaux & autres selon iceulz
“ usages, coutumes & styles ès pays dont ils seront, sans
“ faire autre preuve que ce qui sera escript au dit livre.
“ Et lesquells coutumes, styles & usages ainsi escriptis, ac-
“ cordéz & confirméz, comme dit est, voulons estre gardéz &
“ observéz en jugement & dehors.”

Ordonnance de CharlesVII du mois d'Avril 1453 art 125 :
Voyez Ordonnances du Louvre.

Cette rédaction des coutumes s'est faite fort lentement & n'a été achevée que plus de cent ans après la mort de Charles VII ; la plus ancienne est la rédaction de la coutume de Pont-thieu, faite sous Charles VIII & de son autorité en 1495. Il y en eut plusieurs sous Louis XII depuis l'an 1507 ; l'on continua à diverses reprises sous François I & Henry II, & il s'en trouva encore quelques unes à rédiger sous Charles IX. . . . Cependant on s'apperçut en 1590 qu'il étoit arrivé beaucoup de changements depuis les rédactions qui avoient été faites au commencement de ce siècle & qu'il y avoit des omissions considérables, de sorte que l'on réforma plusieurs coutumes, comme celles de Paris, d'Orléans & d'Amiens ; ce qui se fit avec les mêmes cérémonies que les premières rédactions.

Et

nous avons des loix générales relatives aux divers objets de législation *.

La forme des procédures, celles des jugements en première & en dernière instance, l'organisation des tribunaux, les divers degrés de juridiction sont aussi réglés par des Ordonnances, Edits & Déclarations †, dont l'application est générale à tout le Royaume. Il en est de même des Edits & Déclarations en matière fiscale concernant l'assiette, la levée & la perception des impôts & la faculté accordée

Et comment se firent ces rédactions ? En assemblant dans le lieu principal du siège de chaque coutume des gens des trois Ordres, les Ecclésiastiques, les Nobles, & les plus Notables personnage & les plus instruits du troisième Ordre ou *Tiers-Etat*. Ils déposoient dans cette assemblée sur les us & coutumes qu'ils avoient reçus de leurs pères par tradition ; on faisoit un procès verbal de leurs dires qui étoit signé par eux tous : & c'est conformément à ce procès-verbal que la coutume étoit rédigée.

Nos pères avoient de même laissé aux Gaulois & aux Romains vaincus leurs loix & leurs coutumes, & pour qu'ils ne fussent pas lézés, les précautions les plus sages avoient été prises.

Charles VII a donc imité la conduite des Rois Mérovingiens. Les mêmes principes, les mêmes usages ont donc toujours été suivis depuis 14 siècles dans ce Royaume qui, au dire des Novateurs, est sans Constitution.

* Telles que les Ordonnances de Moulins, d'Orléans, de Blois, de Roussillon, la Déclaration sur les testaments & les substitutions, &c. &c.

† L'Edit de Crémieu, les Ordonnances de 1667 & de 1670, la Déclaration sur le faux incident, &c. &c.

aux

aux contribuables de recourir aux tribunaux lorsqu'ils se croient lézés par les percepteurs de l'impôt.

Les bornes de cet ouvrage ne me permettent pas d'analyser toutes ces loix * dont j'indique seulement la nomenclature & le principal objet. J'observerai seulement qu'aucun citoyen ne pouvoit être soustrait à la sévérité de la loi, comme aussi il ne pouvoit être privé de sa propriété, perdre la liberté ou la vie & enfin être jugé en matière civile & criminelle que conformément aux loix du Royaume & suivant les formes qu'elles prescrivent.

* Si l'on veut avoir une idée du soin & de l'attention avec lesquels les fameuses Ordonnances faites sous le règne de Louis XIV ont été rédigées, il suffit de lire les procès verbaux de l'Ordinance de 1667 & de celle de 1670. Quels en furent les rédacteurs ? Les Magistrats les plus habiles & les plus expérimentés de ce siècle si fécond en grands hommes & en gens éclairés. Il n'y a pas un des articles des loix auxquelles ils ont travaillé, qui n'ait été soumis à la discussion la plus approfondie.

Le génie de Colbert a présidé à la rédaction de tous les règlements sur la Marine, le Commerce, les Manufactures & les Colonies ; & jamais il n'a manqué de consulter les gens les plus instruits sur chacun des objets d'administration qu'il avoit à régler. Qu'on parcourre toutes les loix faites par nos Rois depuis le commencement de la Monarchie, même celles qui ont paru dans des siècles où il étoit pardonnable de n'avoir pas les lumières du nôtre : qu'on les compare aux 15479 loix faites par les trois assemblées, qui depuis sept ans ont usurpé en France la puissance Souveraine, & l'on jugera si ce n'est pas une preuve de la sagesse de notre Constitution, que la puissance législative réside dans la personne du Roi, sans dépendance & sans partage.

J'e ne parlerai pas non plus des diverses espèces de tribunaux & des différents degrés de juridiction : Je me contenterai de dire qu'il existoit en France, dans toutes les provinces, des tribunaux à la portée des justiciables*, que l'on interjettoit appel de leurs sentences aux Parlements & autres Cours Souveraines qui confirmoient ou infirmoient les dites sentences & prononçoient en dernier ressort.

On n'avoit contre leurs arrêts, dans les cas fixés par les Ordonnances, que la voie extraordinaire de la *requête civile* † par devant les mêmes Cours Souveraines qui avoient

* L'administration de la justice étoit réglée sur tous les points avec tant de soin qu'outre les tribunaux ordinaires qui connoissoient de toutes les matières générales, il y avoit des tribunaux créés pour connoître spécialement de certaines affaires & que par cette raison on appeloit tribunaux *d'exception*.

Les Cours des Aides connoissoient des matières d'impositions : les Cours des monnoies de tout ce qui étoit relatif aux monnoies : les *Eaux et Forêts* de tout ce qui concernoit la conservation des eaux & forêts : l'Amirauté de ce qui avoit trait à la navigation & aux prises : les Chambres des comptes, des questions de foi & hommage & autres concernant la féodalité : le grand Conseil, des attributions en matières Ecclesiastiques, &c. &c. &c.

† La requête civile ne pouvoit être présentée que dans le cas de *non légitime défense*, ou lorsqu'on avoit à produire des pièces nouvellement recouvrées, soit qu'elles eussent été retenues par la partie adverse, soit qu'elles changeassent l'état de la question.

prononcé,

prononcé, & la voie du recours au Conseil du Roi*, quand il y avoit contravention aux Ordonnances.

Enfin on peut avancer, sans craindre d'être démenti, qu'il y avoit peu de pays en Europe où la justice fut administrée avec moins de partialité, de frais & de lenteur, malgré les justes délais accordés par la loi aux plaideurs pour les garantir des surprises d'un adversaire actif ou puissant. Avec le temps il auroit été possible de diminuer encore les frais de procédure, de corriger quelques imperfections des loix † & d'opérer insensiblement la réforme des abus qui pouvoient s'être introduits. Loin de s'y refuser, le Gouvernement adoptoit avec une facilité même blâmable tous les projets qui lui étoient présentés ‡. Si l'on peut lui faire un reproche, c'est de s'être laissé séduire par des idées

* Composé des Conseillers d'Etat & des Maîtres des Requêtes & présidé par le Chancelier, ou le Garde des sceaux. Le Conseil du Roi ne jugeoit jamais le fond de l'affaire : il ne prononçoit que sur la contravention aux Ordonnances, & dans ce cas l'affaire étoit renvoyée par devant une autre Cour Souveraine.

† Louis XVI sans cesse occupé du bonheur de son peuple avoit donné des Lettres-patentes au mois de Novembre 1788 portant établissement d'un bureau de législation composé de six membres de son Conseil & de six Magistrats du Parlement de Paris, à l'effet de corriger les imperfections des diverses Ordonnances & notamment de celles de 1667 & de 1670. Ce bureau présidé par le Garde des sceaux s'est assemblé régulièrement jusqu'à l'ouverture des Etats-Généraux.

‡ Tels que l'établissement de la Cour-plénière & toutes les extravagances de l'Archevêque de Sens.

d'innovation † ; mais il seroit injuste de l'accuser d'avoir manqué d'esprit public. Au milieu des contradictions & des fluctuations si naturelles à la Cour d'un Prince que l'on savoit animé du désir de faire le bien & de rendre ses sujets heureux, tout homme impartial aura observé que l'unique sollicitude de Louis XVI étoit l'amélioration du Gouvernement & la prospérité du Royaume ; malheureusement il a accordé une confiance trop aveugle à des *charlatans* qui ont abusé de ses vertus. Que n'avoit-il avec la popularité de Henri IV, sa vigilance & sa fermeté ! une affreuse révolution n'auroit pas troublé le cours de son règne & le nom François ne seroit point squillé par le plus exécable des forfaits.

† Celles de Mr. Necker & autres gens de cette espèce ont perdu la France.

C H A P I T R E IX.

CONCLUSION.

J'AI présenté dans des Chapitres particuliers les maximes fondamentales, les principes constitutifs de notre droit public. J'ai démontré leur filiation d'âge en âge, depuis la naissance de notre Monarchie jusqu'à nos jours. Il résulte de l'ensemble des faits, des preuves & des autorités que j'ai cités, que :

La France est une Monarchie héréditaire :

La Couronne est héréditaire de mâle en mâle *par ordre de primogéniture* à l'exclusion perpétuelle des filles & de leurs descendants, quelque soit leur sexe.

Le Roi est Souverain Législateur & source de tout pouvoir dans son Royaume.

La Puissance Législative qui réside dans la personne du Roi, sans dépendance & sans partage, n'est cependant point arbitraire ni despotique.

Les loix émanées du Roi, en sa qualité de Souverain Législateur, sont soumises à des formes consacrées par la Constitution.

Ces formes avertissent sans cesse le Monarque que sa puissance législative a des limites qu'il ne peut franchir.

Le

Le dépôt des loix est confié à des Corps permanents chargés de les rappeler, lorsque l'erreur d'un moment les fait oublier.

Le devoir de ces Corps dépositaires des loix est d'éclairer le Monarque par de très respectueuses remontrances, lorsque sa religion a été surprise, & d'opposer à la volonté momentanée du législateur la volonté constante de la loi dont ils sont les organes & dont le Roi lui même a juré l'observation.

Le Roi Souverain Législateur est donc dans l'heureuse impuissance de changer les loix fondamentales ou constitutives & les constitutions ou capitulations des provinces successivement réunies à la Monarchie, parce que les loix fondamentales ou constitutives, les constitutions ou capitulations particulières des provinces étant le résultat nécessaire du vœu du peuple & du consentement du Roi manifesté par l'acte de sa puissance législative, elles sont un véritable contrat *signallnamatique* entre le Monarque & ses sujets. Ce contrat liant réciproquement les deux parties contractantes, l'une ne peut le changer, ni même y déroger, sans le consentement de l'autre.

Ainsi même, dans les circonstances les plus urgentes, le Roi ne peut vendre à perpétuité aucune portion de son domaine, parce que l'inaliénabilité du domaine de la Couronne est une loi fondamentale ou constitutive.

Le corps du peuple François est composé de trois Ordres distincts ; le Clergé, la Noblesse & le Tiers-Etat.

Ces trois Ordres distingués par leur rang, sont égaux par leurs droits.

Aucun des trois Ordres n'a de droits politiques, qui ne soient communs à tous.

Il règne entre les trois Ordres l'indépendance la plus absolue.

Les propriétaires des trois Ordres peuvent seuls délibérer dans l'assemblée de leur Ordre. C'est un droit inhérent en même temps à la glèbe & à la personne.

Les députés régulièrement & librement élus par les propriétaires de chacun des trois Ordres de l'Etat forment l'assemblée des Etats-Généraux.

Le Roi la convoque, la proroge & la dissout.

Les députés aux Etats-Généraux sont les mandataires, les fondés de pouvoirs des propriétaires du Royaume.

Les députés aux Etats-Généraux sont obligés de se conformer aux Mandats & aux instructions qu'ils ont reçus de leurs commettants ; ils sont tenus de leur rendre compte de l'usage qu'ils en ont fait.

Les Etats-Généraux donnent leur avis, quand ils sont consultés par le Roi, sur les questions qu'il lui plaît de leur communiquer.

Quand des circonstances extraordinaires mettent le Roi dans le cas de leur demander des impôts extraordinaires, ils ont le droit d'en constater la nécessité, d'en déterminer la nature, d'en fixer la quotité & la durée, & par conséquent de les accorder ou de les refuser.

Quelque soit le motif pour lequel le Roi juge à propos de les assembler, ils lui présentent dans les cahiers de leurs doléances les plaintes & les requêtes de leurs commettants conformément aux instructions qui leur ont été données.

Tous les François jouissent au même degré & au même titre des droits civils.

Tous

Tous sont libres.

L'entrée de tous les emplois est ouverte aux François de toutes les classes.

Il n'est aucune place, aucune dignité dans l'Etat dont l'homme né dans la condition la plus obscure ne soit susceptible.

Aucun citoyen ne peut être enlevé à sa juridiction naturelle.

Aucun citoyen ne peut être privé de sa propriété, perdre la liberté ou la vie, être jugé en matière civile ou criminelle, que conformément aux loix du Royaume & suivant les formes qu'elles prescrivent.

Le poste le plus éminent ne peut soustraire un citoyen à la sévérité de la loi.

La loi veille également sur le pauvre comme sur le riche, sur le foible comme sur le puissant.

La loi accorde même une protection spéciale au foible : le Ministère public est le défenseur des veuves, des orphelins, des mineurs, de tous ceux qui ont perdu leurs défenseurs naturels.

Enfin la loi protège également toutes les personnes & tous les biens.

Le Roi lui-même est soumis à la loi ; dans les contestations où il est personnellement engagé, ses agents sont jugés conformément aux loix du Royaume comme le dernier de ses sujets.

Telle est la Constitution de la Monarchie Françoise.

Sa vénérable antiquité, l'état florissant du Royaume à l'époque où les factieux l'ont renversée, les désordres & les malheurs inouïs que sa chute a entraînés attestent qu'elle convenoit à la France.

De quel poids peuvent être les déclamations de ses détracteurs contre l'expérience d'une longue suite de siècles ! & n'est-il pas extravagant de dire que le moyen de rétablir l'ordre & la tranquillité dans un Empire, après sept années d'anarchie, est de changer la Constitution sous laquelle il a vieilli avec gloire & à laquelle il a dû sa prospérité.

F I N.

(000)

Streptomyces *luteus* *var.* *luteus* *subsp.* *luteus*

1900-1901. The first year of the new century was a period of great
activity in the field of education. The State Board of Education
was established, and the State Normal School at Columbia was
opened. The State Normal School at Columbia was opened.

17

Pr

1